



Cellule d'Analyse de Politiques  
Economiques du CIRES



---

# LES MOTEURS DE LA CROISSANCE ET L'OUVERTURE COMMERCIALE EN COTE D'IVOIRE

**SEPTEMBRE 2014**

---

Cellule d'Analyse de Politiques Économiques du CIRES  
Financée par la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique / African Capacity Building Foundation (ACBF) et  
par l'Etat de Côte d'Ivoire - CC N° 0227945C  
08 BP 1295 Abidjan 08 - Tél. : (225) 22 44 41 24 - Fax : (225) 22 48 51 68  
E-mail : [capec@afnet.net](mailto:capec@afnet.net) - [www.capec-ci.org](http://www.capec-ci.org) / Sise au CIRES, Bd. Latrille, près du Lycée Classique d'Abidjan

## Table des matières

<i>Table des matières</i> .....	2
<i>Liste des tableaux</i> .....	3
<i>Liste des graphiques</i> .....	3
<i>Résumé analytique</i> .....	4
<i>Introduction</i> .....	9
<i>1. Éléments théoriques d'association entre l'ouverture et la croissance économique</i> .....	10
<i>2. Ouverture extérieur et performance économique: expériences du Brésil, de l'Inde et de la Malaisie</i> .....	14
2.1. Evolution des échanges et des flux d'investissement directs étrangers .....	14
2.2. Caractéristiques de la politique commerciale.....	21
2.3. Analyse des politiques commerciales sectorielles.....	25
<i>3. Commerce extérieur et croissance économique en Côte d'Ivoire</i> .....	30
3.1. Évolution et structure du commerce extérieur de la Côte d'Ivoire .....	30
3.2. Contribution du commerce extérieur à la croissance en Côte d'Ivoire .....	45
3.3. Analyse des forces et des faiblesses du commerce extérieur de la Côte d'Ivoire .....	48
3.3.1. Atouts/ Forces.....	51
3.3.2. Faiblesses/handicaps.....	52
3.3.3. Opportunités .....	57
3.3.4. Menaces.....	59
<i>4. Recommandations</i> .....	61
<i>5. Conclusion</i> .....	68
<i>6. Références bibliographiques</i> .....	70

## Liste des tableaux

Tableau 1: Répartition en valeur par produit des exportations de la Côte d'Ivoire vers la CEDEAO en 2012 .....	33
Tableau 2: Liste des produits non importés de la CEDEAO par la Côte d'Ivoire .....	34
Tableau 3: Partenaires commerciaux de la Côte d'Ivoire (% des flux totaux).....	36
Tableau 4: Structure et évolution des exportations de la Côte d'Ivoire (millions FCFA).....	40
Tableau 5: Structure et évolution des importations de la Côte d'Ivoire (% du total) .....	44
Tableau 6: Corrélation (%) entre croissance du PIB et croissances des importations et exportations .....	45
Tableau 7: Contribution des échanges à la croissance .....	46
Tableau 8: Corrélation entre performance sectorielle et ouverture .....	48
Tableau 9: Analyse SWOT du commerce extérieur ivoirien .....	50
Tableau 10: Implications fiscales et pour l'investissement de la transformation du cacao et des noix de cajou .....	54
Tableau 11 : Classement et note de la Côte d'Ivoire dans l'index du WEF en 2014.....	55
Tableau 12: Exportations Ivoiriennes par catégorie de produits (en %) .....	56
Tableau 13: Matrice d'actions.....	64

## Liste des graphiques

Graphique 1: Évolution des exportations de la Côte d'Ivoire vers la CEDEAO entre 2001 et 2012 .....	32
Graphique 2: Répartition des exportations de la Côte d'Ivoire vers les pays de la CEDEAO entre 2001 et 2012.....	33
Graphique 3: Évolution des importations de la Côte d'Ivoire en provenance de la CEDEAO entre 2001 et 2012 .....	35
Graphique 4: Répartition par pays de la CEDEAO des importations de la Côte d'Ivoire en valeur entre 2001 et 2012 .....	36
Graphique 5: Principaux partenaires à l'exportation de la Côte d'Ivoire (% des marchandises exportées) .....	37
Graphique 6: Principaux partenaires à l'importation de la Côte d'Ivoire (% des marchandises importées).....	38
Graphique 7: Évolution de la croissance du PIB, des importations et des exportations .....	46
Graphique 8: Indice de résilience de la Côte d'Ivoire.....	51
Graphique 9: Exportations Ivoiriennes par type de produits et groupe géographique .....	53

## Résumé analytique

Dans un environnement post conflit, l'élaboration du Plan National de Développement (PND) 2012-2015 entend donner à la Côte d'Ivoire les fondations d'une émergence économique et sociale. Un problème que pose une telle approche est la recherche des leviers de croissance permettant d'atteindre l'émergence économique.

Les pays émergents sont des pays dont le PIB par habitant est inférieur à celui des pays développés, mais qui connaissent une croissance économique rapide et dont le niveau de vie ainsi que les infrastructures économiques convergent vers ceux des pays développés. L'une des caractéristiques de ces pays est la prise de participation forte sur les marchés extérieurs surtout pour les produits industriels. Ces pays ont gagné des parts de marchés de plus en plus importantes au point de dominer des pans entiers de l'économie mondiale. L'accès aux marchés mondiaux a joué un rôle important dans les progrès réalisés par ces pays. En effet ces derniers ont établi une stratégie visant à importer ce dont dispose le reste du monde et à exporter ce dont ils ont besoin. Les statistiques montrent que la croissance des échanges commerciaux s'est faite de pair avec la croissance économique dans ces pays émergents. De ce fait, l'ouverture extérieure semble avoir contribué à cet essor économique.

Cette étude se situe dans ce contexte. Elle analyse les conditions de l'émergence économique de la Côte d'Ivoire au regard de l'expérience de certains pays comme le Brésil, l'Inde et la Malaisie. La question centrale est de savoir comment la Côte d'Ivoire peut faire de son ouverture commerciale un moteur de sa croissance économique à la lumière des expériences des pays émergents. De façon spécifique, cette étude répond à deux questions dans le cas de la Côte d'Ivoire. D'une part, elle vise à examiner si les moteurs du commerce extérieur des pays émergents sont présents en Côte d'Ivoire. D'autre part, elle identifie des forces et faibles du commerce extérieur ivoirien en vue de faire de ce dernier un levier de croissance pour l'émergence de la Côte d'Ivoire.

La méthodologie utilisée dans le cadre de cette analyse se décline en trois étapes: une revue documentaire, une analyse descriptive et une analyse SWOT (Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces). La revue documentaire a permis d'examiner la relation entre l'ouverture extérieure et la croissance économique d'un point de vue théorique et empirique. Les facteurs théoriques sont élucidés dans cette partie à partir d'exemples de pays émergents. La statistique descriptive approfondit l'analyse empirique entre l'ouverture extérieure et la croissance économique et fait le diagnostic de cette relation en Côte d'Ivoire. Enfin, l'analyse SWOT a servi à dégager des recommandations dans l'optique de repositionner l'ouverture extérieure dans la stratégie de croissance en Côte d'Ivoire en vue de l'émergence à l'horizon 2020.

Sur le plan de la théorie économique, l'ouverture extérieure influence la croissance économique par l'élargissement du marché, l'acquisition de nouvelles technologies et l'accélération de la formation du capital. L'ouverture commerciale agrandit le marché des pays qui participent aux échanges et augmente le nombre et la qualité des biens intermédiaires utilisables dans la production. Cet élargissement favorise aussi le transfert des technologies et augmente les bénéfices de l'innovation technologique. L'ouverture extérieure accroît également les ressources consacrées à l'investissement dans l'amélioration de la productivité des facteurs de production. Ce mécanisme fonctionne via l'innovation technologique avec l'augmentation des flux des investissements directs étrangers. En outre, l'ouverture extérieure entraîne une accélération de la formation de capital, ce qui permet au pays de se trouver sur un sentier de croissance plus élevé.

L'analyse descriptive révèle que le Brésil, l'Inde et la Malaisie ont connu de bonnes performances économiques pendant ces dix dernières années. Ces pays ont entrepris des réformes structurelles pour assurer ces bonnes performances macroéconomiques. La croissance du PIB réel s'est accompagnée d'une forte croissance des échanges commerciaux et d'un afflux important d'investissements directs étrangers. La croissance des échanges a concerné aussi bien les produits agricoles et miniers, les produits manufacturiers. La part de ces pays dans le commerce international ne cesse d'augmenter au cours de ces dernières années avec principalement une hausse de la part des produits manufacturiers et une stagnation voire un déclin graduel des biens primaires. Les partenaires commerciaux sont diversifiés; les échanges avec les pays membres des zones d'intégration se sont aussi intensifiés. Ce qui leur permet de bénéficier d'un large marché pour les exportations. En outre, cette ouverture leur a permis d'accroître leur ravitaillement en biens d'équipement bénéficiant ainsi d'importants transferts de technologie. Pour encourager le commerce international, les procédures douanières ont été simplifiées et des politiques sectorielles ont été mises en œuvre. Au regard de ce qui précède, l'on peut dire que les éléments théoriques identifiés dans la relation entre l'ouverture extérieure et la croissance économique existent au Brésil, en Inde et en Malaisie.

L'analyse diagnostic de l'économie ivoirienne a montré que le commerce extérieur de la Côte d'Ivoire est en croissance au cours de ces deux dernières décennies. La part du commerce dans le PIB a augmenté en moyenne de 40% au cours de la dernière décennie. Le principal partenaire commercial reste l'Union Européenne essentiellement les pays de la zone Euro, même si sur cette période, les pays Asiatiques ont gagné des parts de marché. Le commerce intra régional est encore faible. Malgré les efforts d'intégration, les échanges de la Côte d'Ivoire avec les pays membres de l'UEMOA et/ou de la CEDEAO sont relativement faible comparés au volume du commerce avec le reste du monde hors mis ces pays. Le contenu de l'offre d'exportation de la Côte d'Ivoire est fortement concentré: les matières premières agricoles brutes, le bois, les minerais, le pétrole et l'énergie. Quant aux importations elles sont concentrées autour de produits alimentaires, de produits pharmaceutiques, des biens d'équipement et des produits pétroliers.

Ce diagnostic a montré que les principaux éléments mis en évidence dans les pays émergents (Brésil, Inde, Malaisie) ne sont pas présents. Plus précisément, les produits manufacturiers constituent l'essentiel de la composition du commerce extérieur des pays émergents contrairement à la Côte d'Ivoire où les produits primaires en constituent une part importante. Le commerce extérieur des pays émergents est en adéquation avec la demande mondiale en termes de contenu et de quantité. Pour preuve, la part de marché de ces pays dans le commerce mondiale est en hausse. L'on peut noter également, la place des réformes structurelles et l'engagement des pouvoirs publics qui ont permis de consolider les avantages comparatifs et d'assurer des gains dynamiques suite à l'ouverture extérieure. De plus, ces pays bénéficient d'un environnement sociopolitique relativement stable propice à l'éclosion de l'initiative privée. Cela a favorisé une augmentation du volume des IDE entrants ces dernières années en direction de ces pays. Les bonnes performances économiques se sont accompagnées d'une augmentation des IDE en provenance de ces pays. L'ouverture financière résultant de cette ouverture extérieure a été profitable pour ces pays à la différence de la Côte d'Ivoire. En effet, Ces derniers ont pu satisfaire leurs besoins de financement par le marché international. Un autre avantage de l'ouverture extérieure est la disponibilité d'inputs, source d'efficacité et d'externalités. Les pays émergents ont su bénéficier de cette ouverture contrairement à la Côte d'Ivoire. L'on note également une faible intensité des échanges entre la Côte d'Ivoire et les pays membres de la CEDEAO alors les pays émergents commercent beaucoup avec les pays membres des communautés économiques régionales auxquelles ils appartiennent (ASEAN: Malaisie, MERCOSUR: Brésil). Il y a également une faible intensité des échanges à l'intérieur de la zone UEMOA contrairement aux pays

émergents analysés. Ces derniers ont intensifié les échanges avec les pays membres des regroupements auxquels ils appartiennent.

L'analyse SWOT (Forces, faiblesses, Menaces et Opportunités) présente, en effet, quelques forces et faiblesses du commerce extérieur de la Côte d'Ivoire. Dès son accession à l'indépendance, la Côte d'Ivoire a opté pour l'économie de marché et a orienté sa politique commerciale vers l'extérieur. Sa législation, au départ, protectionniste a progressivement évolué pour accélérer son ouverture commerciale. Le commerce extérieur de la Côte d'Ivoire reste concentré autour des produits agricoles, d'extraction et des biens d'équipements.

Outre les produits pétroliers raffinés, les exportations de la Côte d'Ivoire reposent essentiellement sur les produits agricoles non transformés à la différence des pays émergents. Le secteur manufacturier est relativement faible pour soutenir le commerce extérieur, ceci n'est pas le cas des pays émergents dans lesquels une part importante des exportations portent sur des produits manufacturiers.

Par ailleurs, le secteur agricole n'est pas mécanisé et est en possession, en grande partie, des populations rurales mettant en valeur des superficies relativement petites. Le secteur agricole en Malaise, par exemple, est devenu un nouveau moteur de croissance en exploitant la biotechnologie. Les subventions agricoles en Chine et le contrôle des prix ont été des facteurs de croissance tout d'abord de la production agricole et ont stimulé l'industrie.

La relation négative entre les échanges extérieurs et le secteur agricole permet de conclure que l'agriculture tend à jouer un rôle négligeable dans le commerce extérieur. En toute logique, une telle relation devrait être observée à mesure que le secteur industriel se soit développé ou le secteur des services. En Côte d'Ivoire, le secteur des services même s'il tend à se développer au cours de ces dernières années avec l'implantation de nombreux établissements financiers, la part du crédit bancaire a varié entre 13% et 18% du PIB entre 2000 et 2012. Le secteur financier est donc modeste malgré les nombreuses réformes entreprises dans les années 1990.

Il ressort de ce diagnostic que les moteurs du commerce extérieur mis en lumière dans les pays émergents ne sont pas présents en Côte d'Ivoire bien qu'il y ait des acquis appréciables.

En définitive, l'étude propose des recommandations dans l'optique non seulement de consolider les acquis de la Côte d'Ivoire mais aussi et surtout de permettre une émergence économique. Il s'agit entre autres de:

- ***Opérer une intégration graduelle et séquentielle aux marchés mondiaux.*** Il ne suffit pas d'éliminer les obstacles aux échanges et aux investissements pour stimuler la croissance économique. Les barrières tarifaires et non-tarifaires constituant des obstacles au développement du commerce extérieur, leur assouplissement pourrait stimuler les échanges. Toutefois, dans l'optique de protéger l'industrie locale, ce démantèlement devra être progressif en ciblant certains produits prioritaires.
- ***Renforcer les compétences industrielles pour évoluer vers les marchés mondiaux.*** Les pays ayant réussi ont souvent créé des capacités autonomes à long terme en assimilant et adaptant les technologies étrangères. Si la Côte d'Ivoire voudrait emprunter le même sentier que les pays émergents tels que le Brésil, l'Inde et la Malaisie, elle devra prendre des mesures particulières en vue de renforcer les capacités productives du secteur industriel. Il s'agit notamment d'encourager la recherche et le développement ou importer la technologie nécessaire au développement des entreprises ivoiriennes. En outre, la Côte d'Ivoire devra

avoir une politique de diffusion et d'appropriation des résultats de la recherche (en cas d'investissement dans la recherche et le développement).

- ***Soutenir le secteur agricole.*** L'agriculture ivoirienne est dense et diversifiée. Elle regorge de nombreuses opportunités d'investissement. L'agriculture demeure la base de l'économie nationale. En effet, elle contribue à 22% à la formation du PIB et constitue la source de revenus de 2/3 des ménages. Elle procure environ 75% des recettes d'exportation non pétrolières. En 1993, l'État a entrepris d'importantes réformes agricoles à travers le "Plan Directeur de Développement Agricole 1992-2015". Au terme de ces réformes, l'État s'est désengagé des filières de production, en privatisant la plupart des Sociétés d'État. A l'image du Brésil, l'Etat devrait reprendre en main la destinée du secteur agricole, secteur moteur de l'économie par des politiques ciblées sur les secteurs à fort potentiel à l'exportation. Les filières agricoles à fort potentiel à l'exportation doivent être protégées de la concurrence étrangère en ne libéralisant pas totalement le marché. De plus, les filières à forte valeur ajoutée doivent bénéficier d'actions ciblées pour assurer la compétitivité vis-à-vis du reste du monde.
- ***Promouvoir les exportations des produits issus des filières les plus dynamiques.*** Les filières les plus dynamiques de l'économie devront faire l'objet d'une attention particulière à travers des politiques sectorielles visant à la promotion des exportations et à plus de compétitivité internationale des produits de ces filières. Les filières concernées sont café et cacao, coton et textiles, oléagineux, anacarde, caoutchouc, bois, ananas et banane, etc. Il faudra dans le même temps non seulement renforcer les initiatives de diversification de l'offre exportable en l'adaptant à la demande mondiale mais aussi et surtout des marchés. Pour cela, il faudra actualiser le profil commercial de la Côte d'Ivoire.
- ***Poursuivre la modernisation et la simplification des procédures douanières.*** Le Gouvernement, dans le cadre des perspectives du PND, entend moderniser, rationaliser et accélérer les procédures et formalités liées au commerce et améliorer la fluidité du trafic de marchandises grâce, entre autres, à la mise en œuvre rapide de mesures de facilitation des échanges telles que le Projet de création d'une plate-forme virtuelle dénommée Guichet Unique du Commerce Extérieur (GUCE), la construction de postes de contrôle juxtaposés aux frontières.
- ***Mettre en place une stratégie globale de développement du secteur financier*** pour adapter les mécanismes de financement des PME/PMI dont les activités sont orientées principalement vers l'exportation et l'importation. Il s'agira aussi dans cette stratégie de repenser le rôle de l'Etat dans le secteur financier. Plus d'engagement de l'Etat dans le secteur financier devrait aboutir à diversifier les produits proposés et à réduire les coûts de l'accès au crédit.
- ***Redynamiser les programmes de promotion et de financement du commerce extérieur.*** L'Association pour la Promotion des Exportations de Cote d'Ivoire (APEX-CI) est chargée de favoriser la croissance soutenue des exportations ivoiriennes (réduction de la dépendance vis-à-vis des produits traditionnels, accroissement de la part des exportations à forte valeur ajoutée, diversification géographique des exportations, création d'une culture d'exportation). Depuis 2010, elle a élargi son champ d'actions en tant qu'agence de promotion et de développement du Secteur Privé avec un accent particulier sur les PME. Cependant, les efforts de promotion des exportations se heurtent, entre autres entraves, à l'absence d'un parc national

d'exposition, et au manque d'institutions de financement spécialisées dans le soutien au privé lors des démarches export, telle qu'une compagnie d'assurance-crédit à l'exportation.

- ***Exploiter davantage les opportunités de débouchés sous régionale, régionale et internationale en vue d'intensifier les échanges commerciaux avec les partenaires commerciaux de l'UEMOA, de la CEDEAO et des autres regroupements régionaux.*** Au niveau régional et sous régional, cela passe par une accentuation de l'application des mesures du TEC et la poursuite des efforts d'harmonisation de la structure tarifaire de la Côte d'Ivoire avec celle des pays de l'UEMOA et de la CEDEAO d'une part mais aussi avec d'autres pays partenaires potentiels en Afrique. Au niveau international, la Côte d'Ivoire devra mettre en place des politiques visant à élargir son offre d'exportation. L'élargissement de l'offre d'exportation passe par l'identification de marchés attractifs pour des produits à fort potentiel à l'exportation. Il peut s'agir également d'actions visant à assouplir les procédures d'importation et d'exportation par la facilitation des procédures d'obtention des agréments. Le renforcement de cette coopération peut se faire aussi par la mise à niveau des capacités des acteurs des secteurs agro industriels d'exportation.



## Introduction

Les pays émergents sont des pays dont le PIB par habitant est inférieur à celui des pays développés, mais qui connaissent une croissance économique rapide et dont le niveau de vie ainsi que les infrastructures économiques convergent vers ceux des pays développés. L'une des caractéristiques de ces pays est la prise de participation forte sur les marchés extérieurs surtout pour les produits industriels.

Ces pays ont gagné des parts de marchés de plus en plus importantes au point de dominer des pans entiers de l'économie mondiale. Selon le rapport 2013 du PNUD sur le développement humain, entre 1980 et 2010, la part de marché des pays émergents, notamment les pays asiatiques, dans le commerce mondial des marchandises est passée de 25% à 47%. Entre 1990 et 2010, les exportations de marchandises de huit pays en développement membres du G20 ont été multipliées par 15 et sont passées d'environ 200 milliards à 3 000 milliards de dollars. Dans le même temps, les échanges commerciaux pour bien d'autres pays en développement ont aussi augmenté. Ce mouvement d'expansion du commerce international s'est accompagné du renforcement du processus d'intégration. Ainsi, avec la création de blocs économiques régionaux, les pays en développement entendent profiter des effets de création et de détournement de commerce qui en découlent pour redynamiser non seulement le commerce international mais aussi faciliter leur intégration dans l'économie mondiale. Par conséquent, l'ouverture commerciale se présente comme un moteur de la croissance de ces pays.

Selon ce même rapport (PNUD, 2013), l'accès aux marchés mondiaux a joué un rôle important dans les progrès réalisés par ces pays. En effet ces derniers ont établi une stratégie visant à importer ce dont dispose le reste du monde et à exporter ce dont il a besoin. Cette situation s'est accompagnée d'un accroissement de leur part dans la production mondiale. Elle est passée de 33% à 45% entre 1980 et 2010.

Ces chiffres montrent que la croissance des échanges commerciaux s'est faite de pair avec la croissance économique dans ces pays émergents. S'inspirant de l'expérience de ces pays, la Côte d'Ivoire, dans un contexte post-crise, voudrait asseoir les fondements de son émergence économique et sociale en améliorant sa position commerciale. Dans cet environnement d'après-guerre, l'élaboration du Plan National de Développement (PND) 2012-2015 entend donner les fondations d'une émergence économique et sociale. Un problème que pose une telle approche est la recherche des leviers de croissance permettant d'atteindre l'émergence économique. Cette étude se situe dans ce contexte d'analyse des conditions de l'émergence économique de la Côte d'Ivoire au regard de l'expérience de certains pays comme le Brésil, l'Inde et la Malaisie. La question centrale est de savoir comment la Côte d'Ivoire peut faire de son ouverture commerciale le moteur de sa croissance économique à la lumière des expériences des pays émergents. Les moteurs du commerce extérieur mis en lumière dans les pays émergents sont-ils présents en Côte d'Ivoire? Quelles sont les forces et faibles du commerce extérieur dans cette optique dans le cas de la Côte d'Ivoire?

En effet, sur le plan de la théorie économique, l'ouverture extérieure est un facteur pouvant stimuler la croissance économique à travers l'agrandissement du marché et l'amélioration de la qualité des biens intermédiaires utilisables dans la production. Elle entraîne, en outre, une accélération de la formation de capital, ce qui permet au pays de se trouver sur un sentier de croissance plus élevé.

Même si ce lien n'est pas empiriquement très évident à établir à cause de la complexité des mécanismes, l'expérience des pays émergents peut servir de base d'analyse des effets (bidirectionnels) entre l'ouverture commerciale et l'émergence économique.

La méthodologie utilisée dans le cadre de cette analyse se décline en trois étapes: une revue documentaire, la statistique descriptive et une analyse SWOT (Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces). La revue documentaire va permettre de faire l'état des lieux de la relation entre l'ouverture extérieure et la croissance économique d'un point de vue théorique d'une part et d'un point de vue empirique d'autre part. Elle identifie les facteurs théoriques existant à partir d'exemples de pays émergents. La statistique descriptive va permettre d'approfondir l'état des lieux et de faire le diagnostic de la relation entre l'ouverture extérieure et la croissance en Côte d'Ivoire. Enfin, l'analyse SWOT va servir à dégager des recommandations en vue de repositionner l'ouverture extérieure dans la stratégie de croissance en Côte d'Ivoire en vue de l'émergence à l'horizon 2020.

Le document est organisé en quatre sections. La première section présente les mécanismes théoriques qui permettent d'associer l'ouverture commerciale et la croissance économique. La deuxième section cherche à identifier ces différents éléments à travers l'analyse des performances de certains pays émergents comme le Brésil, l'Inde et la Malaisie. La troisième section s'intéresse à la situation de la Côte d'Ivoire. Elle met en évidence les performances économiques et la contribution du commerce extérieur à la croissance économique de ce pays. Elle aborde également l'analyse des forces et des faiblesses du commerce extérieur de la Côte d'Ivoire en tant que catalyseur de croissance économique au regard des performances des pays émergents choisis. Elle insiste également sur les opportunités dont peut bénéficier la Côte d'Ivoire afin d'accélérer ses échanges avec le reste du monde et les menaces potentielles auxquelles elle doit faire face. La quatrième section présente les recommandations de l'étude pouvant permettre de faire du commerce extérieur de la Côte d'Ivoire un maillon essentiel de la croissance économique et de l'émergence à l'image du Brésil, de l'Inde et de la Malaisie.

## **1. Éléments théoriques d'association entre l'ouverture et la croissance économique**

L'analyse de l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique remet au goût du jour l'une des questions au cœur de la théorie du commerce international relative aux gains de l'ouverture. Dans la perception classique des gains de l'ouverture extérieure, Riviera-Batiz & Romer (1991) identifient trois effets majeurs: un effet d'allocation des ressources, un effet d'intégration (l'accroissement de la taille du marché) et un effet de redondance (le libre-échange évite une duplication des coûts). Les travaux de François, McDonald, & Nordström (1994) donne un exemple d'illustration de l'impact des progrès de la théorie du commerce international sur la perception des gains d'ouverture. Au total, un petit nombre de mécanismes élémentaires permet d'associer ouverture et croissance: élargissement du marché et de l'offre d'inputs, externalités, changement de sentier.

### ***Élargissement du marché***

L'ouverture permet d'offrir une plus grande variété au consommateur, à travers l'élargissement du marché<sup>1</sup>. Elle autorise, en effet, l'accès à de nouveaux marchés. Le niveau de satisfaction tiré d'un panier de consommation augmente, puisque que le consommateur dispose d'un plus grand nombre de

---

<sup>1</sup> L'archétype de cette représentation du lien entre la croissance et l'ouverture extérieure est le modèle théorique standard de concurrence monopolistique de Krugman, (1979).

variétés de biens de consommation pour ces choix. Il a la possibilité de se procurer au moins un peu de chaque bien. Cela provoque un accroissement de l'élasticité de la demande des biens de consommation. Ce choc concurrentiel né de l'ouverture, impose aux entreprises de réduire leur marge commerciale. Enfin les producteurs réalisent des économies d'échelle, puisque leur production individuelle augmente. Vu sous cet angle, l'ouverture commerciale est directement mise en relation avec la croissance car elle favorise une accumulation et une allocation optimale des ressources productives.

### *Élargissement de l'offre d'inputs*

La majeure partie des échanges internationaux portent sur les intrants (Fontagné, Freudenberg, & Ünal-Kezenci, 1996). Les gains de l'ouverture concernent aussi bien les producteurs que les consommateurs. L'ouverture permet aux producteurs de disposer d'une plus grande marge de manœuvre pour leurs approvisionnements en consommations intermédiaires et autres intrants ou facteurs de production nécessaire à leur activité. Cette plus grande variété d'inputs garantit une meilleure efficacité de la combinaison productive (Ethier, 1982). La production différenciée peut être utilisée comme bien de consommation finale ou bien de consommation intermédiaire. Ainsi, dans une branche de production, aux rendements d'échelle internes croissants s'ajoute une externalité pure: lorsque cette branche de production grandit, elle dispose d'une plus grande variété de biens intermédiaires. Cette situation améliore l'efficacité de la combinaison productive de toutes les entreprises de cette branche puisque chaque producteur de la branche utilise en input des biens intermédiaires composites comprenant un grand nombre de variétés.

Si l'on suppose que la demande de biens intermédiaires est à élasticité constante, l'offre de variétés est déterminée par la taille de l'input composite. Ainsi la croissance ne passe plus uniquement par l'élargissement de la taille du marché mais également par la taille de l'industrie et de l'offre de biens intermédiaires différenciés. D'autres approches théoriques similaires expliquant la relation entre la croissance, l'ouverture extérieure et l'élargissement de l'offre d'inputs basées sur des modèles à échelle de qualité ont été développées (Grossman & Helpman, 1991; Aghion & Howitt, 1992). Ces modèles soutiennent que les nouveaux biens, de qualité supérieure, sont censés offrir plus de services que les anciens. Les nouveaux biens intermédiaires favorisent des gains de productivité auxquels s'ajoute un gain d'efficacité associé à la spécialisation sur les segments du processus de production. Le rôle de l'ouverture est alors d'offrir aux producteurs des inputs à des conditions plus avantageuses que dans une situation autarcique. En conséquence, indépendamment de l'effet prix relatif bien connu, l'ouverture a un effet mécanique de croissance même si les pays ne disposent pas d'avantages comparatifs dans la production du bien final, même si les biens sont homogènes ou même si les rendements sont constants.

Les inputs mis à la disposition des producteurs par l'échange international ne sont pas seulement des biens intermédiaires manufacturés ou des facteurs primaires. Markusen (1989) met en évidence deux types de gains associés à l'échange international de services producteurs, très différenciés et très intensifs en Recherche et Développement (R & D). D'une part, l'échange d'inputs augmente le bien-être de chaque pays par rapport à l'autarcie, contrairement à l'échange de biens finals. D'autre part, l'échange de services producteurs affine la division du travail, chaque pays faisant bénéficier son partenaire à l'échange d'externalités positives de variétés d'inputs. La division du travail est limitée par l'étendue du marché et l'ouverture sur l'économie mondiale est synonyme d'efficacité.

### *Accès à un vaste marché de capitaux étrangers:*

Un autre facteur essentiel dans l'élargissement de l'offre d'intrants suite à l'ouverture est l'ouverture financière qui accompagne ce processus. Ainsi par le desserrement de la contrainte de financement, l'ouverture financière induit une plus grande possibilité de production, donc une croissance plus élevée (Villa, 1996). L'ouverture extérieure donne accès aux vastes marchés de capitaux étrangers, où le taux d'intérêt est plus faible. Elle autorise également l'endettement extérieur, permettant ainsi de déconnecter les programmes de consommation et d'investissement. L'ouverture agit donc à la fois sur le prix des intrants et sur leur variété; à son tour une plus grande variété d'intrants est susceptible de générer des externalités.

### *Existence d'externalités*

L'existence de rendements croissants externes à la firme et internes à l'industrie n'implique pas a priori des gains d'ouverture. Ce point constitue même, l'une des plus anciennes controverses en théorie du commerce international: celle ayant opposé Graham et Knight dans les années vingt. Le premier défendait l'idée de pertes éventuelles à l'ouverture en cas de rendements croissants tandis que le second excluait une telle éventualité en cas de rendements croissants internes à la firme: seule l'existence d'économies d'échelle externes à la firme pouvait déboucher sur des pertes de libre-échange. La question des tailles relatives de marché est centrale dans l'émergence des gains de l'ouverture expliqués par l'existence des externalités. Il existe en effet un intervalle de tailles relatives pour lequel les économies engagées dans le processus d'ouverture tirent des gains à l'échange. La petite économie gagnera certainement à l'ouverture si elle est suffisamment petite. A l'inverse, une économie de taille moyenne approchant la taille d'une grande économie peut perdre à l'ouverture.

Une autre condition a trait à la structure de la consommation mondiale: une perte à l'ouverture est d'autant plus probable que la part de la consommation mondiale affectée à la branche à rendements croissants est forte. A contrario, la probabilité d'une telle perte diminue avec l'importance des économies d'échelle, l'effet de l'efficacité de l'ouverture étant alors suffisamment fort. Ainsi la prise en compte des rendements croissants introduit-elle la possibilité de résultats dérogeant au principe des gains d'ouverture.

L'ouverture extérieure peut favoriser des économies d'échelle internationales qui dépendent de la taille du marché mondial (Ethier, 1979). Pour une industrie donnée, les rendements croissants sont le résultat de l'augmentation de la production au niveau mondial. Dans ce contexte, la division internationale du travail s'approfondit et aboutit à une intensification de l'échange international intra-branche de biens intermédiaires, source d'efficacité. Ces gains d'ouverture sont attribuables à l'augmentation des variétés d'intrants dont les mécanismes ont été décrits précédemment. Ainsi un pays obtiendra un gain à l'ouverture si sa production dans les industries à externalités positives (négative) nationalement spécifiques augmente (diminue) ou bien si la production mondiale dans les industries à économies (dés-économies) d'échelle internationales augmente (diminue).

Reprenant la même idée, et en ne prenant pas en compte les effets classiques des rendements croissants et des externalités liés à la connaissance, Romer, (1987) se concentre sur les effets de la spécialisation. Dans une perspective dynamique d'accumulation du facteur primaire entrant dans la production de biens intermédiaires à rendements croissants, une divergence entre rendement social et rendement privé apparaît. Dans ces conditions, il sera difficile d'identifier les sources des gains de productivité dans la mesure où, le producteur ne peut s'approprier ce gain en aval provenant de la diversité des intrants disponibles. Ainsi, l'ouverture permet-elle de desserrer la contrainte sur le nombre de variétés de biens intermédiaires, améliorant l'efficacité de la combinaison productive. Dès lors, les

effets de la spécialisation à la base des théories traditionnelles du commerce international se trouvent modifiées dans une perspective dynamique. Par conséquent, une position initiale faible dans un secteur à économie d'échelle dynamique peut conduire à une exclusion progressive de ce secteur. S'il s'agit d'un secteur moteur de la croissance dans un pays, alors l'ouverture extérieure n'est pas bénéfique pour cette économie. De plus tous les secteurs ne sont pas équivalents d'un point de vue dynamique. Une spécialisation sur des secteurs faiblement technologiques peut réduire le taux de croissance à moyen terme de l'économie. Cependant les externalités positives nées de l'ouverture avec le développement du commerce international et les afflux d'investissements directs étrangers peuvent limiter les pertes de cette nature.

### ***La diffusion de connaissance par l'ouverture extérieure***

La diffusion de la connaissance par l'ouverture extérieure à travers la mobilité des biens, des personnes et des capitaux s'appuyant sur des conditions internes propices est centrale dans la croissance économique. Contrairement aux effets ponctuels associés à la spécialisation, le rattrapage technologique est susceptible de faire changer l'économie de sentier. L'ouverture aurait alors des effets permanents sur la croissance économique.

### ***Changement de sentier de croissance***

L'ouverture extérieure est une source d'importants gains dynamiques en ce sens qu'elle affecte le rythme d'accumulation et fait donc changer l'économie de sentier de croissance. Un tel effet procède d'une différence entre les taux de rendement privé et social du capital, associée soit à des externalités, soit à une taxation-subsidation. L'ouverture, dès lors qu'elle entraîne une accélération de la formation de capital, est susceptible de générer des gains dynamiques. Tout dépend en réalité de l'impact de l'ouverture sur le taux de rendement du capital. Un impact positif renforce l'accumulation et les effets dynamiques sont importants. A l'opposé, une baisse du taux de rendement pourrait ramener rapidement le taux d'épargne à son niveau d'état stationnaire. Ainsi, l'investissement est-il au cœur du mécanisme transformant l'ouverture en croissance: selon son impact sur le taux de rendement du capital, l'ouverture peut avoir des conséquences contrastées.

A cet effet dynamique direct sur l'accumulation de facteurs et l'accroissement de la productivité, s'ajoute un impact indirect. L'élargissement du marché permet d'augmenter les profits attendus d'une innovation, ce qui accroît les ressources consacrées à la recherche en supposant qu'il n'y a pas de phénomène de duplication des efforts de recherche et développement, d'où un effet positif sur la croissance économique. Aussi, l'abandon de certaines hypothèses traditionnelles (concurrence parfaite, modèle statique) multiplie les canaux par lesquels l'ouverture peut affecter la croissance, à court comme à moyen terme.

Finalement sur le plan de la théorie économique, l'ouverture extérieure est un facteur moteur de la croissance économique. Cela passe par le marché qui s'agrandit avec l'ouverture, mais aussi parce qu'elle augmente le nombre et la qualité des biens intermédiaires utilisables dans la production. L'élargissement du marché favorise aussi le transfert des technologies et augmente les bénéfices de l'innovation technologique. Elle accroît également les ressources consacrées à l'investissement dans l'amélioration de la productivité des facteurs de production via l'innovation technologique avec l'augmentation des flux des investissements directs étrangers. L'ouverture extérieure entraîne en outre une accélération de la formation de capital, ce qui permet au pays de se trouver sur un sentier de croissance plus élevé. La section suivante s'intéresse à la recherche de ces éléments caractéristiques de la relation entre ouverture extérieure et croissance économique dans les pays émergents: Brésil, Inde et Malaisie.

## **2. Ouverture extérieur et performance économique: expériences du Brésil, de l'Inde et de la Malaisie**

Cette section s'intéresse à la relation entre l'ouverture extérieure et les performances économiques du Brésil, de l'Inde et de la Malaisie, des pays à revenus faibles par le passé et ayant eu un niveau de développement semblable à celui de la Côte d'Ivoire. Elle tente de mettre en lumière si tous les éléments théoriques identifiés dans la relation entre l'ouverture extérieure et la croissance économique, dans la sous section précédente, sont présents dans ces pays. Elle est organisée autour de trois points principaux, l'évolution des échanges et des flux d'investissement, l'évolution de la politique commerciale et la revue des politiques commerciales sectorielles.

### **2.1. Evolution des échanges et des flux d'investissement directs étrangers**

Cette sous section analyse l'évolution des échanges extérieurs du Brésil, de l'Inde et de la Malaisie ainsi que celle des flux d'investissement qui accompagnent le dynamisme de ce commerce extérieur.

#### ***Une augmentation des exportations et des importations***

Les pays émergents sont caractérisés par un dynamisme des exportations et des importations. Concernant le commerce extérieur du Brésil, en moyenne annuelle, les importations et les exportations de marchandises et de services du Brésil ont respectivement augmenté de 14 et de 8,9% durant la période 2007-2012. Elles ont diminué en 2009, suite au recul général des échanges mondiaux, mais se sont fortement redressées en 2010. En 2011, le Brésil venait au 16<sup>ème</sup> rang des exportateurs et au 15<sup>ème</sup> rang des importateurs de marchandises et occupait le 31<sup>ème</sup> rang des exportateurs et le 17<sup>ème</sup> rang des importateurs de services commerciaux<sup>2</sup>, bien qu'étant la 6<sup>ème</sup> économie du monde.

Malgré un recul en 2009, le chiffre total du commerce de marchandises du Brésil a augmenté en moyenne de 10,3% par année entre 2007 et 2012. Les exportations de marchandises ont beaucoup progressé, sous l'effet de la forte demande extérieure de produits de base brésiliens, surtout pendant les premières années de la période considérée. Toutefois, la période a aussi été marquée par une forte demande d'importations, lesquelles ont augmenté plus vite que les exportations, d'où la diminution de plus de 50% de l'excédent commercial du Brésil.

En Inde, la situation est la même. Le commerce de marchandises en pourcentage du PIB a continué à croître au cours de la période 2005-2011, passant de 30,1% en 2005/06 à 40,3% du PIB en 2009/10 et ce malgré les effets défavorables de la crise économique mondiale sur le commerce. Les importations ont continué à augmenter plus rapidement que les exportations, entraînant un creusement du déficit commercial. Les exportations sont passées de 126,4 milliards de dollars EU en 2006/07 à 178,8 milliards de dollars EU en 2009/10, avec un taux de croissance annuel moyen de 15,4% au cours de la période. Cependant, elles ont diminué de 3,5% en 2009/10 par rapport à 2008/09 sous l'effet de la crise économique mondiale.

L'ouverture de l'économie Malaisienne est telle que, au cours de ces dernières années, elle est restée très dépendante du commerce extérieur, même si les importations ont eu tendance à progresser et les exportations à décliner en fonction de l'évolution économique endogène et exogène. En 2012, les ratios des exportations et des importations de marchandises et services par rapport au PIB étaient de 87,1% et 75,3%, respectivement, contre 91,4% et 71,1% en 2009

---

<sup>2</sup> OMC (2012b).

### *.... accompagnée par de bonnes performances macroéconomiques*

L'expansion du commerce extérieur dans les pays émergents s'est accompagnée par de bonnes performances macroéconomiques. L'économie du Brésil par exemple a continué de croître à un rythme accéléré au cours de ces dernières années, soit en moyenne de 4,2% par an. En 2012, la croissance du PIB réel n'a atteint que 0,9%, ce qui a porté la moyenne de la période 2007-2012 à 3,6%.

En 2011, le Brésil est devenu la sixième puissance économique mondiale si on considère son PIB nominal, qui a atteint 2 475 milliards de dollars EU; le PIB par habitant s'établissait à 12 696 dollars EU, mais a légèrement diminué en 2012 (11 462 dollars EU). Calculé suivant la méthode de l'Atlas de la Banque mondiale, le revenu national brut (RNB) par habitant en parité de pouvoir d'achat s'établissait à 11 500 dollars EU en 2011 (en hausse de 20% par rapport à 2007); ce qui classait le Brésil parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.<sup>3</sup>

La situation est similaire en Inde au cours de cette même période. En effet, l'économie indienne a poursuivi son rapide essor, malgré un léger ralentissement dû à la crise financière mondiale en 2008/09. La croissance annuelle du PIB réel, alimentée essentiellement par une demande intérieure forte, a été en moyenne de 8,4% entre 2006/07 et 2010/11. Le gouvernement estime que le PIB a progressé de 8,6% en 2010/11<sup>4</sup>.

La Malaisie connaît une pareille situation macroéconomique sur la période analysée. Entre 2009 et 2012, l'économie a enregistré un taux de croissance annuel moyen de 4,1%. L'économie devrait afficher une croissance comprise entre 4,5% et 5% en 2013; en 2014, parallèlement à l'amélioration des perspectives économiques mondiales, l'économie nationale devrait, selon les projections, croître à un rythme plus élevé, avec un taux situé entre 5% et 5,5%.<sup>5</sup> Les perspectives de croissance à moyen terme sont bonnes en l'absence de nouveaux chocs extérieurs, en particulier d'évolution plus prononcée des prix des produits de base.

### *En plus des produits primaires, ces pays exportent des produits manufacturés*

La croissance des exportations de brésiliennes entre 2007 et 2012 a surtout concerné les produits primaires, les exportations de produits miniers et agricoles ayant respectivement enregistré une croissance moyenne de 15,4% et de 12,3% par an. S'agissant des exportations de produits manufacturés, l'augmentation annuelle s'est établie en moyenne à 1,8%. Suite à la croissance plus rapide des exportations de produits de base, la part des exportations totales de marchandises correspondant aux produits manufacturés a considérablement diminué durant la même période, tombant de 46,6% en 2007 à 33,8% en 2012. La part des produits primaires est passée de 50,1 à 62,6%, grâce notamment à la bonne tenue des produits miniers.

En Inde, au cours de la période considérée, la part des produits manufacturés dans les exportations indiennes est restée stable alors que la part des produits primaires a diminué légèrement, passant de 33,9% à 33%. Les produits du pétrole, les machines et le matériel de transport constituent l'essentiel des exportations indiennes, suivis par les produits chimiques. Les produits alimentaires, les

---

<sup>3</sup> Renseignements en ligne de la Banque mondiale. Adresse consultée: <http://data.worldbank.org/indicator/NY.GNP.PCAP.PP.CD>.

<sup>4</sup> Ministère des finances (2011a), chapitre 1: State of the Economy and Prospect.

<sup>5</sup> *Discours de présentation du budget 2014* introduisant le projet de loi de finances (2014), "Strengthening economic resilience, accelerating transformation and fulfilling promises", 25 octobre 2013. Adresse consultée: <http://www.fmm.org.my/upload/speech.pdf>.

vêtements et le textile figurent toujours parmi les principales marchandises exportées. Les exportations de diamants et, en particulier, d'articles de bijouterie ont gagné en importance.

En Malaisie, le commerce des services, qui reste une composante mineure du commerce extérieur de la Malaisie, a représenté 16,2% des échanges totaux de marchandises et de services en 2012, quasiment comme en 2009. La modification de la composition des échanges de marchandises reflète l'évolution économique intérieure qui a conduit, entre autres choses, à une hausse de la part des produits de base.<sup>6</sup> Les produits manufacturés (principalement des machines de bureau et du matériel de télécommunication) et les produits des industries extractives demeurent les principaux produits d'exportation de la Malaisie. Néanmoins, la part des produits manufacturés est tombée de 69,6% en 2009 à 61,6% en 2012, tandis que la part des industries extractives (principalement des combustibles) grimpait de 16,3% à 22,7%. La part des industries extractives dans les importations a également augmenté, tandis que la part des produits manufacturés a chuté.

### ***Un engagement de l'Etat en faveur de la croissance des exportations en Inde***

L'Inde a pour objectif de promouvoir la croissance des exportations. En février 2011, le Ministère du commerce et de l'industrie a publié un document intitulé "*Strategy for doubling exports in the next three years*" (Stratégie visant à doubler les exportations d'ici trois ans) visant à faire passer les exportations de marchandises d'environ 225 milliards de dollars EU en 2010/11 à 450 milliards de dollars EU à l'horizon 2013/14. Pour atteindre cet objectif, le gouvernement compte renforcer les initiatives de diversification des produits et des marchés, en particulier en multilatéralisant les échanges avec les économies émergentes. La base de la stratégie est de promouvoir de manière agressive la croissance des exportations de produits à forte valeur ajoutée ayant une solide base manufacturière dans le pays, comme les activités d'ingénierie, y compris les machines et le matériel de transport, et les produits chimiques.<sup>7</sup>

### ***Une diversification des partenaires commerciaux: une augmentation des clients et des fournisseurs.***

L'ouverture extérieure est une source d'élargissement du marché et elle offre des opportunités commerciales pour les pays. Les pays émergents ont réussi leur intégration dans l'économie mondiale en diversifiant leurs partenaires commerciaux.

Au Brésil, les exportations vers l'Asie ont enregistré une augmentation annuelle moyenne de 24,1% au cours de ces dernières années (DSNU, Base de données Comtrade, 2012). Il s'ensuit que la part de l'Asie dans les exportations totales du Brésil est passée de 16,1% en 2007 à 31,3% en 2012. De plus, le Brésil a fortement accru ses importations auprès des pays de la région, soit à un rythme annuel moyen de 17,4% (DSNU, Base de données Comtrade, 2012). La Chine demeure de loin son principal partenaire commercial en Asie; depuis 2009, elle a évincé les États-Unis en tant que deuxième destination des exportations brésiliennes, après l'Union européenne. La Chine a également gagné en importance en tant que source des importations du Brésil, représentant 15,3% de ses importations totales en 2012. Il s'agit presque exclusivement (97%) de produits manufacturés; en revanche, plus de 85% des exportations brésiliennes à destination de la Chine sont des produits primaires.<sup>8</sup>

---

<sup>6</sup> En 2010, les exportations de la Malaisie, en termes de niveau de complexité technologique, étaient à 30% constituées de ressources, à 30% de produits manufacturés de haut niveau technologique, à 15% de produits manufacturés de niveau technologique intermédiaire, à 10% de produits manufacturés de faible niveau technologique et à 5% de services fondés sur le savoir (CNUCED, 2013b).

<sup>7</sup> Département du commerce (2011).

<sup>8</sup> Renseignements en ligne du Ministère des relations extérieures. Adresse consultée: <http://www.brasilglobalnet.gov.br/ARQUIVOS/IndicadoresEconomicos/INDChina.pdf>.



Malgré l'importance croissante des partenaires commerciaux asiatiques, l'UE reste la principale provenance des importations et la principale destination des exportations du Brésil (respectivement 21,4 et 20,2% en 2012). Les importations brésiliennes en provenance de l'UE ont progressé en moyenne de 12,3% par année entre 2007 et 2012, mais leur part de marché a quelque peu diminué. Conséquence du ralentissement observé dans cet espace économique, les exportations brésiliennes à destination de l'UE ont progressé plus lentement, à un taux annuel moyen de 3,8%. La part des exportations du Brésil à destination de l'Afrique a légèrement diminué entre 2007 et 2012. En revanche, la part de ses exportations vers le Moyen-Orient a continué d'augmenter pour atteindre 4,8% du total en 2011. La part des importations brésiliennes provenant de l'Afrique a diminué de 2007 à 2012, tandis que celle des importations en provenance du Moyen-Orient est restée relativement stable.

Pour l'Inde, les principaux marchés d'exportation durant ces cinq dernières années, étaient l'UE 27 (20,5% des exportations totales en 2009/10), suivie par les Émirats arabes unis (13,4 %), les États-Unis (11,0 %) et la Chine (6,5 %). Les principales sources d'importations de l'Inde étaient l'UE 27, la Chine et les Émirats arabes unis. Sur la période considérée, les exportations à destination de l'Europe et des États-Unis ont continué à reculer en termes relatifs (22,5% et 16,9 %, respectivement, des exportations totales en 2005/06), tandis que la part des EAU et de l'Asie a continué à augmenter. La même tendance est observée en ce qui concerne l'origine des importations; l'UE 27 (avec 13,3% des importations totales) et les États-Unis (5,9 %) demeurent de grands exportateurs vers l'Inde, mais la part de l'Asie (32,6 %) et celle du Moyen-Orient (26,5 %) sont en augmentation et ces régions sont désormais les principales sources d'importations. Cette diversification correspond à l'évolution de la composition des échanges indiens.

S'agissant du commerce des marchandises, les débouchés restent relativement diversifiés et généralement situés en Asie, qui est le principal fournisseur et le principal marché de la Malaisie. Pendant la période considérée, il y a eu un léger transfert depuis les marchés de l'UE et des États-Unis vers Singapour, la Chine et le Japon, qui ont été les principales destinations individuelles des exportations de produits Malaisiens en 2012. Les parts de la Chine et de Singapour – les deux principaux fournisseurs de marchandises de la Malaisie en 2012 – dans le total des importations ont augmenté, tandis que celles du Japon, de l'UE et des États-Unis ont chuté

### ***Une augmentation des échanges en direction de la Communauté Économique Régionale à laquelle ils appartiennent***

Les échanges du Brésil avec les pays membres du MERCOSUR se sont accrus en termes nominaux entre 2007 et 2012, mais plus lentement que ses échanges avec ses principaux partenaires asiatiques. Les importations auprès des membres du MERCOSUR ont augmenté chaque année en moyenne de 10,5%, mais leur part a légèrement diminué, pour s'établir à 8,6% en 2012. La part des membres du MERCOSUR dans les exportations totales du Brésil est tombée de 10,8% en 2007 à 9,4% en 2012.

Les échanges de la Malaisie avec les partenaires de l'ASEAN représentent plus de 25% de ses échanges internationaux, ce qui fait que la demande intra régionale est un élément important pour la croissance de la Malaisie, conjointement avec la demande mondiale.<sup>9</sup> Selon les projections, lors de la mise en œuvre de l'Accord de partenariat transpacifique, les échanges de la Malaisie avec les signataires de l'Accord de Libre-échange (ALE) devraient croître de 76,3%; ce calcul inclut l'accès aux marchés émergents d'Amérique latine avec lesquels la Malaisie doit encore conclure un ALE (Mexique et Pérou).

---

<sup>9</sup> FMI (2013b).

### ***Les importations de machines, de matériel de transport et de biens d'équipement et autres produits manufacturiers***

Les importations du Brésil ont augmenté à un rythme annuel moyen de 13,1% entre 2007 et 2012, leur valeur ayant presque doublé pour atteindre 223,1 milliards de dollars EU. Cette croissance est en grande partie attribuable aux importations de produits manufacturés, qui ont augmenté en moyenne de 16,2% par année. Les importations de produits primaires ont elles aussi fortement progressé, affichant un taux de croissance annuel moyen de 11,1% durant la période. Les produits manufacturés représentent toujours la plus grande part des importations, soit 73,1% des importations totales en 2012. Les machines et le matériel de transport arrivent au premier rang (38,4% des importations totales), suivis des produits chimiques et des combustibles

En 2009/10, les importations de l'Inde ont atteint un total de 288,4 milliards de dollars EU contre 185,7 milliards de dollars EU en 2006/07, soit une progression à un taux annuel moyen de 18,9% au cours de la période. Toutefois, elles ont reculé en 2009/10 par rapport à 2008/09 (-5,1 %) en raison du ralentissement de la demande intérieure sous l'effet de la crise mondiale. Au cours de la période considérée, le pétrole brut a représenté environ un quart des importations totales de l'Inde, suivi par les machines et le matériel de transport, les produits chimiques et l'or. En 2008, la part des produits primaires dans les importations totales de l'Inde a dépassé celle des produits manufacturés. Concernant la Malaisie, ce sont les produits manufacturiers, les produits de l'industrie extractive et les biens d'équipement qui dominent les importations entre 2006 et 2012.

### ***L'Inde, un exportateur net de services***

L'Inde est un pays exportateur net de services. L'excédent du commerce de services en pourcentage du PIB est passé de 29,5 milliards de dollars EU soit 3,1% en 2006/07 à 54 milliards de dollars EU soit 4,7% en 2008/09 grâce à la croissance considérable des exportations de logiciels notamment ainsi que des exportations de services de transport, de services relatifs aux voyages et des services fournis aux entreprises. Après avoir atteint un pic en 2008/09, les exportations de services ont toutefois diminué car elles ont été durement touchées par la crise financière mondiale, tandis que les importations ont continué à augmenter. Cela a entraîné une réduction importante de l'excédent qui est tombé à 35,7 milliards de dollars EU, soit 2,8% du PIB, en 2009/10. De même, celle de 2010/11 a été nettement inférieure à celui de 2008/09. Les services fournis aux entreprises et les services de communication ont été les plus durement touchés par la crise mondiale alors que les exportations de services logiciels ont continué à croître.

### ***Des importations massives de services au Brésil***

La balance des services du Brésil affiche un déficit structurel qui s'est beaucoup creusé depuis 2007. En 2012, il s'élevait à 41,1 milliards de dollars EU, les importations ayant atteint 80,9 milliards de dollars EU. Le déficit s'explique en grande partie par le solde négatif des échanges de services de location en crédit-bail de matériel, de services relatifs aux voyages et de services de transport durant la période considérée. Dans le cas des services de location en crédit-bail de matériel, l'augmentation du déficit tient à une utilisation accrue de biens d'équipement étrangers. Pour le poste des voyages, le déficit a plus que quadruplé en raison de la forte augmentation des paiements effectués par les Brésiliens au titre des voyages à l'étranger, qui découle en partie de l'appréciation du real. S'agissant des services de transport, le déficit a doublé entre 2007 et 2012, suite à l'accroissement du volume des voyages à l'étranger et des flux du commerce extérieur.

### ***Une augmentation des flux entrants d'Investissement Direct Étrangers***

L'expansion du marché intérieur, l'abondance des ressources naturelles et la croissance économique du Brésil ont contribué à la forte augmentation des flux entrants d'Investissement Direct Étranger (IDE) durant la période observée. Ces flux se sont chiffrés à 60,5 milliards de dollars EU en 2012, soit près du double par rapport à 2007, et ont représenté 2,7% du PIB. Pour la période 2008-2012, les flux entrants d'IED ont atteint un total de 258,8 milliards de dollars EU (contre 112,8 milliards pour 2003-2007). Ces flux ont diminué de 13% de 2011 à 2012, mais restaient élevés, ce qui donne à penser que, malgré de récentes inquiétudes quant au dynamisme de son économie, le Brésil demeure attractif pour les investisseurs ayant une optique à long terme. Au milieu de 2012, le Brésil était le sixième pays récepteur d'IDE à l'échelle mondiale et la première destination de l'IDE en Amérique latine.<sup>10</sup> Son stock d'IDE représente environ 30,7% du PIB.

L'Inde, tout comme le Brésil, a bénéficié d'importantes entrées de capitaux au cours de la période 2006-2011 tant sous la forme d'investissements de portefeuille que d'investissements directs étrangers (IDE). Les entrées annuelles d'IDE sont passées de 22,86 milliards de dollars EU en 2006/07 à 37,76 milliards de dollars EU en 2009/10.

#### ***....accompagnée par des mesures attractives en Inde et en Malaisie***

En Inde, ces flux importants sont peut-être le résultat des avantages prévus dans la convention fiscale entre Maurice et l'Inde qui peut inciter les investisseurs à faire transiter leurs investissements par Maurice pour bénéficier des dispositions préférentielles, notamment l'exonération de l'impôt sur les plus-values. Les autres sources importantes durant la période 2006-2011 étaient Singapour, les États-Unis, Chypre et le Japon.

En Malaisie, également, le gouvernement a déployé des efforts en faveur de l'amélioration de l'attractivité des IDE. À la suite des efforts déployés par le gouvernement pour encourager l'investissement direct étranger (IDE) dans le secteur des services entre 2009 et 2012, les flux entrants d'IDE ont culminé à 12,2 milliards de dollars EU en 2011, avant de tomber à 10,1 milliards de dollars EU en 2012, sous l'effet des perspectives économiques mondiales incertaines et de la baisse de l'attractivité de la Malaisie en tant que base pour les industries à forte intensité de main-d'œuvre.<sup>11</sup> En conséquence, la part de la Malaisie dans les flux entrants totaux d'IDE en Asie est passée de 0,5% à 2,5% (2012).<sup>12</sup>

#### ***Une augmentation des flux entrants d'Investissement Direct Étranger***

Le Brésil, l'Inde et la Malaisie ont attiré des volumes croissants d'Investissement Direct Étrangers sur la période d'analyse.

En Inde, les entrées d'IDE ont été conséquentes dans le secteur des télécommunications (du fait en partie d'importantes mises aux enchères de licences) et dans d'autres services. Elles ont également été considérables dans les secteurs du logement et de l'immobilier, de la construction, ainsi que dans les activités liées à l'énergie et dans le secteur automobile. L'accroissement des entrées d'IDE au cours de cette période s'explique dans une large mesure par le relèvement des plafonds de l'IDE dans divers secteurs, mais aussi par le caractère attractif de l'énorme marché intérieur et de la croissance économique soutenue de l'Inde.

---

<sup>10</sup> CNUCED (2012).

<sup>11</sup> CNUCED (2013b); et EIU (2012a).

<sup>12</sup> CNUCED (2013b).

Entre 2008 et 2012, le stock d'IDE de la Malaisie a augmenté de 58,8%, et a continué à être principalement dirigé vers les activités manufacturières et les activités de services. En 2013, la Malaisie s'est classée au 16<sup>ème</sup> rang (19<sup>ème</sup> en 2012) des principales économies devant accueillir des sociétés transnationales à l'avenir.<sup>13</sup> D'autres plans prévoyant un assouplissement des restrictions en matière de participation étrangère en 2012-2016 et l'avancée des négociations sur l'Accord de partenariat transpacifique devraient notamment contribuer à accroître les flux entrants d'IDE, ce qui contribuera à aider le pays à réaliser son objectif déclaré d'obtenir le statut d'économie avancée d'ici à 2020. Pour 2013, l'IDE devrait être soutenu, avec des flux entrants plus importants que l'année précédente; au premier semestre de 2013, l'IDE a été principalement destiné aux produits manufacturés (44% des flux entrants nets) et au pétrole et au gaz (30%); le secteur des services financiers (18%) a également continué à recevoir d'importants flux entrants.

Tout comme en Inde et en Malaisie, les flux entrants d'IDE ont augmenté au Brésil au cours de la dernière décennie. Le secteur des services demeure le principal bénéficiaire des flux entrants d'IDE, avec un total de 94,2 milliards de dollars EU pour 2007-2012, mais sa part de l'IDE total est tombée à 42,7%, contre 51% pour la période 2003-2007. Dans ce secteur, les plus gros montants d'IDE ont concerné les services financiers, le commerce et les services de télécommunication. Le marché des télécommunications a été particulièrement dynamique à cet égard durant la période 2007-2011, sa part de l'IDE entrant total étant passée de 1,6 à 9,6%, pour ensuite tomber à 0,6% en 2012; la part des services financiers a diminué durant la même période. Le secteur industriel a attiré 38% de l'IDE total au cours de la période, soit sensiblement la même proportion que pour 2003-2007. L'investissement dans ce secteur a été concentré dans la métallurgie de base et les boissons. Les activités primaires ont représenté quant à elles 18,9% de l'IDE total. Le gros de l'investissement s'est porté sur le pétrole, le gaz et les minéraux métalliques.

En définitive, que ce soit le Brésil, l'Inde ou la Malaise, ces pays ont tiré profit de l'ouverture extérieure. D'abord avec l'élargissement du marché, ce sont d'importants débouchés pour les produits exportés et des opportunités de ravitaillement à l'extérieur en biens d'équipement pour améliorer les capacités de création de richesse. En effet, l'analyse montre que ces pays ont connu une augmentation à la fois des exportations et des importations. Les importations ont porté sur les biens d'équipement, le matériel de production et des services. Ces pays ont de plus en plus échangé avec les partenaires diversifiés notamment ceux appartenant à la même communauté économique régionale, tirant ainsi partie des avantages nés du regroupement sous régional et régional. Ensuite, en plus des produits primaires, ces pays ont développé des capacités d'exportation de produits manufacturiers, adaptant ainsi l'offre d'exportation à la demande mondiale en termes de contenu et de quantité. Cette dynamique s'est accompagnée de l'engagement de l'Etat envers la promotion du commerce extérieur. Cet engagement s'est matérialisé entre autre par la promotion des exportations de produits à forte valeur ajoutée et la diversification des produits et des marchés. Enfin, des mesures attrayantes pour l'accueil des IDE ont favorisé un regain d'activité économique et ont soutenu la croissance économique dans ces pays. Grâce aux transferts de technologie (importations de biens d'équipement, de services, de matériel de transport, etc.) ces pays ont réussi à tirer partie de l'élargissement de l'offre d'input résultant de l'ouverture extérieure. Dès lors pour consolider les avantages nés de cette ouverture extérieure, la politique commerciale a été recadrée. La section suivante présente quelques caractéristiques de la politique commerciale des pays émergents en faisant ressortir les points ayant eu un impact significatif sur la croissance économique dans ces pays.

---

<sup>13</sup> CNUCED (2013b).

## **2.2. Caractéristiques de la politique commerciale**

La sous section précédente a permis de montrer que les échanges commerciaux du Brésil, de l'Inde et de la Malaisie connaissent une croissance ces dernières années. Cette dynamique du commerce extérieur est soutenue par un engagement de l'Etat à travers de politiques commerciales orientées dans ce sens. De plus, l'ouverture extérieure a entraîné une augmentation des flux d'IDE entrants. Ces pays émergents sont même devenus exportateurs d'IDE. Dans cette sous section, il est passé en revue les caractéristiques générales de la politique commerciale de ces pays au cours de ces dernières années. Un tableau de synthèse des mesures dans chaque pays est présenté en annexe.

### ***Des mesures facilitant le commerce international***

Au cours de ces dernières années, le Brésil a pris de nouvelles mesures pour simplifier et moderniser ses procédures douanières. En 2012, les droits de douane de la Nation la Plus Favorisée (NPF) appliqués par le Brésil sont tous des droits *ad valorem*, avec un taux s'échelonnant entre 0% et 55%. La moyenne simple des taux NPF appliqués est alors de 11,7%, contre 11,5% en 2008. Environ 8% des lignes tarifaires sont en franchise de droits en 2012, pourcentage à peu près équivalent à celui enregistré pour 2008. La moyenne des droits appliqués pour le secteur manufacturier est de 12%; elle est supérieure à celle des droits appliqués pour l'agriculture. Le Brésil a consolidé l'ensemble de ses droits de douane au cours du Cycle d'Uruguay à des taux compris entre 0% et 55% pour les produits agricoles (définition de l'OMC) et entre 0% et 35% pour les produits non agricoles. En plus des droits de douane, les importations sont soumises à un certain nombre de taxes intérieures. L'application de ces taxes varie selon le type de produit, l'administration infra fédérale compétente et le statut fiscal de l'importateur, d'où la complexité du système de taxation brésilien.

L'Inde a aussi continué de simplifier ses procédures douanières et de mettre en œuvre des mesures de facilitation des échanges. Un système électronique a été adopté pour les dédouanements, et un mécanisme de gestion des risques a également été mis en place, permettant de distinguer les marchandises très risquées des marchandises moyennement risquées, en vue des examens en douane. En dépit de la mise en œuvre de ces mesures, le régime d'importation de l'Inde demeure complexe, en particulier son régime de licences et de permis et son tarif douanier, qui prévoit de nombreuses exemptions variant en fonction des produits, des utilisateurs et des programmes spécifiques de promotion des exportations.

### ***....tout en conservant des mesures protectionnistes***

En Malaisie, les droits de douane demeurent l'un des principaux instruments de la politique commerciale ainsi qu'une source mineure de recettes fiscales (1,3% des recettes fiscales totales en 2012). À la suite de l'adoption de la nomenclature du SH2012, le tarif douanier de la Malaisie a été simplifié grâce à la réduction du nombre de lignes tarifaires (de 9,3%). Le tarif comporte une multiplicité de types de droits (19 droits *ad valorem*, 19 droits spécifiques, 11 droits composites, 2 droits alternatifs), dont le nombre reste à peu près inchangé depuis 2009. À l'issue des réductions tarifaires unilatérales opérées durant la période considérée, la moyenne des taux NPF appliqués a été ramenée de 7,4% en 2009 à 5,6% en 2013. La facilitation des échanges a continué d'être améliorée, entre autres en continuant de remplacer les contrôles lors du dédouanement par des contrôles après dédouanement; la Malaisie occupe un rang élevé dans le classement international pour la facilité du commerce transfrontalier.

### *...avec des mesures tarifaires relativement souples et moins prohibitifs*

La législation brésilienne permet la perception d'une taxe à l'exportation de 30%, qui peut être réduite ou augmentée jusqu'à 150% en fonction des objectifs de la politique de change ou de la politique commerciale. Dans la pratique, le taux de la taxe est nul, sauf pour les cuirs et peaux bruts, les cigarettes, les armes et les munitions. Pendant la période considérée, les taux appliqués à ces produits sont restés inchangés.

Le tarif douanier indien est annoncé dans le budget annuel; des modifications peuvent toutefois être apportées à certains droits de douane en cours d'année. Outre le droit de douane standard, les importateurs doivent s'acquitter d'un droit additionnel (dit "droit compensateur") et d'un droit additionnel spécial, en lieu et place des taxes locales. Pour déterminer le taux de droit "effectivement" appliqué (comprenant les droits de base et autres droits de douanes) à un produit, il faut consulter des listes de droits de douane et de droits d'accise à part, ce qui complexifie encore le tarif douanier. Le tarif douanier de l'Inde comprend principalement des droits *ad valorem* (environ 94% des lignes tarifaires), prélevés sur la valeur c.a.f. des importations, et quelques droits alternatifs ou spécifiques (6,1% des lignes tarifaires).

En règle générale, la valeur des importations est fondée sur la valeur transactionnelle. Une taxe de débarquement (pour le chargement, le déchargement et la manutention) de 1% de la valeur c.a.f. est ajoutée à cette dernière pour le calcul de la valeur transactionnelle (auparavant appelée "valeur imposable"). L'Inde utilise des "valeurs tarifaires" (prix de référence), pour calculer les droits de douane perçus sur les importations de certaines huiles de palme ainsi que d'huile de soja brute, de graines de pavot et de déchets de laiton, entre autres. Ces "valeurs tarifaires" doivent en principe être révisées toutes les deux semaines et indexées sur les prix des marchés internationaux. Mais, dans les faits, certaines des "valeurs tarifaires" appliquées par l'Inde n'ont pas changé depuis 2006.

### *Des mesures non tarifaires conformes aux standards internationaux*

Les règlements techniques appliqués au Brésil reposent pour la plupart sur des normes internationales ou, à défaut, sur des critères d'efficacité. Une période de six mois est généralement ménagée entre la publication du règlement et son entrée en vigueur. Les projets de règlement technique considérés comme ayant des effets sur le commerce sont transmis à l'OMC pour permettre aux Membres de présenter des observations. Le régime sanitaire et phytosanitaire du Brésil s'appuie sur une analyse des risques qui prend généralement en compte l'origine des produits importés et leurs caractéristiques. Les conclusions de l'analyse des risques sanitaires sont notifiées pour observations, sous forme de projet, à l'autorité compétente du pays d'origine et à l'OMC. Une licence non automatique est nécessaire pour importer tout produit soumis à des contrôles sanitaires et phytosanitaires.

Des prohibitions à l'importation en Malaisie, sont appliquées principalement pour des raisons de sécurité nationale ou des motifs religieux ou environnementaux. Une proportion considérable de lignes tarifaires reste soumise à des licences d'importation, dont la plupart ne sont pas automatiques et servent d'instruments de politique commerciale et industrielle afin, entre autres choses, de réglementer le flux des importations et de promouvoir certains secteurs stratégiques. Bien que la Malaisie ait eu beaucoup moins recours à des mesures antidumping puisqu'elle n'a engagé aucune action entre 2007 et 2011, trois enquêtes ont été ouvertes en 2012 au sujet d'importations de fil machine en aciers, de pellicules de polypropylène bi orientées et de produits plats laminés à chaud, presque tous en provenance de pays asiatiques.

### ***Application d'une politique de promotion des exportations avec des programmes de financement ciblés et des subventions***

Le Brésil applique une politique de promotion des exportations par le biais d'un certain nombre de programmes destinés à favoriser la compétitivité des sociétés tournées vers l'exportation, en particulier les petites entreprises, et à accroître les exportations. Les exportateurs peuvent bénéficier d'un certain nombre de programmes de financement, d'assurance et de garanties assortis de taux d'intérêt attractifs et d'autres conditions intéressantes. Parmi les principaux instruments figurent le Programme de financement des exportations (PROEX) et les mécanismes de crédit à l'exportation exploités dans le cadre du programme BNDES-EXIM. Ces derniers ont pour objectif de promouvoir les exportations à valeur ajoutée locale, et les conditions déclarées pour y participer incluent souvent des seuils relatifs à la teneur/production locale. D'après les autorités brésiliennes, ces conditions s'appliquent uniquement pour l'admission automatique au financement.

En Malaisie, diverses mesures parmi lesquelles des dons, des allégements fiscaux et des prêts à faible taux d'intérêt sont toujours utilisées pour soutenir la production et la commercialisation de certains produits agricoles et manufacturés, ainsi que pour encourager les PME, la R&D et les activités de protection de l'environnement

### ***Un cadre législatif et réglementaire favorable***

La législation brésilienne sur la concurrence prévoit la possibilité d'appliquer la règle de raison lors de l'examen de toute concentration et de toute pratique anticoncurrentielle. Le régime national de la concurrence a été profondément remanié pendant la période considérée et une nouvelle politique de la concurrence est entrée en vigueur en mai 2012. Parmi les principaux changements, citons une importante restructuration institutionnelle, le passage d'un contrôle *ex post* à un contrôle *ex ante* des fusions et acquisitions et des modifications concernant l'éventail des conduites prohibées et l'importance des sanctions. Dans la nouvelle loi, la liste non exhaustive des pratiques potentiellement anticoncurrentielles a été ajustée et élargie pour inclure également l'usage abusif des droits de propriété intellectuelle. Les licences obligatoires pour les droits de propriété intellectuelle figurent maintenant parmi les mesures correctives qui peuvent être envisagées comme condition de l'approbation des fusions et parmi les sanctions possibles contre les comportements anticoncurrentiels. Le programme de clémence existant a été renforcé. Par ailleurs, les critères de notification des fusions ont été modifiés et réunis en un seul critère basé sur le chiffre d'affaires brésilien de deux des parties l'année précédant la fusion. Cela devrait réduire le nombre de transactions soumises à notification. La base de calcul des amendes pour les infractions à la loi sur la concurrence a également été modifiée, ce qui pourrait réduire l'effet dissuasif de ces sanctions.

Depuis 2007, l'Inde a apporté plusieurs modifications à sa législation relative à la politique de la concurrence et la Commission indienne de la concurrence, créée au titre de la Loi de 2002 sur la concurrence, a commencé ses activités en 2009. En outre, certains aspects de la loi concernant les fusions et acquisitions sont récemment entrés en vigueur. L'Inde a obtenu le statut d'observateur dans le cadre de l'Accord de l'OMC sur les marchés publics en février 2010. Son système de marchés publics est toujours décentralisé et composé d'une multitude d'entités à différents niveaux de gouvernement (y compris de nombreuses entreprises du secteur public central), aucune réglementation commune ne régissant les marchés publics. Les marchés publics sont considérés comme un instrument important de la politique du gouvernement et sont utilisés pour atteindre certains objectifs socioéconomiques. Par conséquent, le gouvernement central a, dans le cadre du régime de marchés

publics, établi des réserves et des préférences de prix. Toutefois, la concurrence de fournisseurs étrangers est en général permise.

### ***Des mesures incitatives et des aides publiques pour encourager les activités***

Des incitations et des aides publiques sont disponibles sur le plan tant fédéral qu'infra fédéral. Les programmes d'incitation peuvent être régionaux, axés sur le développement de la recherche ou viser tel ou tel secteur d'activité. Des programmes spécifiques existent pour l'automobile, les technologies de l'information, l'aéronautique et l'industrie pétrolière. Au nombre des mesures de soutien, on trouve les prêts, les incitations fiscales, les contributions financières, le financement à long terme et en capital, l'amortissement accéléré, les garanties, les subventions et l'assurance-crédit. Les avantages accordés dans le cadre de certains programmes de promotion des technologies de l'information et des télécommunications sont liés aux critères dits des processus de production de base (critères PPB), qui sont appliqués dans le cas de produits spécifiques et précisent pour chaque produit quelles étapes du processus de fabrication doivent être implantées au Brésil.

En Malaisie, l'État continue d'intervenir dans de nombreux secteurs économiques (tels que le pétrole, le gaz, les services publics stratégiques et les services), même si la concurrence s'est intensifiée pour les sociétés liées à l'État (GLC). Les GLC, qui ne sont pas régies par les règles et règlements applicables au secteur public en matière de passation des marchés sont incitées à s'approvisionner auprès d'entreprises appartenant à des intérêts nationaux. La Malaisie est devenue observateur pour l'Accord de l'OMC sur les marchés publics en 2012, et elle a entrepris des efforts pour améliorer la transparence et les "pactes d'intégrité" dans ses procédures de passation des marchés.

### ***Application d'une politique des zones franches pour les importations et les exportations au Brésil***

Le Brésil applique une politique de zones franches pour les importations et les exportations, qui prévoient des incitations fiscales et autres destinées à promouvoir la production dans les zones frontalières de la région du nord, ainsi que le développement et l'intégration régionale de ces zones. Huit zones franches ont été créées, dont la principale est celle de Manaus, en Amazonie. Les entreprises établies dans cette zone bénéficient d'exonérations fiscales accordées par le gouvernement fédéral et le gouvernement de l'État. L'une des principales conditions pour bénéficier de ces avantages est de satisfaire aux critères PPB; certaines prescriptions environnementales et sociales doivent également être respectées. Tous les produits importés dans la zone franche de Manaus doivent être accompagnés d'une licence. Les incitations prévues dans le cadre du programme relatif à cette zone seront valables jusqu'en 2023.

### ***Des politiques pour faciliter l'accès au crédit***

L'une des préoccupations majeures des autorités brésiliennes reste la disponibilité et le coût du crédit. À ce propos, ces dernières considèrent que leur politique de ciblage s'impose pour pallier la défaillance du marché. À cette fin, le pays dispose de plusieurs programmes de crédit public à l'intention de différents secteurs et catégories de producteurs. La Banque nationale de développement économique et social (BNDES) est la principale institution qui accorde des crédits ou sert d'intermédiaire financier et de garant. Le crédit revêt la forme de prêts à moyen ou long termes assortis de taux d'intérêt attractifs. La BNDES "égalise" les taux d'intérêt en couvrant la différence entre le taux du contrat et le taux du marché correspondant.



En somme pour consolider les avantages tirés de l'ouverture extérieure, le Brésil, l'Inde et la Malaisie ce sont engagés activement pour faire du commerce extérieur un maillon important de leur croissance économique. Les politiques mises en œuvre combinent judicieusement politique de libéralisation du commerce et de mesures protectionnistes. Cela leur permet de rester compétitifs tout en préservant l'intégrité de tissu productif. A cet effet, ils appliquent des mesures tarifaires et non tarifaires conformes aux standards internationaux. Dans le même temps, ils mettent en place des politiques pour faciliter l'accès au crédit à tous les agents économiques engagés dans le commerce international. Ce sont des politiques de subvention ciblée, la création d'institution de financement pour garantir le financement des activités et permettre l'accès au crédit et des mesures de soutien à des secteurs d'activités. Au nombre des mesures de soutien au Brésil par exemple, l'on trouve les prêts, les incitations fiscales, les contributions financières, le financement à long terme et en capital, l'amortissement accéléré, les garanties, les subventions et l'assurance-crédit. En dehors des mesures générales, ces pays ont mis en place un ensemble de politiques orientées vers des secteurs jugés stratégiques pour la croissance économique. La section suivante présente et analyse les politiques commerciales sectorielles dans ces pays.

### **2.3. Analyse des politiques commerciales sectorielles**

Le Brésil, l'Inde et la Malaisie ont, en plus d'une politique commerciale globale, des politiques commerciales sectorielles. Elles visent entre autres objectifs à renforcer les avantages comparatifs de ces pays dans les secteurs moteurs et à faire face à la concurrence née de l'ouverture extérieure. Cette sous section présente les politiques commerciales sectorielles de chacun des pays en insistant sur les mesures prises dans des secteurs dits stratégiques de l'économie.

#### ***Cas du Brésil***

##### ***Les secteurs agricole et agroindustriel comme priorités***

Le secteur agricole du Brésil joue un rôle important dans l'économie nationale, en particulier en tant que source d'exportations et d'emplois. Pendant la période considérée, le secteur agroindustriel a joué un rôle capital à l'appui de l'excédent commercial du Brésil. Les exportations de produits agroindustriels ont atteint un niveau record de 95,8 milliards de dollars EU en 2012. Si l'on utilise la définition que l'OMC donne des produits agricoles, le droit NPF moyen était de 10,1% en 2012. Les groupes de produits visés par des droits supérieurs à la moyenne sont les suivants: produits laitiers (18,6%); sucre et confiserie (16,7%); boissons, spiritueux et tabacs (16,5%); et café et thé (13,7%). Sont assujetties à des droits inférieurs à la moyenne les importations de coton (7,4%), de graines oléagineuses, de graisses et d'huiles et de leurs produits (7,8%) et d'animaux et de produits d'origine animale (7,9%).

##### ***Mise en place des programmes de soutien et de financement en direction de ces secteurs***

Bien que le Brésil accorde un niveau de soutien relativement faible à ses producteurs agricoles par rapport à d'autres pays, il continue d'appliquer plusieurs mesures de soutien interne, y compris des lignes de crédit préférentielles et des mécanismes de soutien des prix. Pendant la période considérée, de nouveaux programmes ont été créés pour financer les agriculteurs, y compris le Programme d'aide aux exploitations agricoles de taille moyenne (PRONAMP) et le Programme pour une agriculture

faible en carbone (Programme ABC). Les décaissements au titre du crédit rural public ont continué d'augmenter avec l'expansion des principaux programmes de soutien comme le PRONAF. La fourniture de crédit à des taux d'intérêt fixes est le moyen d'intervention principal pour le soutien de l'agriculture familiale au Brésil.

Le Brésil administre plusieurs programmes fondés sur des garanties des prix minimums, qui soutiennent la production d'un large éventail de produits de base, y compris le maïs, le riz, le coton et le blé. Ces programmes représentent plus de la moitié des transferts destinés aux agriculteurs. Parmi eux, la Politique de garantie des prix minimums (PGPM) reste un important pilier de la politique agricole brésilienne. Elle a pour but d'aider les agriculteurs lorsque les prix du marché tombent à des niveaux jugés préjudiciables à la stabilité de leurs revenus. Cette politique est mise en œuvre au moyen de deux types de dispositifs: des instruments de commercialisation, qui peuvent prendre la forme d'achats directs de produits, et des lignes de crédit destinées à financer le stockage des produits visés par des garanties de prix minimums.

### ***Un secteur manufacturier diversifié bénéficiant d'une attention des pouvoirs publics***

Le Brésil a un secteur manufacturier très diversifié. Toutefois, ce secteur a perdu une partie de son dynamisme en raison d'une érosion de sa compétitivité, qui s'est traduite par une hausse des importations et une faible croissance des exportations. La part de marché des importations de produits manufacturés est en augmentation et ces importations captent une partie importante de l'accroissement de la consommation. Par ailleurs, la balance commerciale du secteur manufacturier a enregistré un déficit record de 81,3 milliards de dollars EU en 2012. Pour remédier à cette situation, le gouvernement a renforcé l'importance accordée à la politique industrielle, en partie par le biais de deux plans généraux de portée nationale, la Politique de développement productif (2008-2010) et le Plan Grand Brésil (2011-2014). Parmi les instruments utilisés pour promouvoir le secteur manufacturier dans le cadre de ces plans figurent les lignes de crédit assorties de conditions favorables, les conditions de participation aux marchés publics, les incitations fiscales et les mesures aux frontières.

Le Brésil est presque autosuffisant pour la production d'énergie primaire; la production pétrolière a enregistré une progression régulière, affichant une hausse de 20,5% entre 2007 et 2011. Malgré la demande intérieure croissante, le Brésil est devenu un exportateur net de pétrole brut pour la première fois en 2007 et a beaucoup accru son excédent commercial à ce poste depuis lors. Sa dépendance vis-à-vis des importations de produits pétroliers raffinés a néanmoins augmenté par suite d'une capacité de raffinage insuffisante. Il est tributaire d'importantes importations de gaz naturel, bien que la production nationale ait augmenté de 41% entre 2007 et 2012. PETROBRAS a maintenu une position dominante dans les secteurs de la production, du raffinage, de la distribution et du commerce de détail du pétrole et des produits pétroliers, puisqu'elle est à l'origine d'environ 90% de la production pétrolière totale du pays et possède 98% de la capacité de raffinage totale du Brésil. Ce dernier reste le deuxième producteur mondial d'éthanol. En 2012, la BNDES a lancé deux nouveaux programmes offrant des crédits à des conditions avantageuses au secteur de l'éthanol.

### ***Une complémentarité Etat-secteur privé***

La participation du secteur privé au marché de l'électricité s'est accrue par le biais d'adjudications et de concessions publiques, mais les entreprises d'État jouent encore un rôle important. Le cadre réglementaire pour le secteur de l'électricité a été modernisé au début de 2013 avec l'adoption d'une nouvelle loi qui régit désormais la concession des activités de production, de transport et de distribution d'électricité. La nouvelle loi a prorogé le régime des concessions pour la production d'électricité ainsi que le système de quotas, une seule fois, pour une période maximale de

30 ans. Cette prorogation est assujettie à l'acceptation par le producteur de certaines conditions, dont les tarifs à appliquer, l'attribution de quotas de production garantis et des normes de qualité. Les quotas seront attribués de façon contractuelle.

## ***Cas de l'Inde***

### ***Les secteurs agricoles et des services les plus dynamiques***

La structure de l'économie indienne n'a pas changé de façon notable depuis 2007. Le secteur des services, qui a été le secteur le plus dynamique pendant la période considérée, continue d'apporter la plus grosse contribution au PIB et il s'est montré résistant face aux effets négatifs de la crise mondiale. La part du secteur manufacturier dans le PIB a légèrement reculé, tout comme celle de l'agriculture.

Le secteur des services, qui représente 56% du PIB, est le principal moteur de la croissance économique, avec une progression moyenne de 10% entre la période 2006/07 et la période 2009/10. La croissance de ce secteur a continué d'être tirée par le sous-secteur des services financiers et les sous-secteurs du commerce, de l'hôtellerie, du transport et des communications. Bien que cela ne transparaisse pas dans les chiffres du PIB, le tourisme revêt une importance considérable. Ce secteur a un bon potentiel de croissance et la capacité de créer des interconnexions en amont et en aval et des synergies intersectorielles. L'investissement étranger direct est autorisé à hauteur de 100% pour la plupart des activités de service, à l'exception des services financiers, auxquels s'appliquent des limites pour la participation étrangère. Toutefois, des conditions ou des permis spécifiques concernant l'accès au marché sont applicables et, dans certains cas, peuvent être plus restrictifs qu'un plafond de l'investissement explicite.

Le secteur agricole a été caractérisé par un taux de productivité faible et un taux de croissance modeste. Sa contribution au PIB a reculé, passant de 18,1% en 2006/07 à 16,6% en 2009/10. Toutefois, malgré la diminution de sa part relative, l'agriculture continue d'être la principale source de revenus de la majorité de la population et emploie quelque 52% de la main-d'œuvre totale (y compris la main-d'œuvre non syndiquée); ce secteur est en outre crucial pour la réalisation des objectifs que le gouvernement s'est fixé, à savoir la sécurité alimentaire et la stabilité des prix. En raison de l'importance stratégique de ce secteur, l'Inde estime qu'il est nécessaire de continuer de le protéger et lui accorde une plus grande protection tarifaire qu'aux autres secteurs. L'Inde a aussi conservé le système de soutien des prix pour les produits de base et met en œuvre d'autres programmes de soutien à l'agriculture aux niveaux central et des états.

### ***Un secteur manufacturier bénéficiant d'incitations pour encourager son expansion***

Au cours de la période considérée, la croissance du secteur manufacturier a été irrégulière. Ce secteur a affiché une croissance solide en 2006/07 et 2007/08, mais il a ensuite été touché par la crise économique mondiale qui a entraîné une baisse de la demande extérieure, en particulier dans les domaines tels que les textiles et les vêtements. En 2009/10, il a connu une reprise de la croissance essentiellement déclenchée par un raffermissement de la demande intérieure, en particulier de biens de consommation durables, de biens d'équipement et d'intrants industriels.

## ***Cas de la Malaisie***

### ***Le secteur agricole la priorité des priorités qui bénéficie d'une protection avec la promotion de l'agro industrie***

La part de l'agriculture (sylviculture et pêche comprises) dans le PIB avoisine toujours 10%. Cependant, l'adoption permanente de nouvelles techniques a entraîné une augmentation de la PTF du secteur tandis que le taux d'autosuffisance pour les principaux produits agricoles restait généralement stable pendant la période considérée. La nouvelle politique agricole soutient le développement de l'industrie agroalimentaire et met l'accent, entre autres choses, sur la biotechnologie et l'agriculture à forte valeur ajoutée. La Malaisie continue de maintenir un régime commercial relativement libéral pour l'agriculture, avec des tarifs NPF moyens appliqués de 2,9% (définition de l'OMC) en 2013, soit un niveau en général peu élevé. Toutefois, des taux de droits non *ad valorem* plafonds maintenus presque exclusivement sur certains produits agricoles permettent encore une protection tarifaire plus élevée (les équivalents *ad valorem* atteignent 1 439,2% pour les boissons alcooliques et les déchets de tabac. Des contingents tarifaires liés aux engagements multilatéraux contractés par la Malaisie en matière d'accès au marché pour les produits agricoles subsistent; les taux contingentaires vont de 0% (choux pommés) à 25%, et les taux hors contingent vont de 20% à 90% (choux pommés).

### ***Des mesures pour favoriser la transformation des produits primaires***

La part des industries extractives (y compris les combustibles) dans le PIB a légèrement baissé; elle était de 10,4% en 2012. Les produits miniers continuent de faire l'objet d'une protection tarifaire relativement élevée allant de 0% à 50% (sur le ciment Portland) et sont soumis à un régime de licences d'exportation et à des taxes à l'exportation, ce qui favorise la transformation en aval.

Le gouvernement applique également des mesures visant à favoriser la transformation de certains produits agricoles dans le pays (par exemple par le biais de la délivrance non automatique de permis d'exportation et de l'application de droits d'exportation) et à promouvoir les exportations (par des allègements de l'impôt sur les sociétés); les droits d'exportation applicables à l'huile de palme brute ont été considérablement réduits afin d'améliorer la compétitivité à l'exportation et de réduire les stocks nationaux.

La Malaisie continue d'augmenter le soutien par produit (par exemple le soutien du prix du riz paddy) et le soutien autre que par produit (par des subventions aux engrais et des prêts à des conditions libérales, par exemple), ces mesures visant principalement les activités liées à la production rizicole. Le riz est une culture d'importance stratégique à l'égard de laquelle les autorités ont modifié leur approche, l'objectif, qui était précédemment l'autosuffisance, consistant à présent à garantir que le produit reste disponible et accessible à un prix abordable. Ce produit est le seul sur lequel la société Padiberas Nasional Berhad (BERNAS) exerce encore un monopole à l'importation; il est également soumis à un régime de licences d'importation/d'exportation non automatiques et à des contrôles de prix et d'approvisionnement. Les objectifs de production de poisson ont été dans une large mesure dépassés malgré les précautions adoptées, telles que des limitations sur les permis accordés. Un régime de contrôle des moyens de production des activités de pêche ainsi que certaines mesures visant à améliorer la ressource et à assurer la viabilité environnementale ont été mis en place. Le soutien interne à la pêche comprend des subventions supplémentaires au diesel (jusqu'à la fin mai 2011 pour les chalutiers supérieurs à 70 tonneaux de jauge brute).

### ***L'implication de l'Etat dans les secteurs stratégiques pour réduire la dépendance vis-à-vis de l'extérieur***

Des efforts ont été réalisés pour réduire la dépendance de la Malaisie à l'égard du pétrole et du gaz et pour absorber la croissance de la demande énergétique en augmentant la part d'autres sources d'énergie dans l'approvisionnement total en énergie primaire. Toutefois, malgré ces efforts, l'apport des énergies renouvelables reste négligeable. Certaines mesures ont également été prises pour accroître l'efficacité énergétique. Le subventionnement de l'énergie destinée à l'ensemble des consommateurs est, de longue date, un problème majeur dans les domaines fiscal et budgétaire ainsi que pour le développement et l'environnement, et constitue de ce fait un important enjeu politique. L'implication de l'État dans les secteurs du pétrole, du gaz et de l'électricité persiste, dès lors que la société PETRONAS, liée à l'État, reste l'entité qui contribue le plus au budget national. Cette mainmise permet notamment aux pouvoirs publics de subventionner les centrales électriques en imposant un prix réduit du gaz naturel, mesure de transfert censée profiter aux utilisateurs finals.

### ***Un secteur manufacturier en essor qui bénéficie de conditions tarifaires avantageuses***

Alors que la part du secteur manufacturier dans le PIB a légèrement cédé pendant la période considérée, sa part dans l'emploi reste plutôt stable. Le secteur se place au 3<sup>ème</sup> rang après la construction et les services en termes de croissance de la PTF. À l'exception notable des produits automobiles, le secteur manufacturier reste assez ouvert au commerce et à l'investissement étranger. Depuis 2009, la moyenne des droits NPF appliqués par la Malaisie sur les importations de produits industriels a été ramenée de 8% à 6,2% (2013), suite à des changements de nomenclature. Ce niveau est plus de deux fois supérieure au niveau tarifaire moyen visant les produits agricoles (définition de l'OMC).

### ***Un traitement préférentiel pour les produits de fabrication locale***

Le traitement préférentiel réservé aux produits de fabrication Malaisienne dans les passations de marchés publics, le régime de licences d'exportation et les taxes à l'exportation sur les principaux produits de base, les exonérations fiscales sur le revenu des sociétés généré par les exportations et plusieurs incitations fiscales et extra fiscales en faveur de la production et du commerce continuent de soutenir les activités manufacturières. Le secteur automobile reste protégé par une moyenne des droits NPF appliqués de 17,3%, la plus élevée de toutes les sections du SH, bien que les droits applicables aux importations provenant de pays membres de l'ASEAN aient été ramenés à zéro en 2010. Les mesures non tarifaires telles que le système de publication des prix dans le Journal officiel et celui des licences d'importation dit des "permis approuvés" sont toujours en vigueur; ce dernier devrait être éliminé dans un proche avenir (2015, 2020). De plus, une panoplie de mesures fiscales (droits d'accise élevés frappant les véhicules de très grande taille, exonération ciblée des droits d'accise sur les ventes de "voitures de fabrication nationale" et réduction sur les véhicules à quatre roues motrices montés au niveau national, ainsi qu'exonérations fiscales renforcées sur les revenus officiels découlant des exportations) et extra fiscales (prêts à des conditions libérales et subventions), reste en vigueur dans le cadre de la Politique automobile nationale.

### ***Poursuite de la libéralisation dans le commerce des services***

Le secteur des services demeure un segment de l'économie très dynamique, affichant une croissance annuelle moyenne de 5,9% pendant la période 2009-2012. En 2012, il représentait un peu plus de 50% du PIB et de l'emploi, et attirait la plus grande part des investissements approuvés dans le pays. Poursuivant sa politique de libéralisation autonome des restrictions relatives à la participation étrangère dans une série de sous-secteurs de services, les pouvoirs publics ont commencé à mettre en œuvre en 2012 une levée partielle ou complète de ces restrictions dans 17 sous-secteurs relevant de 6 secteurs de services: les services professionnels, les services de communication, les services de

distribution, les services d'éducation, les services environnementaux et enfin les services de santé et sociaux. Pendant la période considérée, la Malaisie a mis en place un vaste programme de modernisation et de rationalisation de l'ensemble des textes législatifs régissant les services financiers. De nouvelles lois ont supprimé les plafonds de l'investissement étranger direct dans le secteur bancaire et dans celui des assurances. L'octroi d'agrément dans les domaines de la banque et de l'assurance se fonde à présent sur des critères prudeniels et sur l'intérêt supérieur de la Malaisie".

Le Brésil, l'Inde et la Malaisie ont connu de bonnes performances économiques pendant ces dix dernières années. Ces pays ont entrepris des réformes structurelles pour asseoir cette situation macroéconomique reluisante. La croissance du PIB réel s'est accompagnée d'une forte croissance des échanges commerciaux et d'un afflux important d'investissements directs étrangers. La croissance des échanges a concerné aussi bien les produits agricoles et miniers, les produits manufacturiers. Les partenaires commerciaux sont diversifiés. Ce qui leur permet de bénéficier d'un large marché pour les exportations. En outre, cette ouverture leur a permis d'accroître leur ravitaillement en biens d'équipement bénéficiant ainsi d'importants transferts de technologie. Pour encourager le commerce international, les procédures douanières ont été simplifiées et des politiques sectorielles ont été mises en œuvre. Au regard de ce qui précède, l'on peut dire que les éléments théoriques identifiés dans la relation entre l'ouverture extérieure et la croissance économique existent au Brésil, en Inde et en Malaisie. Qu'en est-il en Côte d'Ivoire ? La section suivante aborde cette question en trois points. Le premier présente une analyse descriptive de l'évolution et la structure du commerce extérieur de la Côte d'Ivoire. Le deuxième s'intéresse à la contribution du commerce extérieur à ses performances économiques. Enfin le troisième point fait une analyse des forces, des faiblesses, des opportunités et des menaces dans l'association ouverture extérieure et croissance économique en Côte d'Ivoire au regard des performances des pays émergents.

### **3. Commerce extérieur et croissance économique en Côte d'Ivoire**

Cette section s'intéresse au cas de la Côte d'Ivoire. Elle comporte deux sections. La première section porte sur l'évolution et la structure du commerce extérieur de la Côte d'Ivoire. La deuxième section analyse la contribution du commerce extérieur à la croissance économique en Côte d'Ivoire.

#### **3.1.Évolution et structure du commerce extérieur de la Côte d'Ivoire**

Depuis les indépendances, la Côte d'Ivoire a choisi une économie de type libéral. Conformément au modèle économique hérité de la colonisation, les échanges entre la Côte d'Ivoire et le reste du monde se sont accélérés avec des changements structurels assez marqués. La part moyenne des exportations dans le PIB est évaluée à 47% entre 2002 et 2010 malgré la crise militaro-politique contre 37% entre 1962 et 1976. La part moyenne des importations est sensiblement du même ordre de grandeur.

*Une importance croissante du commerce extérieur dans la création de la richesse*

L'intensité des échanges montre le degré d'importance<sup>14</sup> (ouverture) du reste du monde dans la création de la richesse de l'économie ivoirienne. Cette importance du reste du monde a évolué progressivement de 35% (1994) à 47,5% (2007). Ceci confirme bien l'intensification des échanges entre la Côte d'Ivoire et l'extérieur. Cette dynamique croissante des échanges extérieurs pourrait s'expliquer par la nature des activités de production de la Côte d'Ivoire d'une part qui est essentiellement agricole et des besoins de consommation des ménages et entreprises en produits manufacturiers non localement disponibles d'autre part.

### *Une intensification des échanges avec l'Asie malgré l'importance des pays à revenu élevé (diversification des partenaires commerciaux)*

La dynamique croissante du commerce extérieur de la Côte d'Ivoire et les mutations économiques dans le monde ont modifié la structure des partenaires principaux (**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**). Au cours des années 1990 à 2005, l'Union Européenne (UE) et particulièrement la zone euro était le principal partenaire commercial de la Côte d'Ivoire. Toutefois, la dynamique des flux<sup>15</sup> échangés entre la Côte d'Ivoire et l'UE a baissé au cours du temps pour laisser la place à d'autres partenaires, surtout asiatiques. Entre 1991 et 2000, les échanges entre l'UE et la Côte d'Ivoire représentaient un peu plus de 50% des échanges de la Côte d'Ivoire. Cette part est passée à 48% entre 2001 et 2005 et à moins de 40% entre 2006 et 2010.

La Côte d'Ivoire a diversifié ses partenaires aux échanges certainement du fait des opportunités économiques que présentent de nombreux pays asiatiques. Ainsi, les échanges entre la Côte d'Ivoire et l'Asie se sont intensifiés pour atteindre 10% entre 2006 et 2010 alors qu'ils n'étaient que 6% entre 1991 et 1995. Par ailleurs, les échanges intra-communautaires (UEMOA, CEDEAO) de la Côte d'Ivoire restent encore très faibles relativement aux échanges avec le reste du monde malgré la mise en œuvre de nombreuses politiques commerciales. Il faut tout de même remarquer que la valeur des exportations de la Côte d'Ivoire en direction de la CEDEAO augmente entre 2001 et 2012 (

**Graphique 1**). Cette tendance haussière est très significative comme le montre la valeur du coefficient de détermination associé à la courbe de tendance linéaire:  $R^2=0,9$  qui est proche de 1. Cette augmentation au fil des années des exportations en direction de la sous région pourrait constituer une opportunité pour la Côte d'Ivoire. La proximité est un avantage comparatif à exploiter par les entreprises ivoiriennes. D'ailleurs, les pays émergents ont fait des partenaires sous régionaux, l'un des maillons essentiels du développement des échanges commerciaux et de la croissance économique. Par exemple, les échanges de la Malaisie avec les partenaires de l'ASEAN représentent plus de 25% du total de ses échanges internationaux, ce qui fait que la demande intra régionale est un élément important pour la croissance de la Malaisie, conjointement avec la demande mondiale.

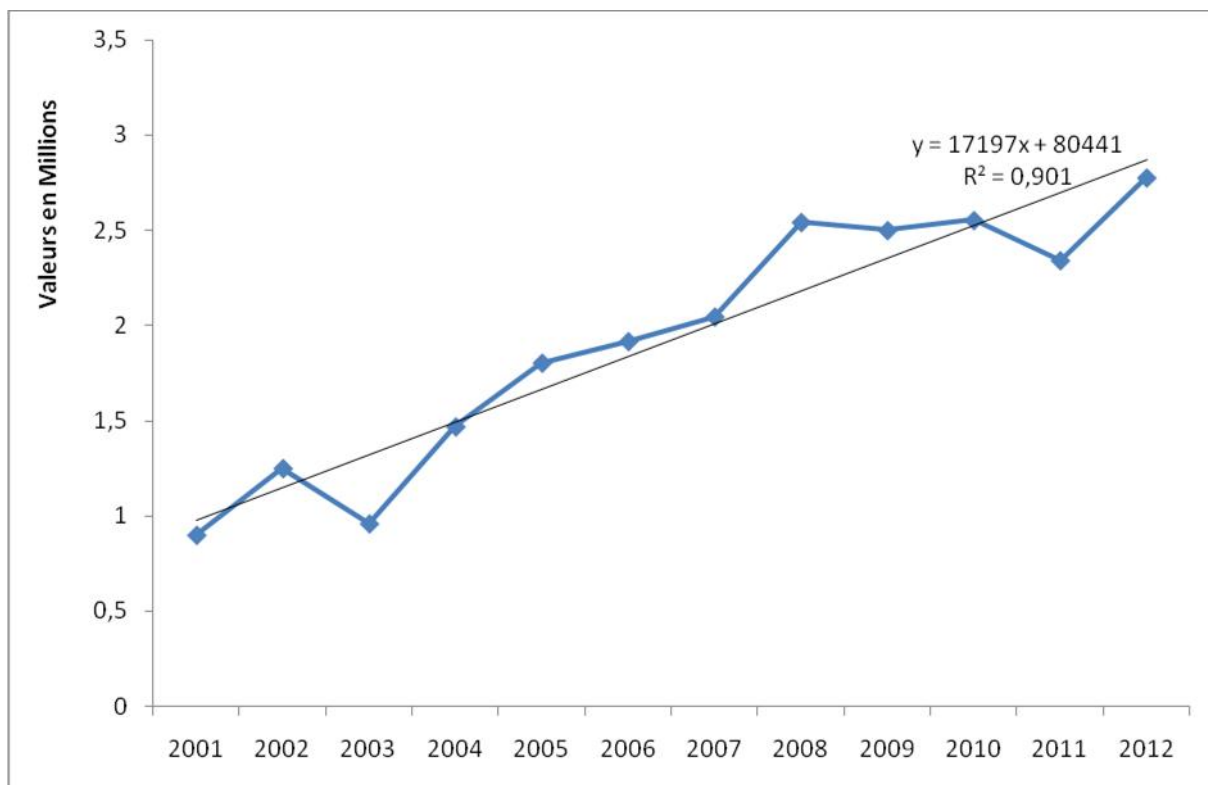
Cependant l'on note que cette évolution n'est pas parfaitement linéaire sur la période d'analyse. En effet, entre 2002 et 2003 puis entre 2010 et 2011, les exportations en valeur de la Côte d'Ivoire vers la CEDEAO ont chuté. Cela pourrait s'expliquer par la crise militaro politique que la Côte d'Ivoire a connu sur ces deux sous périodes. 2002-2003 marque le déclenchement de la crise militaro civile avec le coup de d'Etat manqué du 19 septembre 2002 qui s'est mué en une rébellion armée. 2010-2011 correspond à la crise post électorale qui a aussi conduit à une crise militaire à la guerre. L'une des

<sup>14</sup> Cette part est mesurée par l'ouverture de l'économie : rapport entre la demi-somme des exportations et des importations et le PIB.

<sup>15</sup> Il s'agit de flux cumulé : somme des exportations de la Côte d'Ivoire à destination, par exemple, de l'UE et des importations de la Côte d'Ivoire en provenance de l'UE.

conséquences de cette instabilité politique est le ralentissement des activités économiques avec surtout la fermeture des frontières terrestres et aériennes. Toutes choses qui entraînent une baisse des activités économiques avec le reste du monde en général en particulier avec les partenaires de la sous région. Par conséquent l'environnement des affaires influence aussi les performances commerciales.

Graphique 1: Évolution des exportations de la Côte d'Ivoire vers la CEDEAO entre 2001 et 2012



Sources : Calculs du CCI sur la base des statistiques de UN COMTRADE.

Les exportations de la Côte d'Ivoire vers la sous région portent sur une gamme variée de produits avec une part importante des produits suivants:

- Tabacs et succédanés de tabac fabriqués,
- Chaussures, guêtres etc., parties de ces objets,
- Savons, agents de surface organiques, préparations pour lessives, cires,
- Préparations alimentaires diverses,
- Matières plastiques et ouvrages en ces matières,
- Huiles essentielles et rétinoides; produits de parfumerie/de toilette,
- Graisses, huiles animales/végétales; produits de leur dissociation,
- Combustibles minéraux, huiles minérales, produits de leur distillation

Le **Tableau 1** présente la répartition des produits exportés en valeur par la Côte d'Ivoire en 2012 vers la CEDEAO. Les produits les plus vendus par la Côte d'Ivoire dans la sous région sont respectivement: les combustibles minéraux, huiles minérales, produits de leur distillation (49,5%), les graisses, huiles



animales/vegetales; produits de leur dissociation (9,20%), les huiles essentielles et rétinoïdes; produits de parfumerie/de toilette (5,03%), les matières plastiques et ouvrages en ces matières (4,47%) et les préparations alimentaires diverses (3,11%).

Tableau 1: Répartition en valeur par produit des exportations de la Côte d'Ivoire vers la CEDEAO en 2012

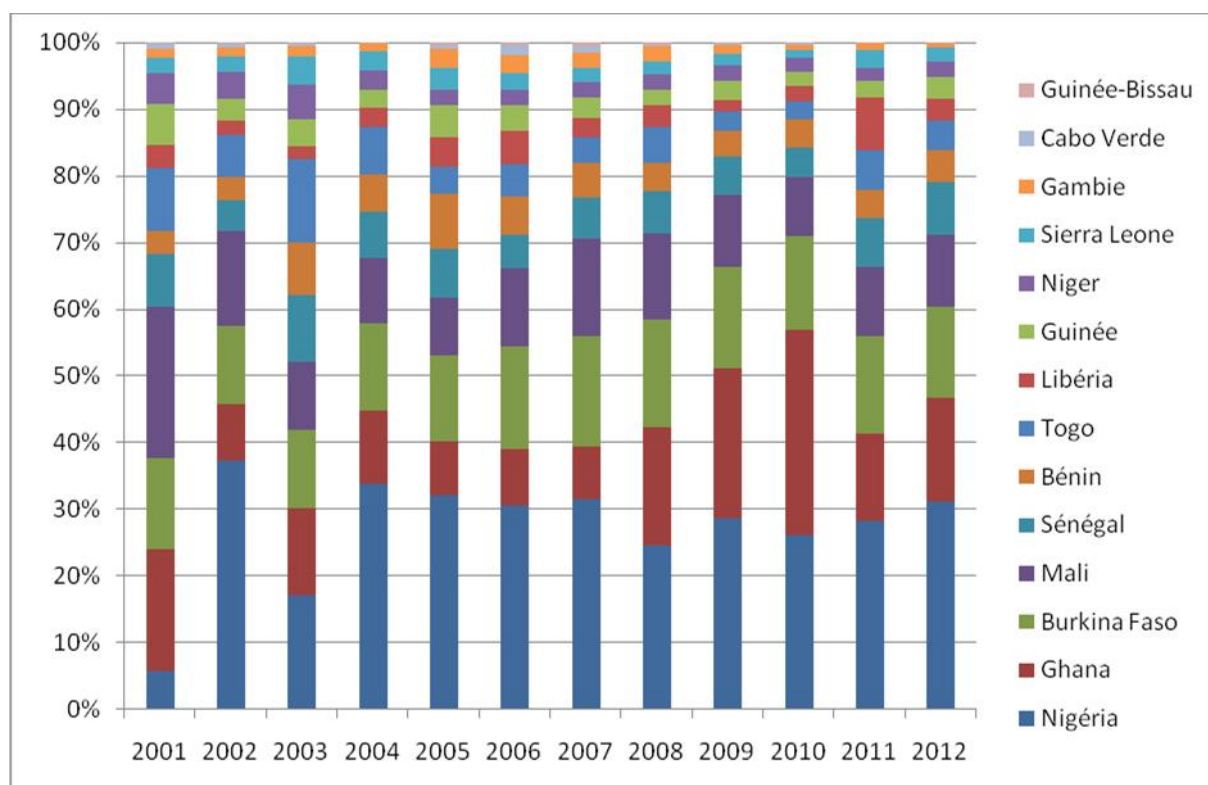
Catégories de produits	Proportion de la valeur des exportations en 2012
Produits de la minoterie; malt; amidons, féculés; inuline...	1,28
Préparations a base de céréales, farines, amidons, féculés, lait; pâtisserie.	1,39
Machines, réacteurs nucléaires, chaudières, appareils et engins	1,45
Cacao et ses préparations	1,45
Fonte, fer et acier	1,52
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois	1,53
Tabacs et succédanés de tabac fabriqués	2,02
Chaussures, guêtres etc., parties de ces objets	2,15
Savons, agents de surface organiques, préparations pour lessives, cires..	2,97
Préparations alimentaires diverses	3,11
Matières plastiques et ouvrages en ces matières	4,47
Huiles essentielles et rétinoïdes; produits de parfumerie/de toilette	5,03
Graisses, huiles animales/vegetales; produits de leur dissociation...	9,20
Combustibles minéraux, huiles minérales, produits de leur distillation	49,55
Autres produits confondus*	12,88
Total	100

Sources : Calculs du CCI sur la base des statistiques de UN COMTRADE.

\* le cumul des autres catégories de produits sachant qu'aucun autre n'excède 1,28% de la valeur des exportations de 2012.

Dans la sous région Ouest Africaine, la Côte d'Ivoire exporte vers tous les pays membres de la CEDEAO. Le **Graphique 2** montre la répartition des exportations en valeur vers les pays de la CEDEAO entre 2001 et 2012. Le Nigéria, le Ghana, le Mali, le Burkina Faso et le Sénégal sont les premiers clients de la Côte d'Ivoire.

Graphique 2: Répartition des exportations de la Côte d'Ivoire vers les pays de la CEDEAO entre 2001 et 2012



Sources : Calculs du CCI sur la base des statistiques de UN COMTRADE.

Concernant les importations, la demande de la Côte d'Ivoire adressée aux pays de la CEDEAO a tendance à augmenter depuis 2001. Le **Graphique 3** montre l'évolution des importations en valeur de la Côte d'Ivoire en provenance des pays de la CEDEAO. Cette augmentation des importations en valeur est significative car le coefficient de détermination associée à la tendance est proche de 1 (0,78). Ces importations couvrent l'ensemble des produits sauf ceux listés dans le **Tableau 2**.

Tableau 2: Liste des produits non importés de la CEDEAO par la Côte d'Ivoire

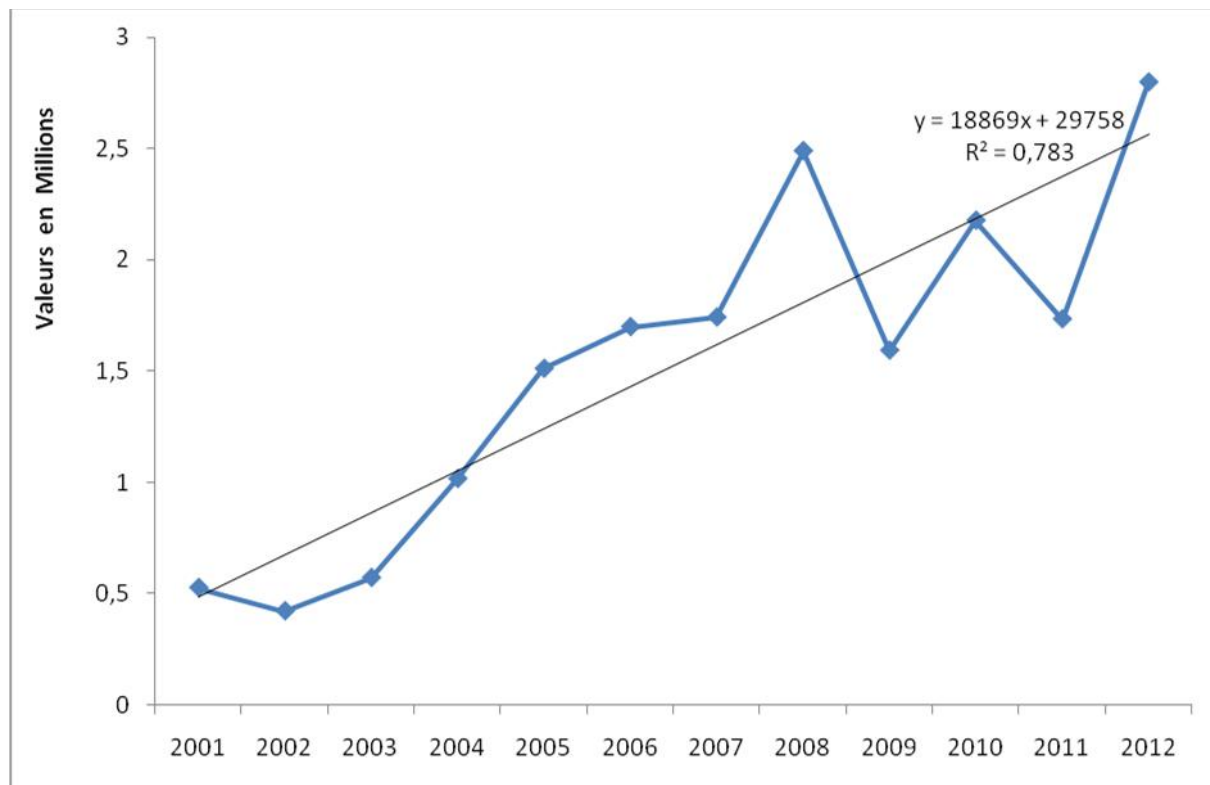
Code produit	Libellé produit
'05	Autres produits d'origine animale, non dénommés ni compris ailleurs
'14	Matières à tresser et autres produits d'origine végétale, ndca
'43	Pelleteries et fourrures; pelleteries factices
'45	Liège et ouvrages en liège
'47	Pates de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques;
'50	Soie
'78	Plomb et ouvrages en plomb
'89	Navigation maritime ou fluviale

Sources : CCI sur la base des statistiques de UN COMTRADE.

Comme les exportations, la situation socio politique de la Côte d'Ivoire ces dernières années a eu un impact sur les importations. En 2011 les importations ont chuté à cause de la fermeture des frontières et de l'embargo sur les importations qui a frappé la Côte d'Ivoire dans cette période du fait de la crise post électorale.

La baisse des importations en 2009 peut s'expliquer par le renchérissement du prix des biens importés suite à la crise économique mondiale d'une part et à cause de la hausse des prix du pétrole d'autre part: la crise de la vie chère et ses corolaires.

Graphique 3: Évolution des importations de la Côte d'Ivoire en provenance de la CEDEAO entre 2001 et 2012

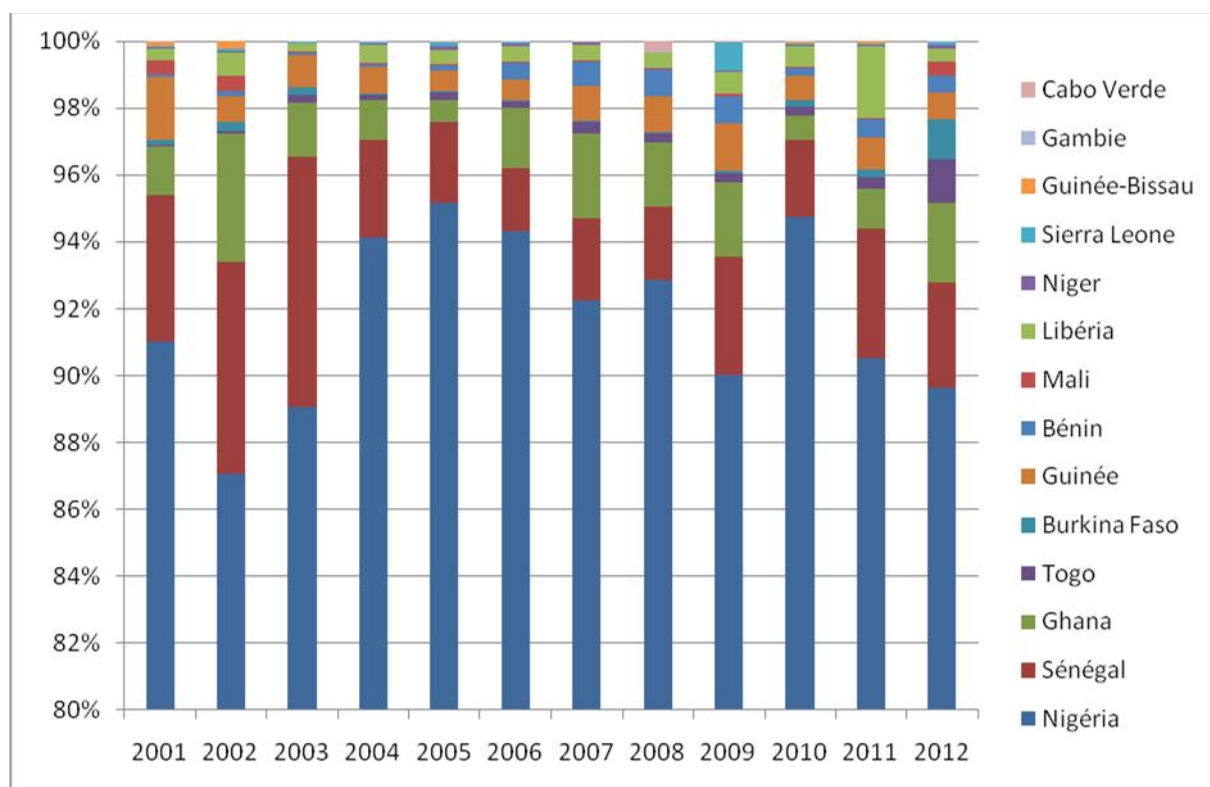


Sources : Calculs du CCI sur la base des statistiques de UN COMTRADE.

Le Nigéria reste le premier fournisseur de la Côte d'Ivoire dans la CEDEAO avec plus de 86% des importations en valeur de la Côte d'Ivoire entre 2001 et 2012 (

**Graphique 4).**

Graphique 4: Répartition par pays de la CEDEAO des importations de la Côte d'Ivoire en valeur entre 2001 et 2012



Sources : Calculs du CCI sur la base des statistiques de UN COMTRADE.

De façon générale, à l'international les principaux partenaires commerciaux de la Côte d'Ivoire sont les pays à revenus élevé même si leur contribution dans les échanges baisse au cours des années (Tableau 3 **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** et Graphique 5).

**Tableau 3: Partenaires commerciaux de la Côte d'Ivoire (% des flux totaux)**

	1991-1995	1996-2000	2001-2005	2006-2010
Zone euro	48,58	45,98	43,68	35,68
UE hors euro	8,46	4,60	4,16	3,89
USA	4,90	6,66	6,95	6,10
Asie*	5,95	6,29	7,40	10,40
UEMOA**	7,57	8,10	6,92	6,86
Autres pays	24,53	28,36	30,88	37,08

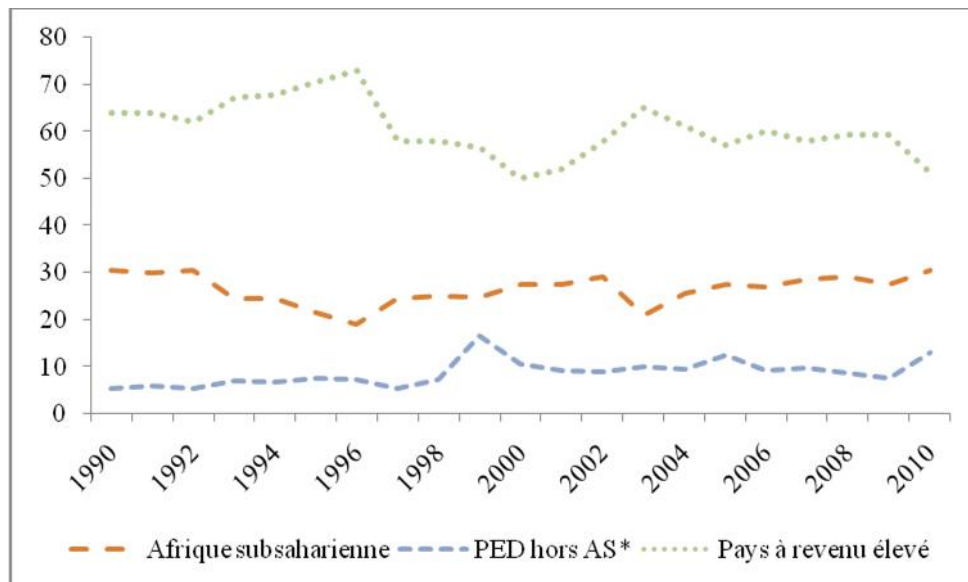
\* Chine, Japon, Corée, Inde, Indonésie, Malaisie, Vietnam, Thaïlande, Philippines. \*\* Il s'agit de 7 pays puisque la Côte d'Ivoire n'y est pas inclus.

Source : FMI 2011, Auteurs.

Les pays à revenu élevé ont représenté plus de 60% des exportations de marchandises de la Côte d'Ivoire avant les années 2000; cette part a baissé pour atteindre 52% en 2010 (Graphique 5). Ils

restent néanmoins les principaux partenaires commerciaux à l'exportation de la Côte d'Ivoire en raison, notamment de leur niveau d'industrialisation qui requiert un approvisionnement soutenu en matières premières agricoles. En revanche, les exportations à destination des pays en développement de l'Afrique subsaharienne se sont accrues graduellement à partir de 2003.

**Graphique 5: Principaux partenaires à l'exportation de la Côte d'Ivoire (% des marchandises exportées)**



\* Pays en Voie de Développement hors Afrique Subsaharienne

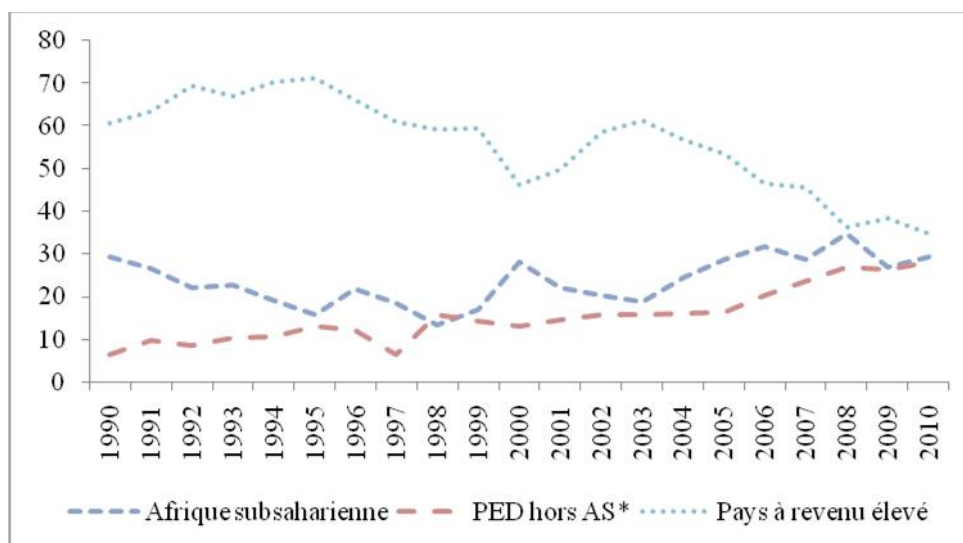
Source : WDI 2013, Auteur

En ce qui concerne les importations, la majeure partie des produits à destination de la Côte d'Ivoire provenaient essentiellement de pays à revenu élevé avant 1999. Les importations en provenance de ces pays représentaient plus de 50% des importations totales de la Côte d'Ivoire (**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**). A partir de 1999, la Côte d'Ivoire a intensifié ses échanges avec les pays en voie de développement. Ainsi, les importations en provenance des pays à revenu élevé ne représentaient que 35% des importations de marchandises de la Côte d'Ivoire tandis que celles en provenance des pays en voie de développement s'élevaient à 57% en 2010 contre 36% en 1990.

### ***Des exportations fortement dépendantes du cacao et des produits pétroliers***

Les exportations de la Côte d'Ivoire ont augmenté de façon considérable entre 2002 et 2009 (**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**). Elles sont passées de 3 456 milliards FCFA en 2002 à 5 077 milliards FCFA en 2009. Les exportations ivoiriennes sont essentiellement composées des produits agricoles et des produits pétroliers. Sur la période 2002-2009, le cacao, le café et les produits pétroliers à eux seuls ont contribué en moyenne à 61% des exportations de la Côte d'Ivoire.

**Graphique 6: Principaux partenaires à l'importation de la Côte d'Ivoire (% des marchandises importées)**



\* Pays en Voie de Développement hors Afrique Subsaharienne

Source : WDI 2013, Auteur

### **Exportation de cacao et de café**

Les fèves constituent environ 70% des produits du cacao exportés. Le cacao reste très peu transformé de sorte que l'essentiel des exportations concerne les matières premières. Toutefois, même si la part du cacao transformé dans le total de la production cacaoyère exportée demeure faible, il faut noter qu'elle a évolué positivement passant de 23% en 2002 à 30% en 2009. Cette part devrait continuer à croître dans un horizon de moyen et long-terme car l'élaboration d'une nouvelle politique en Côte d'Ivoire dont l'un des objectifs est la transformation des matières premières agricoles.

En marge du cacao, la Côte d'Ivoire exporte des produits du café. Ces exportations bien que faibles, en comparaison au cacao, ont connu une évolution contrastée entre 2002 et 2009. Elles ont régulièrement baissé de 2002 à 2005 avec un taux de croissance moyen annuel d'environ -10%. La plus forte baisse a été enregistrée en 2004. Ces années (2002-2005) correspondent au début du conflit armé en Côte d'Ivoire. Une baisse similaire a été enregistrée en ce qui concerne les exportations des produits du cacao. Il y a une reprise des exportations des produits du café à partir de 2005.

Les exportations du café ont représenté entre 2% et 3% de la valeur totale des exportations entre 2002 et 2013. C'est donc le cacao qui est le principal produit d'exportation puisqu'il représente à lui seul plus de 30% des exportations.

### **Exportation de produits pétroliers**

La Côte d'Ivoire a découvert ses premiers gisements de pétrole et de gaz dans les années 1970 avec un potentiel de pétrole brut estimé à 100 millions de barils. Avant cette période, l'essentiel de la consommation locale était assurée par l'importation de produits pétroliers. L'implantation de la Société ivoirienne de raffinage (SIR) a fait baisser le taux d'importation et augmenter progressivement la production et les exportations.

Au début des années 2000, des concessions d'exploitation ont été accordées à plusieurs grandes compagnies pétrolières par le gouvernement ivoirien. La production de pétrole, grâce au champ « Baobab » du bloc CI40, atteint le niveau de 80 000 barils par jour à fin mars 2006 permettant ainsi de couvrir largement la consommation journalière estimée à 25 000 barils. La production de gaz quant à elle s'établit à 1 742,3 millions de m<sup>3</sup>. Cette situation a fait croître fortement les exportations de produits pétroliers de 2004 à 2005.

En 2008, la production moyenne a atteint 50 000 barils par jour. Selon certains observateurs, la Côte d'Ivoire ne peut toutefois pas être considérée comme un producteur stratégique de pétrole en Afrique comparativement à la Guinée Équatoriale (300 000 barils par jour en 2010), à l'Angola (1,5 million par jour en 2011) ou encore au Nigéria (2,3 millions de barils par jour en 2011). Malgré tout, les recettes d'exportations des produits pétroliers constituent une manne importante pour le financement des dépenses du gouvernement.



**Tableau 4: Structure et évolution des exportations de la Côte d'Ivoire (millions FCFA)**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>Total (milliards CFA)</b>	<b>3 455</b>	<b>3 189</b>	<b>3 457</b>	<b>3 825</b>	<b>4 255</b>	<b>3 854</b>	<b>4 398</b>	<b>4 845</b>	<b>5 062</b>	<b>5 231</b>	<b>5 537</b>	<b>6 781</b>
Secteur de l'agriculture et industrie agro-alimentaire (% du total)												
Produits du cacao	45,54	43,04	33,17	28,43	24,98	27,34	28,72	36,24	37,22	37,64	31,10	28,48
<i>cacao en fèves</i>	34,62	31,60	24,59	20,34	17,47	17,84	17,95	25,26	24,24	27,31	21,41	19,50
<i>cacao en produits transformés</i>	10,91	11,44	8,58	8,09	7,51	9,50	10,77	10,98	12,98	10,33	9,69	8,99
Produits du café	2,40	2,59	1,99	1,56	2,04	3,13	2,09	2,11	2,24	1,05	2,06	1,96
Produits du coton (fibre)	2,70	3,23	2,36	1,93	1,39	1,21	0,82	0,66	1,22	1,24	2,05	1,98
Noix de cajou	1,00	0,69	1,05	1,37	1,13	1,29	1,78	1,69	3,07	2,46	3,17	2,53
Huile de palme	0,71	0,96	1,08	0,95	0,80	0,92	1,10	1,21	1,48	2,39	2,51	1,43
Banane	1,49	1,60	1,55	1,30	1,42	1,57	1,21	1,09	1,32	1,21	1,29	1,10
Ananas	0,90	0,95	0,85	0,66	0,88	0,50	0,30	0,22	0,22	0,26	0,22	0,15
Caoutchouc	1,78	2,28	2,54	2,83	3,95	4,61	5,14	3,37	6,66	10,30	7,45	5,56
Bois et ouvrages en bois	5,11	4,90	5,25	4,69	3,78	4,42	3,88	2,12	2,29	1,86	1,92	1,52
Crustacés, mollusques et poisson fumé	0,05	0,05	0,05	0,04	0,03	0,02	0,03	0,04	0,02	0,01	0,01	0,01
Arachide	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,01
Secteur de l'extraction (% du total)												
Or	0,64	0,27	0,25	0,29	0,31	0,37	0,75	2,05	1,78	5,19	5,90	4,19
Phosphate	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumeux	9,58	9,24	14,01	20,75	20,80	19,77	21,52	18,27	13,05	12,51	17,54	14,08
Pétroles partiellement raffinés	2,17	3,57	4,51	6,98	16,09	12,84	15,60	11,10	10,61	11,82	11,56	6,98
Autres produits du secteur secondaire (% du total)												
Ciments et clinker	0,8	0,2	0,8	0,7	0,6	1,0	0,8	0,5	0,3	0,1	0,1	0,1
Produits chimiques organiques et produits divers chimiques	0,5	0,3	0,4	0,3	0,2	0,2	0,2	0,4	0,2	0,4	0,3	0,2
Savons	0,8	0,9	0,8	0,7	0,8	1,0	1,1	0,9	0,9	0,9	0,8	0,6
Tabacs et cigarettes	0,3	0,1	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5

Source : BCEAO 2002-2013, nos calculs.

### ***Exportation de coton***

La Côte d'Ivoire exporte uniquement le coton-fibre. Entre 2002 et 2003, l'exportation de coton de la Côte d'Ivoire a augmenté de 10%. Toutefois, l'on enregistre une baisse continue de la valeur de l'exportation du coton de 2003 à 2009. La valeur des exportations de coton est passée à 32 milliards FCFA en 2009 alors qu'elle était estimée à 103 milliards CFA en 2003. Cette baisse montre l'intensité des difficultés de la filière coton. D'une part, la production ivoirienne est passée de 400 000 tonnes (2002-2003) à 123 856 tonnes (2008-2009). Cette baisse drastique de la production pourrait s'expliquer par la faiblesse du prix moyen au kilogramme du coton aux producteurs. Le prix moyen au kilogramme du coton pratiqué oscillait entre 140 et 150 F ; ce qui est inférieur au coût de production du coton graine estimé à 172,5 F/kg. Les producteurs fonctionnaient à perdre entraînant ainsi l'abandon de la pratique de cette spéculation au niveau de certains ménages.

Outre le cours du kilogramme de coton, l'industrie textile ouest-africaine est en crise depuis 2005. Depuis le 1<sup>e</sup> janvier 2005, l'accord multifibre a été démantelé mettant fin à la protection dont bénéficiait l'industrie du textile en Afrique et particulièrement la Côte d'Ivoire. Cette situation a entraîné de nombreux licenciements, la fermeture des usines. Les industries asiatiques (Chine, Inde, Pakistan) bénéficiant des coûts de la main-d'œuvre les plus bas du monde et les taux de productivité les plus élevés ont inondé les marchés ivoiriens tout comme les autres marchés mondiaux (Afrique, Europe, Amérique).

### ***Exportation de noix de cajou, de l'huile de palme et du caoutchouc***

Contrairement au coton, la Côte d'Ivoire a augmenté ses exportations de noix de cajou, de caoutchouc et d'huile de palme. Les exportations de noix de cajou et d'huile de palme ont plus que doublé entre 2002 et 2009. Celle du caoutchouc a quasiment triplé.

Ces trois spéculations ont attiré la population ivoirienne au cours des deux dernières décennies en raison de la rente qu'elles procurent à leurs propriétaires. Le palmier à huile, l'hévéa et la noix de cajou restent des secteurs porteurs de l'économie ivoirienne selon le CEPICI.

La Côte d'Ivoire était le second pays producteur mondial de noix de cajou après l'Inde en 2012. Les superficies emblavées en noix de cajou ont augmenté significativement entre 1960 et 2012 passant respectivement de 8 000 ha à 750 000 ha. Les performances au niveau de l'exportation s'expliquent par une montée de la production et la demande extérieure dans la mesure où la transformation reste faible.

La production de palmier à huile reste tout de même dépendante des productions villageoises qui ne bénéficient pas de moyens techniques et financiers importants en comparaison aux plantations industrielles. Le niveau des moyens techniques et financiers influe sur le rendement des palmeraies. Par exemple, le rendement des industriels est de l'ordre de 10 tonnes à l'hectare tandis que celui des plantations villageoises est estimé 5 et 7 tonnes à l'hectare. En moyenne, le rendement à l'hectare se situe entre 3 et 4 dans les grands pays producteurs tels que l'Indonésie et la Malaisie. A la différence de la Côte d'Ivoire, de très vastes plantations sont consacrées à la culture de cet oléagineux.

Tout comme la noix de cajou, les superficies emblavées en hévéa ont également significativement augmenté au cours de ces dernières années. Ce qui a augmenté la production nationale qui fait de la Côte d'Ivoire le 7<sup>ème</sup> producteur mondial de caoutchouc. Cette position a été encouragée par une certaine stabilité des cours du caoutchouc sur le marché international et la mise en place de plans de développement de la filière. La Côte d'Ivoire a élaboré son 7<sup>ème</sup> plan qui ambitionne d'ici 2020 de porter la superficie plantée à 618 000 ha et la production de caoutchouc à 600 000 tonnes. Ce plan vise

également l'amélioration de la qualité du caoutchouc du petit planteur et l'extension de l'hévéaculture dans les zones dites marginales de la culture d'hévéa. Cette filière mobilise beaucoup de ressources financières de la part des cadres et des investisseurs étrangers.

### ***Des importations concentrées autour des produits alimentaires, pharmaceutiques, pétroliers et des biens d'équipement***

Les importations de la Côte d'Ivoire ont également augmenté significativement malgré les nombreuses crises qu'elle a traversées (**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**). En 2009, la valeur des importations a doublé par rapport à 2002.

Les importations sont essentiellement constituées de denrées alimentaires (produits alimentaires, céréales, riz et blé), de produits pharmaceutiques et énergétiques, de pétrole brut, des biens d'équipement et du matériel de transport.

#### ***Importation de denrées alimentaires***

La Côte d'Ivoire n'étant pas autosuffisante en produits alimentaires de base, elle importe des produits alimentaires, des céréales, du riz et du blé afin de couvrir la demande nationale. Les importations les plus importantes en termes d'évolution restent les céréales et le riz. Les importations de riz qui étaient de 93 milliards FCFA en 2002 se chiffraient en 2009 à 281 milliards FCFA ; soit un accroissement de plus de 200%.

#### ***Importation de produits pétroliers***

Les importations de produits pétroliers concernent essentiellement le pétrole brut. Les importations de pétrole brut ont globalement augmenté sur la période 2004-2009 malgré les baisses enregistrées en 2007 et 2009. La disponibilité d'une raffinerie relativement performante encourage l'importation de pétrole brut à des fins de transformation.

A l'exception du pétrole brut, les importations de gaz et d'huiles de pétroles, gasoil et essences sont restées modérées sur la période 2002-2009. Ainsi, les importations de produits pétroliers sont restées dominées par le pétrole brut.

#### ***Importation de produits pharmaceutiques et énergétiques***

L'industrie pharmaceutique est très peu développée dans les pays en voie de développement dont notamment la Côte d'Ivoire. Ceci peut justifier pourquoi l'importation de produits pharmaceutiques est passée de 68 milliards FCFA en 2002 à 139 milliards en 2009. A l'exception des produits pharmaceutiques, la Côte d'Ivoire a intensifié ses importations de produits énergétiques à partir de 2005 en raison de l'insuffisance des installations nationales pour faire face à la demande locale. De 2004 à 2005, les importations de produits énergétiques ont doublé. Cette situation s'est maintenue jusqu'en 2009. Les politiques actuelles visant à approvisionner certains États de l'Afrique de l'Ouest en électricité et l'engouement vers les énergies renouvelables devraient consolider la position d'exportateur de produits énergétiques de la Côte d'Ivoire.

#### ***Importation de biens d'équipement et de matériel de transport***

La Côte d'Ivoire étant un pays en voie de développement, elle bénéficie d'un tissu industriel relativement faible. Ainsi, elle importe des biens d'équipement pour assurer son processus

d'industrialisation et pour couvrir la demande de biens manufacturiers. La dynamique d'importation est très peu régulière mais les flux d'investissement actuels pourront accroître d'importation de biens d'équipement.

Outre les biens d'équipement, la quasi-totalité du parc automobile est importé. Cette situation fait de ce poste une composante importante des importations de la Côte d'Ivoire. Toutefois sur la période 2002-2009, l'année 2003 a marqué une hausse considérable de l'importation de matériel de transport en Côte d'Ivoire. La valeur des importations a quintuplé en une année. Ce chiffre paraît a priori difficilement justifiable. Toutefois, le contexte sociopolitique de 2002 en Côte d'Ivoire a entraîné un équipement des forces françaises et onusiennes venues pour aider à la pacification. Ces chiffres pourraient être le reflet de cette dynamique.

**Tableau 5: Structure et évolution des importations de la Côte d'Ivoire (% du total)**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Total (milliards FCFA)</b>	<b>2 239</b>	<b>2 969</b>	<b>3 341</b>	<b>3 967</b>	<b>3 975</b>	<b>4 116</b>	<b>4 356</b>	<b>4 577</b>	<b>5 431</b>	<b>4 428</b>
Produits alimentaires	18,51	15,16	12,95	14,60	17,30	17,40	19,60	23,20	19,20	25,10
Céréales	5,91	4,13	4,42	4,20	4,70	4,86	5,94	7,57		
Riz	4,16	3,07	3,39	4,30	5,00	4,90	5,90	8,60	5,90	8,40
Blé, froment	1,67	1,02	1,01	0,90	1,10	1,30	1,40	1,90	1,90	2,80
Lait et produits de laiterie	0,93	0,93	0,70	0,80	0,80	0,60	0,90	0,60	0,90	0,90
Boissons	0,68	0,61	0,50	0,44	0,58	0,59	0,60	0,75		
Tabacs	0,94	0,81	1,00	0,80	0,90	0,80	0,90	1,00	1,00	1,40
Produits pharmaceutiques	3,04	2,37	2,39	1,90	2,00	2,10	2,30	2,60	2,30	3,00
Produits énergétiques	16,56	11,80	17,26	29,31	32,36	33,23	31,35	22,00		
Industrie extractive	0,00	0,00	17,26	29,00	32,90	31,60	37,20	26,20	24,90	29,80
Huiles de pétrole, gasoil et essences	16,56	11,80	17,26	7,73	8,63	10,59	3,38	4,85		
Produits manufacturés				46,90	43,20	44,90	42,10	48,60	54,60	42,80
Biens intermédiaires	15,12	9,67	9,56	9,30	10,53	11,46	12,46	11,45		
Produits chimiques	-	-	-	9,40	11,60	11,00	11,40	13,20	11,80	14,20
Ciments	-	-	-	1,10	1,20	1,40	1,70	1,50	1,30	1,30
Biens d'équipement	14,87	21,02	22,36	25,35	18,88	21,08	16,07	17,33		
Machines et matériel de transport	10,05	13,99	20,10	24,20	19,10	19,70	16,70	20,70	29,40	15,80

Source : BCEAO 2002-2013, nos calculs.

### 3.2. Contribution du commerce extérieur à la croissance en Côte d'Ivoire

La dynamique des échanges entre la Côte d'Ivoire et le reste du monde dégage deux phénomènes. D'une part, les exportations sont tributaires de l'agriculture et des produits pétroliers. D'autre part, les importations sont constituées des produits alimentaires, des produits pétroliers et des biens d'équipement. L'objectif de cette section est d'examiner la relation entre le commerce extérieur et la croissance en Côte d'Ivoire.

#### *Une économie dominée par la demande*

Le **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** montre une pro-cyclicité entre la croissance du PIB et la croissance des importations. En d'autres termes, à des taux de croissance élevés sont associées de fortes importations. Par contre, la relation entre la croissance du PIB et la croissance des exportations est moins précise. Cette relation est tantôt positive tantôt négative.

Selon ces observations graphiques, la relation entre ouverture commerciale et croissance économique serait fonction du sens des transactions (importation ou exportation) et de la période d'analyse. Afin de confirmer ces intuitions graphiques, nous calculons la corrélation entre les taux de croissance du PIB et des importations d'une part et entre les taux de croissance du PIB et des exportations d'autre part (**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**).

**Tableau 6: Corrélation (%) entre croissance du PIB et croissances des importations et exportations**

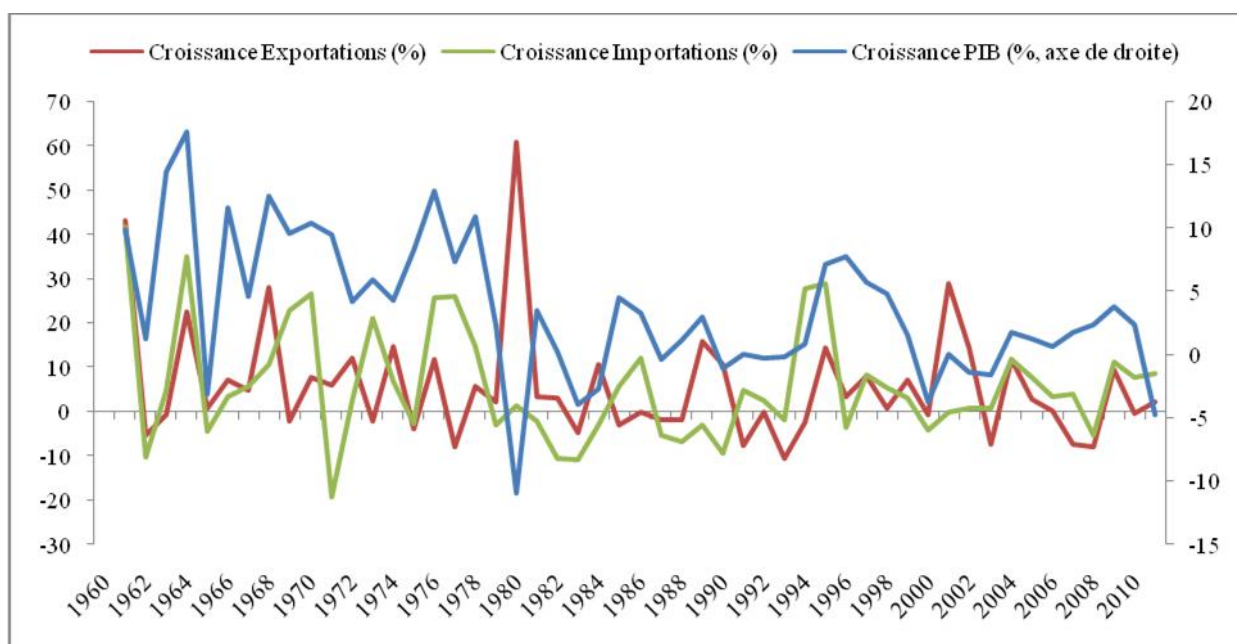
	PIB/Exportation	PIB/Importation	Importation/Exportation*
1961-1970	43,25	60,86	70,34
1971-1979	2,83	26,55	-15,40
1980-1989	-81,04	25,90	16,76
1990-1999	51,87	29,97	19,76
2000-2011	-0,17	31,66	18,49

\* corrélation entre la croissance des exportations et des importations.

*Source* : WDI 2012, nos calculs.

Il ressort une relation positive et stable (dans le temps) entre les taux de croissance du PIB et les taux de croissance des importations. Toutefois, la relation entre la croissance du PIB et celle des exportations est moins stable dans le temps. Par exemple, sur la période 1980-1989, à des taux de croissance positifs de l'économie étaient associés, en moyenne, des taux de croissance négatifs des exportations. Cette période est marquée particulièrement par plusieurs chocs notamment le choc pétrolier, la détérioration des termes de l'échange et l'appréciation du dollar. Les données montrent qu'en raison de ces problèmes, la Côte d'Ivoire n'a pas dégagé une plus-value suffisante (issue de ses exportations) afin de financer ses importations. Les importations ont diminué de même que le PIB sur cette période.

## Graphique 7: Évolution de la croissance du PIB, des importations et des exportations



Source : WDI 2012, nos calculs.

Ces constats suggèrent que la croissance ivoirienne n'est pas auto-entrainante. En effet, elle stimule la production extérieure via les importations. L'accroissement de la demande intérieure dû à la croissance est en partie satisfait par l'importation des biens et services.

### *L'ouverture commerciale contribue à la croissance économique*

La décomposition du PIB (**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**), en faisant abstraction des autres composantes, montre une contribution positive du commerce extérieur (au PIB) entre 2005 et 2010. Cette période est caractérisée par une balance commerciale excédentaire, une production industrielle (globalement) en hausse et une accélération des importations et des exportations. L'économie a donc pu dégager de la plus-value de ses exportations pour financer l'importation et satisfaire l'économie nationale. L'intensification des échanges commerciaux s'accompagne d'une croissance économique comme dans les pays ci-dessus analysés.

**Tableau 7: Contribution des échanges à la croissance**

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Exportations* (%)		-219	164	127	-61	46	117	48
Importations* (%)		246	-234	-3	-32	-22	-36	-89
Exportations nettes* (%)		27%	-70%	125%	-93%	24%	81%	-41%
Croissance du PIB (%)	-1,4	1,2	1,7	1,5	1,8	2,5	3,3	0,9

Note : En dehors du taux de croissance de l'économie, les autres indicateurs du tableau sont calculés comme des rapports exprimés en % entre les variations de l'indicateur considéré (exportation, importation ou exportation nette) et les variations du PIB.

Source : WDI 2012, nos calculs.

### *Une ouverture commerciale marquée par l'ascendance de l'industrie et des services avec des externalités positives limitées*

Si au niveau global, les échanges semblent contribuer à la croissance, la situation n'est pas similaire au niveau sectoriel. En effet, le degré d'ouverture est négativement corrélé à la performance du secteur agricole. Toutefois, il reste positivement lié à la performance du secteur industriel et à celle du secteur des services (**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**).

Les tests de causalité effectués à la suite de l'analyse des corrélations montrent qu'une part plus importante du reste du monde dans la production de la Côte d'Ivoire a tendance à baisser (augmenter) lorsque la part du secteur agricole (des services) dans le PIB augmente. Le secteur agricole et celui des services semblent dicter la dynamique d'ouverture de la Côte d'Ivoire au regard des valeurs des coefficients de corrélations. D'autre part, l'intensification des échanges avec le reste du monde contribue à rendre le secteur industriel plus performant (en termes de valeurs ajoutées) par acquisition de nouvelles technologies.

La nature des biens échangés pourrait justifier ces résultats. En effet, la structure des importations montre une prépondérance des produits non-agricoles dont environ 73% sont des produits manufacturiers. La part des importations en matières premières agricoles est négligeable (<1%). Cet afflux important de produits manufacturiers montre la faiblesse du tissu industriel local qui se développe via une importation de technologie. La structure des exportations indique également une prépondérance de produits non-agricoles ; la part des produits agricoles ayant baissé au fil des ans en raison notamment du vieillissement des plantations de café et de cacao, du développement d'un secteur des services et de l'exploitation de pétrole et d'autres ressources naturelles.

Malgré cette croissance des produits non agricoles, l'offre exportable reste dominée par les produits agricoles. Par ailleurs, bien que l'importation des biens d'équipement avoisine 20% du total des importations, les entreprises ivoiriennes souffrent d'un manque d'innovation<sup>16</sup>. Ce manque d'innovation fait que l'industrie nationale du textile, par exemple, ne peut pas faire face à la concurrence des produits provenant de l'Asie. Cette situation est généralisable à d'autres secteurs notamment la chimie, le caoutchouc et le plastique. Cette situation empêche l'économie ivoirienne de jouer son rôle de leitmotiv au niveau sous régional. Le rapport sur la Nouvelle Politique Industrielle (NPI) de la Côte d'Ivoire révèle que le capital technologique et humain est insuffisamment tourné vers les besoins de l'industrie ivoirienne, que ce soit en termes de recherche publique, de formation d'une main-d'œuvre qualifiée, ou du coût de cette main-d'œuvre. Cela peut témoigner du mauvais classement de la Côte d'Ivoire en matière d'innovation. La Côte d'Ivoire se classe en 2014 à la 101<sup>ème</sup> place sur 148 suivant l'indice de compétitivité globale du Forum Economique Mondial. La diversification des produits d'exportation ne s'accompagne pas d'économies externes suffisantes pour soutenir la croissance bien que la situation semble s'améliorer après la décennie de crise.

---

<sup>16</sup> Voir le document sur la Nouvelle Politique Industrielle sur la Côte d'Ivoire.



**Tableau 8: Corrélation entre performance sectorielle et ouverture**

	Agriculture	Industrie	Services	Ouverture
Agriculture	1			
Industrie	-0,6543*	1		
Services	-0,8185*	0,101	1	
Ouverture	<b>-0,6694*</b>	<b>0,4578*</b>	<b>0,4999*</b>	<b>1</b>

Source : BCEAO 2002-2013, nos calculs (\* Significatif à 1%).

L'analyse diagnostic de cette section a montré que le commerce extérieur de la Côte d'Ivoire est en croissance au cours de ces deux dernières décennies. La part du commerce dans le PIB a augmenté en moyenne de 40% au cours de la dernière décennie. Le principal partenaire commercial reste l'Union Européenne essentiellement les pays de la zone Euro, même si sur cette période, les pays Asiatiques ont gagné des parts de marché. Le commerce intra régional est encore faible. Malgré les efforts d'intégration, les échanges de la Côte d'Ivoire avec les pays membres de l'UEMOA et/ou de la CEDEAO sont relativement faible comparés au volume du commerce avec le reste du monde hors mis ces pays. Le contenu de l'offre d'exportation de la Côte d'Ivoire est fortement concentré: les matières premières agricoles brutes, le bois, les minerais, le pétrole et l'énergie. Quant aux importations elles sont concentrées autour de produits alimentaires, de produits pharmaceutiques, des biens d'équipement et des produits pétroliers.

Ce diagnostic de l'économie ivoirienne montre que les principaux éléments d'association entre ouverture extérieure et croissance économique tels que présentés dans la première section et mis en évidence dans les pays émergents dans la deuxième section ne sont pas biens visibles. Plus précisément, les produits manufacturiers constituent l'essentiel de la composition du commerce extérieur des pays émergents contrairement à la Côte d'Ivoire où les produits primaires en constituent une part importante. Le commerce extérieur des pays émergents est en adéquation avec la demande mondiale en termes de contenu et de quantité. Pour preuve, la part de marché de ces pays dans le commerce mondiale est en hausse. L'on peut noter également, la place des réformes structurelles et l'engagement des pouvoirs publics qui ont permis de consolider les avantages comparatifs et d'assurer des gains dynamiques suite à l'ouverture extérieure. De plus, ces pays bénéficient d'un environnement sociopolitique relativement stable propice à l'éclosion de l'initiative privée. Cela a favorisé une augmentation du volume des IDE entrants ces dernières années en direction de ces pays. Les bonnes performances économiques se sont accompagnées d'une augmentation des IDE en provenance de ces pays. L'ouverture financière résultant de cette ouverture extérieure a été profitable pour ces pays à la différence de la Côte d'Ivoire. Ces derniers ont pu satisfaire leurs besoins de financement par le marché international. Un autre avantage de l'ouverture extérieure est la disponibilité d'inputs, source d'efficacité et d'externalités. Les pays émergents ont su bénéficier de cette ouverture contrairement à la Côte d'Ivoire. Une telle situation peut s'expliquer par plusieurs éléments. L'analyse SWOT de la section suivante présente, en effet, quelques forces et faiblesses du commerce extérieur de la Côte d'Ivoire.

### 3.3. Analyse des forces et des faiblesses du commerce extérieur de la Côte d'Ivoire

Dès son accession à l'indépendance, la Côte d'Ivoire a opté pour l'économie de marché et a orienté sa politique commerciale vers l'extérieur. Sa législation, au départ, protectionniste a progressivement

évolué pour accélérer son ouverture commerciale. Le commerce extérieur de la Côte d'Ivoire reste concentré autour des produits agricoles, d'extraction et des biens d'équipements.

Le Tableau 9 la matrice *SWOT*<sup>17</sup> du commerce extérieur de la Côte d'Ivoire. Chacun des points de ce tableau est détaillé ci-après. Les faiblesses abordées ici constituent des handicaps au développement du commerce extérieur. En les surmontant, cela améliorerait les échanges avec l'extérieur. Toutefois, compte tenu de la complexité des échanges extérieurs, il n'est pas exclu que d'autres facteurs non anticipés puissent inhiber les effets des politiques mises en œuvre.

---

<sup>17</sup> L'analyse SWOT (Strengths – Weaknesses – Opportunities –Threats) ou AFOM (Atouts – Faiblesses – Opportunités – Menaces)

**Tableau 9: Analyse SWOT du commerce extérieur ivoirien**

Atouts/Forces	Faiblesses/handicaps
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Diversification progressive des exportations</li> <li>- Une économie de plus en plus résiliente aux chocs extérieurs</li> <li>- Termes de l'échange favorables</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Présence de barrières non tarifaires comme des obstacles au commerce extérieur</li> <li>- Trop grande dépendance de l'économie de l'extérieur</li> <li>- Faiblesse du tissu industriel due en partie à une faiblesse du capital technologique et humain</li> <li>- Manque de compétitivité de certaines branches de l'industrie</li> <li>- Prépondérance des biens agricoles dans l'offre exportable</li> <li>- Faible rendement de la cacao-culture</li> </ul>
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en œuvre de réformes pour encourager l'ouverture commerciale</li> <li>- Finalisation des APE entre la CEDEAO et l'Union Européenne</li> <li>- Amélioration de l'environnement macroéconomique ivoirien</li> <li>- Définition d'une nouvelle politique industrielle</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accroissement des inégalités parmi les paysans en amont du commerce extérieur</li> <li>- Faiblesse du cadre juridique de la politique commerciale</li> <li>- Baisse de la demande extérieure (crise européenne)</li> </ul>

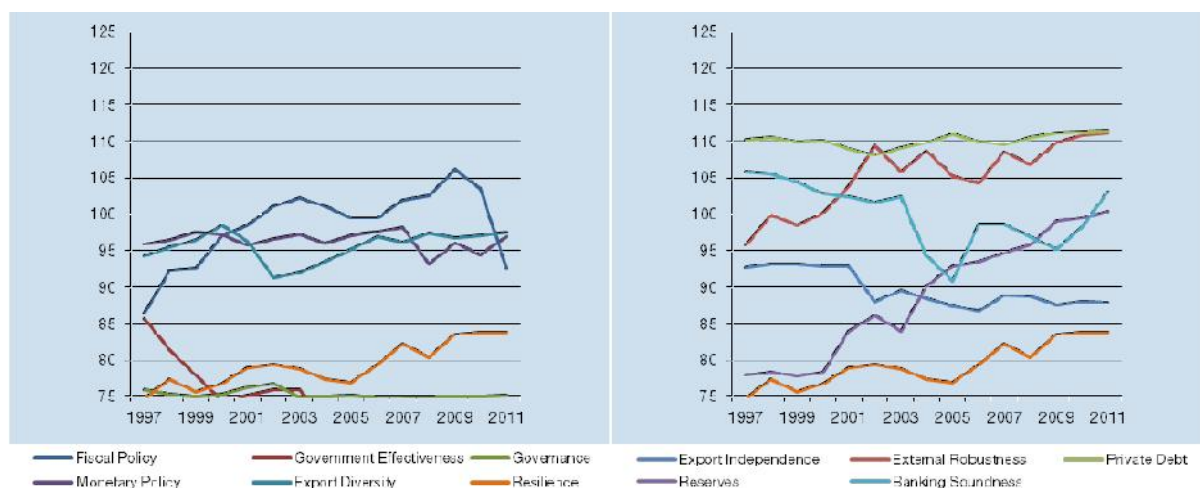
Source : les auteurs.

### 3.3.1. Atouts/ Forces

Le premier atout du commerce extérieur est sa *diversification progressive des exportations*. En effet, au début des années 2000, le commerce extérieur reposait encore essentiellement sur les matières premières agricoles notamment le cacao et le café. Même si cette tendance s'est poursuivie, les produits pétroliers (raffinés) contribuent fortement aux exportations de la Côte d'Ivoire.

Par ailleurs, *l'économie ivoirienne est de plus en plus résiliente aux chocs extérieurs*. Selon l'indice de résilience du *Groupe Centennial*, l'indice global de résilience de la Côte d'Ivoire a une tendance à la hausse depuis 1996 (Graphique 8). Cela signifie que l'économie a une capacité d'absorption des chocs qui croît au fil du temps. Cette amélioration de la résilience est essentiellement due à la constitution de réserves et la qualité de la dette du secteur privé. Il faut noter que depuis 1993, la Côte d'Ivoire a augmenté de façon considérable ses réserves auprès du FMI passant de 6 531 millions (en 2000) à 25 482 (en 2010) millions de DTS<sup>18</sup> (FMI, 2011). Ces réserves sont d'une importance capitale dans la mesure où elles déterminent les taux débiteurs des crédits du FMI et contribuent à sa stabilité extérieure. Toutefois, elles sont sources de fuite des capitaux (UNDP, 2013) ; toute chose qui constitue une contrainte de financement pour les agents économiques nationaux.

**Graphique 8: Indice de résilience de la Côte d'Ivoire**



Source : Boorman et al. (2013)

En outre, la politique de diversification des exportations et les politiques monétaire et budgétaire peuvent être ajoutées à la liste des facteurs ayant contribué à l'accroissement de cet indice.

#### *Les termes de l'échange favorables*

Les termes de l'échange désignent le rapport entre le prix moyen des exportations et celui des importations, exprimés sous forme d'indices. Une amélioration des termes de l'échange permet au pays qui en bénéficie d'importer davantage pour un même volume de biens exportés. Elle résulte d'une part de la structure sectorielle des exportations et des importations, combinées à l'évolution des prix mondiaux, et de la capacité du pays à obtenir un meilleur prix pour ses exportations, par exemple par une amélioration de la qualité des produits exportés. De 2000 à 2004, la Côte d'Ivoire bénéficiait de prix d'importation relativement bas par rapport au niveau de 2005, si bien que les termes de

<sup>18</sup> Le DTS est un instrument de réserve international créé par le FMI en 1969 pour compléter les réserves officielles de ses pays membres. Sa valeur est basée sur un panier de quatre grandes devises. Ce n'est donc pas une monnaie.

l'échange étaient favorables. À partir de 2006, les prix d'exportation augmentent et permettent de regagner le terrain perdu.

Toutefois, afin de mieux profiter de cette condition favorable au niveau mondial, les autorités ivoiriennes devront travailler à améliorer la compétitivité de l'économie. La discussion sur la compétitivité est conduite dans le point **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** de cette section.

### **3.3.2. Faiblesses/handicaps**

Malgré les atouts dont jouit le commerce extérieur ivoirien, il existe quelques faiblesses dont les corrections peuvent profiter au pays. Ces contraintes ou faiblesses portent à la fois sur l'organisation du commerce et la structure des échanges.

#### ***Les barrières non tarifaires comme des contraintes au commerce extérieur***

La majorité (71,9%) des entreprises exportatrices ou importatrices en Côte d'Ivoire identifie les barrières non tarifaires comme une contrainte majeure à leurs activités (BNETD-PACIR, 2012)<sup>19</sup>. Les barrières non tarifaires sont des mesures officielles, réglementaires ou légales qui pourraient se justifier pour des raisons légitimes ou économiques.

Selon le rapport sur la politique commerciale (CAPEC, 2013), 52% des entreprises exportatrices considèrent l'application des règles d'origine comme des obstacles majeurs à l'exportation. Ce sentiment est plus prononcé chez les exportateurs de produits manufacturés (92%) mais un peu moins chez les exportateurs de produits agricoles (32%). En ce qui concerne les produits agricoles, la certification des produits constitue la principale contrainte à l'exportation. En effet, la procédure découlant de la mise en oeuvre de ces mesures se traduit par une perte de temps pour les entreprises à laquelle s'ajoute les paiements informels et les problèmes administratifs relatifs au règlement.

Selon la même source, l'inspection et le contrôle des marchandises (67%) suivi de l'évaluation en douane (18%) constituent les deux barrières non tarifaires principales selon les importateurs. Par ailleurs, pour les produits manufacturés, les évaluations en douanes et certaines autres taxes à l'importation sont perçues comme un obstacle sérieux (22%).

L'ensemble de ces barrières non tarifaires qui s'ajoutent aux barrières tarifaires existantes peuvent fragiliser les échanges entre la Côte d'Ivoire et le reste du monde.

#### ***Une économie fragilisée par sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur malgré l'amélioration de la résilience aux chocs***

La dépendance vis-à-vis de l'extérieur en ce qui concerne les exportations est un facteur qui fragilise l'économie. La composante « dépendance vis-à-vis de l'exportation » de l'indice de résilience n'exhibe pas de tendance haussière. Cela signifie que la capacité de l'économie ivoirienne à résister aux chocs extérieurs diminue dans la composante relative à la dépendance vis-à-vis des exportations. Nous avons montré un peu plus haut que l'économie ivoirienne a un fort degré d'extraversion. Cette

---

<sup>19</sup> Cité par CAPEC (2013).

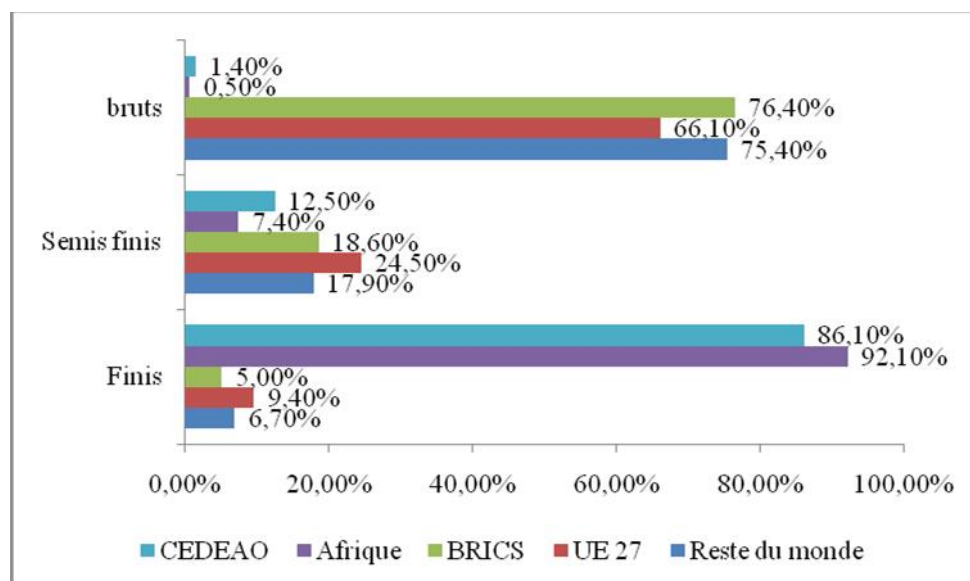
extraversion l'expose aux différents chocs extérieurs notamment la forte volatilité des cours de matières premières et la baisse de la demande mondiale.

***Un tissu industriel relativement faible pour soutenir le commerce extérieur tributaire de la capacité à innover de l'économie***

En dehors de l'exposition aux chocs provenant de la volatilité des cours de matières premières, les exportations de la Côte d'Ivoire dominées par les fèves de cacao montrent l'insuffisance ou la faiblesse du tissu industriel.

Le degré de transformation des produits exportés par la Côte d'Ivoire dépend étroitement du marché de destination. Au cours de la période 2006-2010, les exportations de la Côte d'Ivoire vers les marchés européens et les économies émergentes du groupe BRICS étaient essentiellement des produits primaires, tandis que les produits finis étaient exportés vers d'autres pays d'Afrique sub-saharienne (Graphique 9). Pourtant les marchés européens notamment sont les premières destinations des exportations de la Côte d'Ivoire. En somme, il n'existe pas encore une industrie forte pour soutenir le commerce extérieur malgré le fait que le secteur industriel de la Côte d'Ivoire reste l'un des plus dense en Afrique de l'Ouest après le Nigéria.

**Graphique 9: Exportations Ivoiriennes par type de produits et groupe géographique**



Source: Rapport PACIR, 2012.

Au regard du faible dynamisme du secteur industriel en Côte d'Ivoire, la prochaine étape logique est la transformation des produits de base. Toutefois, la transformation des produits ne signifie pas nécessairement que le pays tirera profit de la valeur ajoutée car cela dépend des exonérations et la part de la valeur ajoutée qui revient à l'économie nationale (Banque mondiale, 2011). Afin de s'assurer que le transformation des matières premières sera profitable à l'économie, il faut répondre à deux autres questions essentielles, à savoir :

- i) quelle est l'importance des incitations accordées, s'il y a lieu, par le gouvernement ? et

- ii) quelle est la proportion de la valeur ajoutée qui revient réellement aux nationaux, sous forme de salaires, de dividendes, de rentes, d'impôts ou de taxes ?

Il est donc possible que la transformation de produits donne des valeurs ajoutées négatives pour l'économie. De ce point de vue, une étude du BNETD<sup>20</sup> a conclu que la Côte d'Ivoire n'était pas compétitive dans le traitement du cacao. La situation est, toutefois, différente pour les noix de cajou dont la transformation générera des profits plus importants pour l'économie nationale. Ces deux situations sont résumées par Tableau 10.

**Tableau 10: Implications fiscales et pour l'investissement de la transformation du cacao et des noix de cajou**

	<b>Cacao</b>	<b>Cajou</b>
Pour une usine de transformation		
Coûts d'investissement par usine (USD milliers)	84 000	644
Capacité (tonnes)	100 000	1 500
Emplois	200 (250) <sup>+</sup>	500
<b>Coût d'investissement par emploi (USD)</b>	<b>420 000</b>	<b>920</b>
Transformation de la moitié de la production annuelle		
Moitié du total de la production annuelle (tonnes)	600 000	150 000
Valeur par tonne (USD)	3 000	650
Perte fiscale par tonne due à la transformation (%)	7,65*	10**
Total de la perte fiscale (USD milliers)	137 000	10 000
Total des emplois créés	1 500	50 000
<b>Perte fiscale par emploi (USD)</b>	<b>91 000</b>	<b>200</b>

+ Dans l'hypothèse de la création de 50 emplois supplémentaires pour la production du couverture

\* Dans l'hypothèse de la transformation de tout le cacao en couverture.

\*\* L'écart fiscal actuel entre la noix de cajou brute et décortiquée ne s'établit qu'à 4,5%, mais nous tenons pour acquis qu'il devra s'accroître et atteindre 10% pour fournir l'incitation nécessaire.

Source : Banque mondiale (2011).

En marge du cacao et du cajou, le potentiel d'ajout de valeur dans la filière du café reste limité. En effet, dans le processus de transformation, le café robusta ivoirien doit être mélangé au café arabica. Toutefois, le café arabica n'est pas disponible dans des proportions importantes en Afrique de l'Ouest. Cela empêche effectivement une commercialisation directe du café de marque ivoirienne malgré la présence de l'usine Nestlé produisant du café instantané. Le café localement transformé est, par ailleurs, exporté en grande partie dans la sous-région conformément nationale au plan stratégique du groupe Nestlé au niveau mondial.

L'industrie de la banane est assujettie à un ensemble de normes sur les produits et des exigences en matière de traçabilité en Europe. Cette situation rend la conformité difficile pour les petits exploitants. Toutefois, les producteurs industriels ont amélioré leur compétitivité et pourraient probablement maintenir leur niveau de production. Ceci est également conditionné par une amélioration du climat de l'investissement, en particulier du point de vue de la facilitation du commerce.

En marge de ces contraintes, la Côte d'Ivoire doit améliorer sa capacité à innover à travers l'importation de la technologie et la formation d'une main d'œuvre qualifiée (voir point **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du présent rapport).

<sup>20</sup> Cette étude réalisée en 2001 est citée par Banque Mondiale (2011).

### *Un manque de compétitivité de certaines branches de l'économie*

Les secteurs tels que le textile et le bois ont enregistré des baisses de compétitivité importantes. Il convient dès lors d'améliorer l'ensemble des facteurs qui sont des sources de non-compétitivité comme identifiés dans la NPI. Il s'agit notamment de l'environnement des affaires, des infrastructures, du capital technologique et humain et du financement. D'une façon globale, la compétitivité-facteur constitue la première contrainte de la Côte d'Ivoire (Tableau 11).

**Tableau 11 : Classement et note de la Côte d'Ivoire dans l'index du WEF en 2014**

	Classement (sur 148 pays)	Note (sur 7)
<b>Compétitivité-facteur (60%)</b>	<b>131</b>	<b>3.5</b>
- Institutions	104	3.4
- Infrastructures	107	3.1
- Environnement macro-économique	106	4.2
- Santé et éducation primaire	142	3.3
<b>Compétitivité-efficience (35%)</b>	<b>112</b>	<b>3.5</b>
- Enseignement supérieur et formation professionnelle	121	3.0
- Efficience du marché des biens	113	3.9
- Efficience du marché du travail	68	4.3
- Maturité du marché financier	94	3.8
- Appropriation de la technologie	110	3
- Taille du marché	96	3.2
<b>Compétitivité-innovation (5%)</b>	<b>116</b>	<b>3.2</b>
- Sophistication des affaires	123	3.4
- Innovation	101	3.0

Source : Rapport sur la compétitivité de l'économie ivoirienne (2014).

Au niveau des produits, l'analyse de la Banque Mondiale a conclu que la transformation des noix de cajou peut être une source prometteuse de croissance. Toutefois, les autorités doivent offrir une protection à cette filière afin qu'elle devienne compétitive face à l'Inde et au Viêt-Nam.

En ce qui concerne le caoutchouc, la production nationale a connu une croissance importante au cours de ces dernières années. L'industrie du caoutchouc devrait devenir un des principaux moteurs de la croissance et de la création d'emplois en milieu rural au cours de la prochaine décennie. Au niveau de la transformation, la capacité actuelle des opérateurs est largement supérieure à l'offre nationale. Les coûts sont certes supérieurs à ceux des concurrents asiatiques, en raison du prix élevé de l'électricité et du carburant diesel mais cette situation ne semble pas avoir d'incidence négative sur la compétitivité.

Le palmier à huile est également une filière porteuse d'espoir en termes de croissance. En effet, la Côte d'Ivoire est le plus exportateur de palmier à huile en Afrique. Elle dispose également d'un puissant secteur de transformation de l'huile de palme. L'huile de palme est très compétitive par rapport à toute autre huile comestible. En effet, le volume de production par hectare est nettement plus élevé, et elle remplace l'huile de soja comme type d'huile le plus prisé. Elle s'utilise aujourd'hui comme biocarburant, une nouvelle source de demande qui stimulera le marché pendant des années. L'espace UEMOA constitue un débouché important pour la Côte d'Ivoire. Les importations, dans cet espace, sont considérables et en croissance ; la demande augmente trois fois plus vite que l'offre et l'huile de palme représente 60% de ces importations. Néanmoins, en 2002, le coût de revient lié à la production d'une tonne d'huile de palme brute de la Côte d'Ivoire était deux fois supérieur à celui de la Malaisie, et que le coût total de production était trois fois plus élevé lorsque le coût de la matière première était pris en compte. La Côte d'Ivoire devra donc réduire ses coûts d'au moins un tiers si elle veut concurrencer la Malaisie et l'Indonésie qui sont les plus gros exportateurs d'huile de palme.



Il existe des possibilités de substitutions à l'importation de riz en Côte d'Ivoire à travers le nouveau programme mis en place par les autorités ivoiriennes en 2009<sup>21</sup>. Les systèmes de production les plus efficaces semblent être ceux de riziculture en zone forestière, qui sont plus proches des principaux centres de consommation: les bas-fonds où se pratique une culture intensive manuelle ou au moyen de moto-cultivateurs sont systématiquement compétitifs, tout comme le système de riziculture pluviale intensive et manuelle. Les systèmes irrigués utilisant une simple technique de déviation continue de cours d'eau sont susceptibles d'être compétitifs. Dès lors, la riziculture pluviale intensive, pratiquée en utilisant des variétés améliorées et des engrais, offre le plus grand potentiel d'extension à un coût compétitif. Il existe des possibilités d'accroissement de la production locale. Toutefois, il faut examiner attentivement la chaîne de valeurs afin de mieux valoriser cette production locale.

### *La prépondérance des biens agricoles dans l'offre exportable*

La structure de l'offre exportable ivoirienne est fortement tributaire des produits agricoles dont la part ne cesse de progresser (Tableau 12). Entre 2006 et 2010, la part des produits agricoles dans les recettes d'exportation s'est accrue d'environ 15 points pour atteindre près de 50% en 2010. Tous produits confondus (agricoles et non agricoles), l'offre exportable ivoirienne est dominée par les produits bruts ou primaires qui représentent plus de 40% de la valeur des exportations totales pour la période 2006-2010. La domination des produits bruts dans la structure d'exportation de la Côte d'Ivoire est surtout marquée pour les produits agricoles. Les produits finis sont majoritaires au sein de l'offre non agricole, mais la part des produits bruts au sein des exportations non agricoles ivoirienne est plus importante que leur part dans le commerce mondial.

**Tableau 12: Exportations Ivoiriennes par catégorie de produits (en %)**

	Bruts		Semi-finis		Finis		Non Identifiés		Total	
	2006	2010	2006	2010	2006	2010	2006	2010	2006	2010
<b>Agricoles</b>	24,10	32,20	6,60	12,10	4,30	5,50	0,00	0,00	35,00	49,80
<b>Non Agricoles</b>	20,40	18,00	6,60	6,60	37,90	25,70	0,00	0,00	64,90	50,30
<b>Non identifiés</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,20	0,00	0,20	0,00
<b>Total</b>	44,50	50,20	13,20	18,70	42,20	31,20	0,20	0,00	100,10	100,10

Source: Rapport, PACIR, 2012.

### *Un secteur de la cacaoculture informel à rendement faible*

Le cacao est le principal produit agricole exporté par la Côte d'Ivoire depuis les indépendances. Malheureusement, ce secteur est confronté à de nombreuses contraintes tant au niveau de la production que de la commercialisation. En effet, les bas rendements observés (moins de 500 kg/ha/an) poussent les producteurs à s'orienter vers d'autres cultures pérennes notamment l'hévéaculture qui a l'avantage de procurer un revenu mensuel. La faiblesse des rendements s'expliquent par les techniques de production rudimentaires et le vieillissement du verger. L'âge moyen des plants de cacao est compris entre 25 et 30 ans ; ce qui équivaut à la fin du cycle de vie du cacaoyer. Par ailleurs, environ 60% de cacaoculteurs vivent en dessous du seuil de pauvreté et constituent quelque 28% de l'ensemble des

<sup>21</sup> Voir Banque Mondiale (2011) pour plus de détails.

pauvres de la Côte d'Ivoire. Cette situation pose le problème de la survie de la cacaoculture et la fragilisation des exportations de la Côte d'Ivoire.

### **3.3.3. Opportunités**

Le développement des échanges entre la Côte d'Ivoire et le reste du monde est fortement influencé par l'environnement national (production et demande intérieure) et international (demande du reste du monde). L'apaisement du front social est donc la première opportunité dont pourrait bénéficier le commerce extérieur. Outre ce cadre général, le cadre institutionnel national et des initiatives au niveau sous régional peuvent aider au développement du commerce extérieur de la Côte d'Ivoire.

#### ***Des réformes pour encourager l'ouverture commerciale***

Au niveau de la Côte d'Ivoire, plusieurs réformes ont été mises en œuvre afin d'encourager le commerce extérieur. Il s'agit au niveau tarifaire de la mise en application, depuis 2000, du Tarif Extérieur Commun (TEC) de l'UEMOA. L'objectif est de réduire les barrières protectionnistes afin de faciliter les échanges au niveau de la zone.

La mise en œuvre du TEC a été couplée avec des taxes temporaires notamment la Taxe Dégressive de Protection (TDP) et la Taxe Conjoncturelle à l'importation (TCI). Ces taxes devraient permettre de protéger la production locale qui participe au développement des échanges entre la Côte d'Ivoire et le reste du monde.

#### ***La finalisation des accords de partenariat économique entre la CEDEAO et l'Union Européenne***

Dans le cadre des Accords de Partenariat économique (APE), des avantages tarifaires sont mutuellement accordés à la Côte d'Ivoire (ou à la CEDEAO) et aux pays membres de l'UE. Par exemple, les produits originaires de la Côte d'Ivoire et importés par des pays membres de l'UE sont en franchise de droits de douane (sauf les armes et munitions). De même, les droits de douane sur les produits originaires de l'UE à destination de la Côte d'Ivoire sont réduits ou éliminés conformément au calendrier de démantèlement tarifaire préalablement établi.

Ces avantages fiscaux accroîtront les échanges entre la Côte d'Ivoire et les pays de l'Union Européenne qui demeurent ses principaux partenaires malgré la percée des pays d'Asie. Toutefois il existe des risques à une telle politique de libéralisation. En effet, certes les APE donnent des opportunités à la Côte d'Ivoire dans ses relations commerciales avec l'UE tout comme bien d'autres accords commerciaux bilatéraux avec des pays développés (l'AGOA avec les USA). Cependant, le fait est que l'économie ivoirienne ne soit pas à même de faire face à la concurrence européenne consécutive à cette libéralisation. Car avec la suppression des droits de douane la demande domestique des produits importés va augmenter. Tandis que celle adressée aux entreprises domestiques va baisser du fait qu'elles sont moins compétitives. Les surcoûts proviennent entre autres sources des dysfonctionnements de l'économie liés à un environnement des affaires moins favorable à l'éclosion de l'initiative privée, des infrastructures économiques en deçà des attentes des usagers et des opérateurs économiques, des systèmes de transport très inefficients qui engendrent d'importants coûts de transaction, etc. De plus ce démantèlement tarifaire induit une baisse de recettes fiscales de porte et donc un manque à gagner pour les pouvoirs publics pour le financement des dépenses publiques d'investissement. Il est nécessaire de mettre à niveau les entreprises car les niveaux de développement

sont si différents que cette libéralisation pourrait conduire à plus d'effets négatifs que positifs. De plus l'Etat devra engager des réformes dans le but de mobiliser en interne des ressources additionnelles.

### ***Un environnement macroéconomique en amélioration***

Avec la reprise économique qui fait suite à la crise postélectorale de 2011, des progrès significatifs ont été réalisés en matière de croissance et d'investissement en Côte d'Ivoire. La croissance économique a atteint 9,8% en 2012 et 8,7% en 2013. Le taux d'investissement (public et privé) varie entre 13,7% (2012) et 17,6% (2013) du PIB. Le niveau de ces investissements accroît la demande de produits étrangers et devrait causer un déséquilibre (conjoncturel) de la balance commerciale. La relation positive entre le commerce extérieur et le PIB montre que l'amélioration des indicateurs macroéconomique devrait profiter aux échanges extérieurs

### ***Une définition d'une nouvelle politique industrielle***

Le Ministère en charge de l'industrie a présenté au premier trimestre 2014, sa nouvelle politique industrielle. Cette politique met l'accent sur un accroissement de la transformation des produits primaires. La mise en œuvre de cette nouvelle politique devrait croître les importations surtout en biens d'équipement et l'exportation des produits à forte valeur ajoutée. Dans le court-terme, la vision du gouvernement et les réalisations macroéconomiques pourront accroître d'avantage les échanges entre la Côte d'Ivoire et le reste du monde. Cette nouvelle politique pourrait, à moyen et long terme, renforcer les échanges entre la Côte d'Ivoire et le reste du monde.

### **3.3.4. Menaces**

Les échanges entre la Côte d'Ivoire et le reste du monde peuvent être pénalisés soit par un dysfonctionnement des institutions nationales ou des contraintes au niveau mondial. Au niveau national, par exemple, la persistance des inégalités peut décourager la production de certains biens clés intervenant dans le commerce extérieur. Ceci peut freiner l'intensité des échanges. Par ailleurs, les conditions économiques au niveau mondial surtout dans les pays à revenu élevé est un déterminant essentiel de ses échanges. Une mauvaise conjoncture peut constituer un frein au développement des échanges entre la Côte d'Ivoire et le reste du monde. Cette section met en évidence quelques menaces sur le commerce extérieur de la Côte d'Ivoire.

#### ***Un accroissement des inégalités parmi les paysans en amont du commerce extérieur***

Malgré l'accélération des échanges entre la Côte d'Ivoire et le reste du monde qui a pu influencer positivement la croissance, l'on note une persistance de la pauvreté et des inégalités. Selon l'étude sur les sources de la croissance, la pauvreté et les inégalités en Côte d'Ivoire (PNUD, 2011), « les personnes qui touchent un revenu agricole se révèlent plus pauvres que les autres, notamment que celles bénéficiant de salaires, de transferts ou de revenus du patrimoine. Ce constat amène à s'interroger sur la nécessité de diversifier les sources de revenu pour les plus démunis et plus particulièrement pour les agriculteurs ».

Par exemple, en 2008, 18% des ménages ivoiriens étaient impliqués dans la production (ou bénéficiés des revenus) du cacao, du café, et du coton. L'ensemble de ces ménages constituaient 18,7% des ménages pauvres en Côte d'Ivoire. Cette part était un peu plus élevée en 2002 (30,8%).

Il faut rappeler que les agriculteurs constituent les producteurs de matières premières dont une partie participe au commerce extérieur. Si les inégalités persistent au niveau de la redistribution des revenus, ceci peut conduire à l'abandon de la production de certains biens agricoles. Il peut avoir une migration de la population vers des secteurs mieux rémunérés comme la pisciculture, l'industrie, le commerce, le transport, etc.

#### ***Une faiblesse du cadre juridique de la politique commerciale***

Le cadre juridique de la politique commerciale montre que cette dernière peut constituer un frein pour le commerce extérieur. En effet, l'article 3 de la loi de 1991 relative à la concurrence stipule que : « Le régime général de liberté d'entrée et de sortie des marchandises et services du territoire ivoirien ne fait pas obstacle aux interdictions ou restrictions aux échanges et à l'ordre public, à la protection des trésors nationaux et de la propriété industrielle, commerciale ou intellectuelle, qui pourrait être instituées, conformément aux traités et accords dont la Côte d'Ivoire est signataire.

Par dérogation au principe énoncé à l'article premier alinéa 2 ci-dessus, certaines marchandises peuvent être soumises à la procédure d'agrément ou à limitation à l'importation. Un décret en Conseil des Ministres, pris après avis de la Commission de la Concurrence analysant les conséquences de la mesure envisagée sur l'état de la concurrence sur le marché ivoirien détermine la liste des produits concernés et les modalités d'application de ces régimes ».

Par cette loi, le gouvernement est libre de fixer les conditions d'entrée et de sortie des marchandises. Il peut donc interdire l'importation de certains biens sous la couverture de la protection de la production

locale. Si de telles mesures protectives sont appliquées par des partenaires, cela réduirait *in fine* les échanges commerciaux. En d'autres, la fixation des régimes à l'importation et à l'exportation et les conditions d'octroi des autorisations et agréments peut constituer une entrave aux échanges.

### ***Une baisse de la demande extérieure (crise européenne)***

Malgré la percée des pays de l'Asie, l'Union Européenne demeure le principal partenaire commercial de la Côte d'Ivoire. De ce fait, la conjoncture au niveau de ces pays contribue à la dynamique des échanges. Or depuis, la fin de l'année 2007, la plupart de ces pays sont en récession. Cette récession peut contribuer à réduire les échanges commerciaux. L'indice de résilience en sa composante *dépendance vis-à-vis de l'extérieur* montre une dynamique baissière. Cela signifie que la Côte d'Ivoire serait affectée par le comportement des économies avec lesquelles elle échange. La baisse continue de la production dans les pays de l'Union Européenne notamment ceux de la zone euro peut donc constituer une menace pour le commerce extérieur de la Côte d'Ivoire.

En définitive, outre les produits pétroliers raffinés, les exportations de la Côte d'Ivoire reposent essentiellement sur les produits agricoles non transformés à la différence des autres pays émergents. Le secteur manufacturier est relativement faible pour soutenir le commerce extérieur, ceci n'est pas le cas des pays émergents dans lesquels une part importante des exportations portent sur des produits manufacturiers.

Par ailleurs, le secteur agricole n'est pas mécanisé et est en possession, en grande partie, des populations rurales mettant en valeur des superficies relativement petites. Le secteur agricole en Malaisie, par exemple, est devenu un nouveau moteur de croissance en exploitant la biotechnologie. Les subventions agricoles en Chine et le contrôle des prix ont été des facteurs de croissance tout d'abord de la production agricole et ont stimulé l'industrie.

La relation négative entre les échanges extérieurs et le secteur agricole permet de conduire que l'agriculture tend à jouer un rôle négligeable dans le commerce extérieur. En toute logique, une telle relation devrait être observée à mesure que le secteur industriel se soit développé ou le secteur des services. En Côte d'Ivoire, le secteur des services même s'il tend à se développer au cours de ces dernières années avec l'implantation de nombreux établissements financiers, la part du crédit bancaire a varié entre 13% et 18% du PIB entre 2000 et 2012. Le secteur financier est donc modeste malgré les nombreuses réformes entreprises dans les années 1990.

Il ressort de ce diagnostic que les résultantes de l'association entre l'ouverture extérieure et la croissance économique mis en lumière dans les pays émergents ne sont pas présentes en Côte d'Ivoire. Il s'agit notamment d'une forte croissance des échanges extérieurs avec une diversification des partenaires commerciaux; une augmentation de la part des produits manufacturiers dans les produits exportés; une intensification des échanges avec les communautés économiques régionales, par exemple avec l'UEMOA et la CEDEAO; une augmentation des flux entrants d'IDE, de bonnes performances économiques.

C'est ainsi que dans la section suivante, des recommandations sont faites pour permettre à la Côte d'Ivoire d'être une économie émergente à l'horizon 2020 avec le commerce extérieur un levier important de ce processus à l'image du Brésil, de l'Inde et de la Malaisie.

#### 4. Recommandations

L'ouverture extérieure a bien contribué à la croissance économique au Brésil, en Inde et en Malaisie. Ces pays se sont intégrés activement dans le marché mondial grâce à des politiques économiques planifiées et soutenues par des réformes structurelles. Cette intégration dans le marché mondial s'est faite à travers le commerce international et les afflux d'investissements directs étrangers. Le dynamisme du secteur des produits manufacturiers et de services est de plus en plus au cœur des performances économiques en général et commerciales en particulier de ces pays émergents. La composition des échanges donne de plus en plus une part importante aux produits transformés tandis que la part des produits primaires semble stagner voire baisser. De plus, ces pays sont parvenus à une situation d'exportateur de capitaux et de connaissances. En définitive, le Brésil, l'Inde et la Malaisie ont réussi à se hisser au rang des pays émergents en empruntant (tant bien que mal) cet escalier à quatre marches que sont:

Première marche: l'exportation de matières premières brutes. Toutes ces économies sont principalement des pays agricole. L'essor économique est parti du secteur agricole dont le dynamisme a été soutenu par des politiques sectorielles ciblées. Le secteur agricole reste un moteur essentiel de la croissance économique dans ces pays. Les produits agricoles ont constitué pendant longtemps l'essentiel des exportations de ces pays.

Deuxième marche: la contribution aux échanges internationaux de produits manufacturiers. Après ces produits agricoles, ces économies émergences sont passées au stade de la transformation (même minimale) des produits agricoles. Tout en consolidant les acquis du secteur agricole et en maintenant leur position dans le commerce international de ces produits, ces pays ont procédé à des réformes structurelles qui ont abouti à la modification de la composition de leurs échanges internationaux. Ces réformes ont visé l'adaptation de l'offre d'exportation à la demande mondiale: des produits manufacturiers font partie des exportations de ces pays de nos jours.

Troisième marche: l'exportation de capitaux. Les bonnes performances économiques ont favorisé une augmentation des flux entrants d'IDE. Ces investissements ont catalysé le rythme de croissance économique pour faire des émergents des exportateurs de capitaux. Ils constituent de nos jours des sources d'IDE dans le monde.

Quatrième marche: l'exportation de connaissances. Ce mouvement de capitaux originaire de ces pays s'accompagne d'un partage d'expertise en termes de ressources humaines de qualité en témoigne. Il faut reconnaître que

Sur les quatre marches de l'escalier de l'émergence, au terme de cette analyse, l'on peut dire que la Côte d'Ivoire est encore sur la première: celle de l'exportation des matières premières brutes. La contribution aux échanges internationaux de produits manufacturiers, la deuxième marche, est encore marginale. Cela nécessitera des transformations structurelles à l'image des pays émergents benchmark de cette analyse. Ce qui ouvrira certainement une perspective sur les deux dernières marches. Pour se faire, l'étude propose plusieurs canaux pouvant contribuer à repositionner l'ouverture extérieure de la Côte d'Ivoire dans sa vision de l'émergence. Il s'agit entre autres de:

***Opérer une intégration graduelle et séquentielle aux marchés mondiaux.*** Il ne suffit pas d'éliminer les obstacles aux échanges et aux investissements pour stimuler la croissance économique. Les barrières tarifaires et non-tarifaires constituant des obstacles au développement du commerce

extérieur, leur assouplissement pourrait stimuler les échanges. Toutefois, dans l'optique de protéger l'industrie locale, ce démantèlement devra être progressif en ciblant certains produits prioritaires.

***Renforcer les compétences industrielles pour évoluer vers les marchés mondiaux.*** Les pays ayant réussi ont souvent créé des capacités autonomes à long terme en assimilant et adaptant les technologies étrangères. Si la Côte d'Ivoire voudrait emprunter le même sentier que les pays émergents tels que le Brésil, l'Inde et la Malaisie, elle devra prendre des mesures particulières en vue de renforcer les capacités productives du secteur industriel. Il s'agit notamment d'encourager la recherche et le développement ou importer la technologie nécessaire au développement des entreprises ivoiriennes. En outre, la Côte d'Ivoire devra avoir une politique de diffusion et d'appropriation des résultats de la recherche (en cas d'investissement dans la recherche et le développement).

***Soutenir le secteur agricole.*** L'agriculture ivoirienne est dense et diversifiée. Elle regorge de nombreuses opportunités d'investissement. L'agriculture demeure la base de l'économie nationale. En effet, elle contribue à 22% à la formation du PIB et constitue la source de revenus de 2/3 des ménages. Elle procure environ 75% des recettes d'exportation non pétrolières. En 1993, l'État a entrepris d'importantes réformes agricoles à travers le "Plan Directeur de Développement Agricole 1992-2015". Au terme de ces réformes, l'État s'est désengagé des filières de production, en privatisant la plupart des Sociétés d'État. A l'image du Brésil, l'État devrait reprendre en main la destinée du secteur agricole, secteur moteur de l'économie par des politiques ciblées sur les secteurs à fort potentiel à l'exportation. Les filières agricoles à fort potentiel à l'exportation doivent être protégées de la concurrence étrangère en ne libéralisant pas totalement le marché. De plus, les filières à forte valeur ajoutée doivent bénéficier d'actions ciblées pour assurer la compétitivité vis-à-vis du reste du monde.

***Promouvoir les exportations des produits issus des filières les plus dynamiques.*** Les filières les plus dynamiques de l'économie devront faire l'objet d'une attention particulière à travers des politiques sectorielles visant à la promotion des exportations et à plus de compétitivité internationale des produits de ces filières. Les filières concernées sont café et cacao, coton et textiles, oléagineux, anacarde, caoutchouc, bois, ananas et banane, etc. Il faudra dans le même temps non seulement renforcer les initiatives de diversification de l'offre exportable en l'adaptant à la demande mondiale mais aussi et surtout des marchés. Pour cela, il faudra actualiser le profil commercial de la Côte d'Ivoire.

***Poursuivre la modernisation et la simplification des procédures douanières.*** Le Gouvernement, dans le cadre des perspectives du PND, entend moderniser, rationaliser et accélérer les procédures et formalités liées au commerce et améliorer la fluidité du trafic de marchandises grâce, entre autres, à la mise en œuvre rapide de mesures de facilitation des échanges telles que le Projet de création d'une plate-forme virtuelle dénommée Guichet Unique du Commerce Extérieur (GUCE), la construction de postes de contrôle juxtaposés aux frontières.

***Mettre en place une stratégie globale de développement du secteur financier*** pour adapter les mécanismes de financement des PME/PMI dont les activités sont orientées principalement vers l'exportation et l'importation. Il s'agira aussi dans cette stratégie de repenser le rôle de l'État dans le secteur financier. Plus d'engagement de l'État dans le secteur financier devrait aboutir à diversifier les produits proposés et à réduire les coûts de l'accès au crédit.

***Redynamiser les programmes de promotion et de financement du commerce extérieur.*** L'Association pour la Promotion des Exportations de Côte d'Ivoire (APEX-CI) est chargée de favoriser la croissance soutenue des exportations ivoiriennes (réduction de la dépendance vis-à-vis des produits traditionnels,

accroissement de la part des exportations à forte valeur ajoutée, diversification géographique des exportations, création d'une culture d'exportation). Depuis 2010, elle a élargi son champ d'actions en tant qu'agence de promotion et de développement du Secteur Privé avec un accent particulier sur les PME. Cependant, les efforts de promotion des exportations se heurtent, entre autres entraves, à l'absence d'un parc national d'exposition, et au manque d'institutions de financement spécialisées dans le soutien au privé lors des démarches export, telle qu'une compagnie d'assurance-crédit à l'exportation.

***Exploiter davantage les opportunités de débouchés sous régionale, régionale et internationale en vue d'intensifier les échanges commerciaux avec les partenaires commerciaux de l'UEMOA, de la CEDEAO et des autres regroupements régionaux.*** Au niveau régional et sous régional, cela passe par une accentuation de l'application des mesures du TEC et la poursuite des efforts d'harmonisation de la structure tarifaire de la Côte d'Ivoire avec celle des pays de l'UEMOA et de la CEDEAO d'une part mais aussi avec d'autres pays partenaires potentiels en Afrique. Au niveau international, la Côte d'Ivoire devra mettre en place des politiques visant à élargir son offre d'exportation. L'élargissement de l'offre d'exportation passe par l'identification de marchés attractifs pour des produits à fort potentiel à l'exportation. Il peut s'agir également d'actions visant à assouplir les procédures d'importation et d'exportation par la facilitation des procédures d'obtention des agréments. Le renforcement de cette coopération peut se faire aussi par la mise à niveau des capacités des acteurs des secteurs agro industriels d'exportation.

Toutes ces recommandations sont répertoriées dans le Tableau 13 avec des actions et des résultats escomptés.



Tableau 13: Matrice d'actions

Recommandations	Actions	Résultats attendus
Opérer une intégration graduelle et séquentielle aux marchés mondiaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lever progressivement les barrières tarifaires et non tarifaires en ciblant certains secteurs;</li> <li>• Protéger d'autres secteurs jugés sensibles;</li> <li>• Subventionner les secteurs stratégiques <i>en vue de les rendre compétitifs vis-à-vis des concurrents étrangers</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La levée des barrières est faite progressivement en ciblant certains secteurs;</li> <li>• Des droits sont maintenus dans d'autres secteurs;</li> <li>• Les secteurs identifiés comme stratégiques bénéficient de subventions</li> </ul>
Renforcer les compétences industrielles	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer les capacités des acteurs nationaux sur les conditions d'accès aux marchés mondiaux</li> <li>• Investir dans la R&amp;D</li> <li>• Réduire les obstacles à l'importation des nouvelles technologies</li> <li>• Diffuser les résultats de la recherche et faciliter son appropriation;</li> <li>• Soutenir financièrement le secteur agro industriel d'exportation;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les capacités des acteurs nationaux sur les conditions d'accès aux marchés mondiaux sont renforcés;</li> <li>• La R&amp;D bénéficie de nouveaux investissements;</li> <li>• Les obstacles à l'importation de nouvelles technologies sont réduits;</li> <li>• Les nouvelles technologies sont diffusées et l'appropriation est facilité;</li> <li>• Le secteur agro industriel bénéficie d'un soutien financier;</li> </ul>
Soutenir le secteur agricole	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmenter les financements alloués au secteur agricole particulièrement le secteur agricole d'exportation;</li> <li>• Protéger les secteurs agricoles sensibles en maintenant des droit de douane sur les importations;</li> <li>• Élaborer des programmes de développement sectoriels;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les financements alloués au secteur agricole sont en hausse;</li> <li>• La protection est maintenue dans les secteurs agricoles sensibles;</li> <li>• Des programmes sectoriels de développement sont élaborés;</li> </ul>
Définir une stratégie de promotion des exportations des produits des filières les	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organiser des salons et des foires sur les filières café et cacao, coton et textiles,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les salons et foires sont organisés de façon périodique pour la promotion des produits les</li> </ul>

<p>plus dynamiques</p> <hr/>	<p>oléagineux, anacarde, caoutchouc, bois, ananas et banane dessert;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Participer à des foires et des salons au niveau international;</li> </ul> <hr/>	<p>plus dynamiques;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La Côte d'Ivoire participe à des salons et des foires internationaux</li> </ul>
<p>Poursuivre la modernisation et la simplification des procédures douanières</p> <hr/>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dématérialiser les prestations des services des douanes par l'utilisation de l'outil informatique;</li> <li>• Simplifier les procédures administratives d'obtention d'agréments à l'importation ou à l'exportation;</li> <li>• Réduire les barrages de police</li> <li>• Mettre en œuvre des mesures de facilitation des échanges telles que le Projet de création d'une plate-forme virtuelle dénommée Guichet Unique du Commerce Extérieur (GUCE);</li> <li>• Construire des postes de contrôle juxtaposés aux frontières</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'informatisation couvre tous les services de la douane;</li> <li>• Les procédures administratives sont simplifier (le nombre de document demandé et le nombre de jours pour les procédures sont réduits);</li> <li>• Les barrages terrestres, obstacles à la fluidité des transactions sont réduits;</li> <li>• Le GUCE est opérationnel;</li> <li>• Les postes de contrôle juxtaposés aux frontières sont construits</li> </ul>
<p>Mettre en place une stratégie globale de développement du secteur financier</p> <hr/>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Repenser le rôle de l'Etat dans le secteur financier en vue de son adaptation aux besoins des PME/PMI dont les activités sont orientées vers le commerce extérieur;</li> <li>• Accorder des crédits à l'exportation ou à l'importation aux PME/PMI</li> <li>• Créer un fond de garantie ou de soutien pour aider les PME/PMI ayant des activités avec le reste du monde à être plus compétitives;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'Etat est engagé dans le secteur financier par la création de produits financiers innovants adaptés aux besoins des PME/PMI orientées vers le commerce extérieur;</li> <li>• Des crédits à l'exportation ou à l'importation sont accordés aux PME/PMI;</li> <li>• Un fond de garantie ou de soutien aux activités des PME/PMI est créé</li> </ul>
<p>Redynamiser les programmes de promotion et de financement du</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduire la dépendance vis-à-vis des produits traditionnels d'exportation;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La dépendance des produits traditionnels d'exportation est réduite;</li> </ul>

<p>commerce extérieur</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accroître la part des exportations à forte valeur ajoutée,</li> <li>• Diversifier les partenaires à l'exportation;</li> <li>• Renforcer la création d'une culture d'exportation au sein des opérateurs économiques;</li> <li>• Créer un parc national d'exposition pour la promotion des exportations;</li> <li>• Créer une compagnie une institution de financement spécialisé dans le soutien au privé lors des démarches export, telle qu'une compagnie d'assurance-crédit à l'exportation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La part des produits à forte valeur ajoutée dans les exportations augmente;</li> <li>• Les partenaires à l'exportation sont diversifiés;</li> <li>• La création d'une culture d'exportation au sein des opérateurs économiques est renforcée;</li> <li>• Un parc national d'exposition des produits exportés est créé;</li> <li>• Une compagnie d'assurance crédit à l'exportation est créé;</li> </ul>
<p>Renforcer la coopération sous régionale, régionale et internationale pour une intensification des échanges commerciaux</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assurer le suivi de l'application des mesures du TEC;</li> <li>• Poursuivre les efforts d'harmonisation de la structure tarifaire de la Côte d'Ivoire avec celle des pays de l'UEMOA et de la CEDEAO;</li> <li>• Mettre en place des politiques visant à élargir son offre d'exportation par l'identification de marchés attractifs pour des produits à fort potentiel à l'exportation.</li> <li>• Assouplir les procédures d'importation et d'exportation par la facilitation des procédures d'obtention des agréments</li> <li>• Renforcer les capacités des opérateurs économiques sur les normes d'accès aux marchés mondiaux et aux dispositions des accords commerciaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'application des mesures du TEC est accentuée;</li> <li>• La structure tarifaire de la Côte d'Ivoire avec les pays de l'UEMOA et de la CEDEAO est harmonisée;</li> <li>• L'offre d'exportation de la Côte d'Ivoire est élargie à d'autres produits porteurs;</li> <li>• Les procédures administratives concernant le commerce extérieur sont assouplies;</li> <li>• Les capacités techniques et opérationnelles des opérateurs économiques sont renforcées;</li> </ul>



## 5. Conclusion

Cette étude s'intéresse à la relation entre l'ouverture extérieure et la croissance économique. La question centrale est de savoir comment la Côte d'Ivoire peut faire de son ouverture commerciale le moteur de sa croissance économique à la lumière des expériences des pays émergents. En d'autres termes, les moteurs du commerce extérieur mis en lumière dans les pays émergents sont-ils présents en Côte d'Ivoire? Pour répondre à cette préoccupation, la méthodologie adoptée a consisté d'abord en une revue documentaire pour identifier les facteurs au cœur de la relation entre ouverture extérieure et croissance économique. Ensuite, une analyse descriptive de l'expérience du Brésil, de l'Inde et de la Malaisie a permis de comprendre l'expérience de ces pays et de voir si les éléments théoriques mis en lumière y existent. Puis, cette analyse descriptive a permis de faire un état des lieux de l'économie ivoirienne pour savoir si ces éléments catalyseur existent aussi en Côte d'Ivoire, pays qui aspire à l'émergence. Enfin à partir d'une analyse des forces et des faiblesses l'étude fait des recommandations en vue de faire de l'ouverture extérieure de la Côte d'Ivoire un moteur de la croissance économique dans l'optique de l'émergence.

En définitive sur le plan théorique, l'ouverture extérieure est un facteur moteur de la croissance économique. Cela passe par le marché qui s'agrandit avec l'ouverture, mais aussi parce que qu'elle augmente le nombre et la qualité des biens intermédiaires utilisables dans la production. L'élargissement du marché favorise aussi le transfert des technologies et augmente les bénéfices de l'innovation technologique. Elle accroît également les ressources consacrées à l'investissement dans l'amélioration de la productivité des facteurs de production via l'innovation technologique avec l'augmentation des flux des investissements directs étrangers. L'ouverture extérieure favorise à long terme une accumulation de capital, ce qui permet au pays de se trouver sur un sentier de croissance plus élevé, par conséquent d'avoir de bonnes performances économiques.

Le Brésil, l'Inde et la Malaisie ont connu de bonnes performances économiques pendant ces cinq dernières années. La croissance du PIB réel s'est accompagnée d'une forte croissance des échanges commerciaux et d'un afflux important d'investissements directs étrangers. La croissance des échanges a concerné aussi bien les produits agricoles et miniers, les produits manufacturiers et les services. La part de ces pays dans le commerce international ne cesse d'augmenter avec une hausse de la part des produits manufacturiers et une stagnation voire un déclin graduel des produits primaires. Les partenaires commerciaux sont diversifiés. Ce qui leur permet de bénéficier d'un large marché pour les exportations. En outre, cette ouverture leur a permis d'accroître leur ravitaillement en biens d'équipement bénéficiant ainsi d'importants transferts de technologie. Pour encourager le commerce international, les procédures douanières ont été simplifiées et des politiques sectorielles ont été mises en œuvre. Au regard de ce qui précède, l'on peut dire que les éléments théoriques identifiés dans la relation entre l'ouverture extérieure et la croissance économique existent dans ces trois pays.

Malheureusement le diagnostic de l'économie ivoirienne a montré que les moteurs du commerce extérieur mis en lumière dans les pays émergents n'y sont pas présents. Il s'agit notamment des transformations structurelles qui impulsent la croissance économique à travers l'ouverture extérieure. Plus précisément, les produits manufacturiers constituent l'essentiel de la composition du commerce extérieur des pays émergents contrairement à la Côte d'Ivoire où les produits primaires en constituent une part importante. Le commerce extérieur des pays émergents est en adéquation avec la demande mondiale en termes de contenu et de quantité. Pour preuve, la part de marché de ces pays dans le

commerce mondiale est en hausse. L'on peut noter également, la place des réformes structurelles et l'engagement des pouvoirs publics qui ont permis de consolider les avantages comparatifs et d'assurer des gains dynamiques suite à l'ouverture extérieure.

Aussi, ces pays bénéficient d'un environnement politique stable propice à l'éclosion de l'initiative privée. Cela a favorisé une augmentation du volume des IDE entrants ces dernières années en direction de ces pays. Les bonnes performances économiques de ces dernières années se sont accompagnées d'une augmentation des IDE en provenance de ces pays. L'ouverture financière a été profitable pour ces pays à la différence de la Côte d'Ivoire. Un autre avantage de l'ouverture extérieure est la disponibilité d'inputs, source d'efficacité et d'externalités. Les pays émergents ont su bénéficier de cette ouverture contrairement à la Côte d'Ivoire car l'importation de biens d'équipement a permis une densification du secteur manufacturier. Une telle situation peut s'expliquer par plusieurs éléments.

L'analyse *SWOT* a révélé, en effet, quelques forces et faiblesses du commerce extérieur de la Côte d'Ivoire. Outre les produits pétroliers raffinés, les exportations de la Côte d'Ivoire reposent essentiellement sur les produits agricoles non transformés à la différence des autres pays émergents. Le secteur manufacturier est relativement faible pour soutenir le commerce extérieur, ceci n'est pas le cas des pays émergents dans lesquels une part importante des exportations portent sur des produits manufacturiers.

Par ailleurs, le secteur agricole n'est pas mécanisé et il est aux mains, en grande partie, des populations rurales qui mettent en valeur des superficies relativement petites. Le secteur agricole en Malaisie, par exemple, est devenu un nouveau moteur de croissance en exploitant la biotechnologie. Les subventions agricoles au Brésil et en Chine, les politiques de contrôle des prix ont été des facteurs de croissance tout d'abord de la production agricole et ont stimulé l'industrie.

La relation négative entre les échanges extérieurs et le secteur agricole permet de conclure que l'agriculture tend à jouer un rôle négligeable dans le commerce extérieur. En toute logique, une telle relation devrait être observée à mesure que le secteur industriel se soit développé ou le secteur des services. En Côte d'Ivoire, le secteur des services même s'il tend à se développer au cours de ces dernières années avec l'implantation de nombreux établissements financiers, la part du crédit bancaire a varié entre 13% et 18% du PIB entre 2000 et 2012. Le secteur financier est donc modeste malgré les nombreuses réformes entreprises dans les années 1990.

Il ressort de cette analyse que tous les moteurs du commerce extérieur mis en lumière dans les pays émergents ne sont pas présents en Côte d'Ivoire. Au regard de l'expérience du Brésil, de l'Inde et de la Malaisie, l'étude fait des recommandations dans l'optique non seulement de consolider les acquis de la Côte d'Ivoire mais aussi et surtout de permettre une émergence économique au travers de bonnes performances du commerce extérieur.

## 6. Références bibliographiques

- Aghion, P., & Howitt, P. (1992). A Model of Growth through Creative Destruction. *Econometrica*, 60, 323-351.
- CAPEC . (2013). *Politique commerciale et enjeux pour l'éligibilité de la Côte d'Ivoire au Programme Millenium Challenge Corporation*. Abidjan : MEF, Côte d'Ivoire .
- Ethier, W. J. (1979). Internationally Decreasing Costs and World Trade. *Journal of International Economics*, 9, 1-24.
- Ethier, W. J. (1982). National and International Returns to Scale in the Modern Theory of International Trade. *American Economic Review*, 72, 389-405.
- Fontagné, L., Freudenberg, M., & Ünal-Kezenci, D. (1996). *Analyse statistique des échanges CE de biens intermédiaires*. Eurostat. Mars: Serie 6D.
- François, J. F., McDonald, B., & Nordström, H. (1994). *The Uruguay Round: a Global General Equilibrium Assessment*. Londres: CEPR.
- Grossman, G. M., & Helpman, E. (1991). Quality Ladders in the Theory of Growth. *Review of Economics Studies*, 43-62.
- Grossman, G. M., & Helpman, E. (1993). *Innovation and Growth in Global Economy*. Cambridge: MIT Press.
- Jack, B., José, F., Hervé, F., Manu, B., Drew, A., & Harpaul, A. K. (2013). The Centennial Resilience Index: Measuring Countries' Resilience to Shock Global. *Journal of Emerging Market Economies*, 5(2), Jack Boorman, José Fajgenbaum, Hervé Ferhani, Manu Bhaskaran, Drew Arnold, and Harpaul Alberto Kohli, 2013. "The Centennial R57-98.
- Jean, I. (2010). The First Global Recession in Decades. *IMF Economic Review*, 58(2), 327-354.
- Krugman, P. (1979). Increasing Returns, Monopolistic Competition and International Trade. *Journal of International Economics*, 9, 469-479.
- Loesse, J. E. (2013). *Analyse de la fuite des capitaux en Côte d'Ivoire*. Abidjan: PNUD.
- Markusen, J. R. (1989). Trade in Producer Services and in Other Specialized Intermediate Inputs. *American Economic Review*, 79(1), 85-95.
- OMC. (2012). *Examen des politiques commerciales de l'Inde*. Rapport du secrétariat.
- OMC. (2013). *Examen des politiques commerciales de la Malaisie*. Rapport du secrétariat.
- OMC. (2013). *Examen des politiques commerciales du Brésil*. Rapport du secrétariat.
- PACIR. (2012). *Côte d'Ivoire: perspectives des entreprises sur les mesures non tarifaires, synthèse préliminaire*. Genève: Suisse.

- PNUD & INS. (2011). *Sources de la croissance économique, pauvreté, inégalité et implications de politiques économiques en Côte d'Ivoire*. Abidjan.
- Rivera-Batiz, L. A., & Romer, P. A. (1991). Economic Integration and Endogenous Growth. *Quarterly Journal of Economics*, 106, 531-555.
- Rivera-Batiz, L., & Romer, P. (1991). International Trade with Endogenous Technological Change. *European Economic Review*, 35(4), 971-1002.
- Romer, P. M. (1987). Growth Based on INcreasing Returns Due to Specialization. *American Economic Review*, 77(2), 56-62.
- Villa, P. (1996). *Croissance et Contrainte financière dans les PED*. Paris: CEPPII.